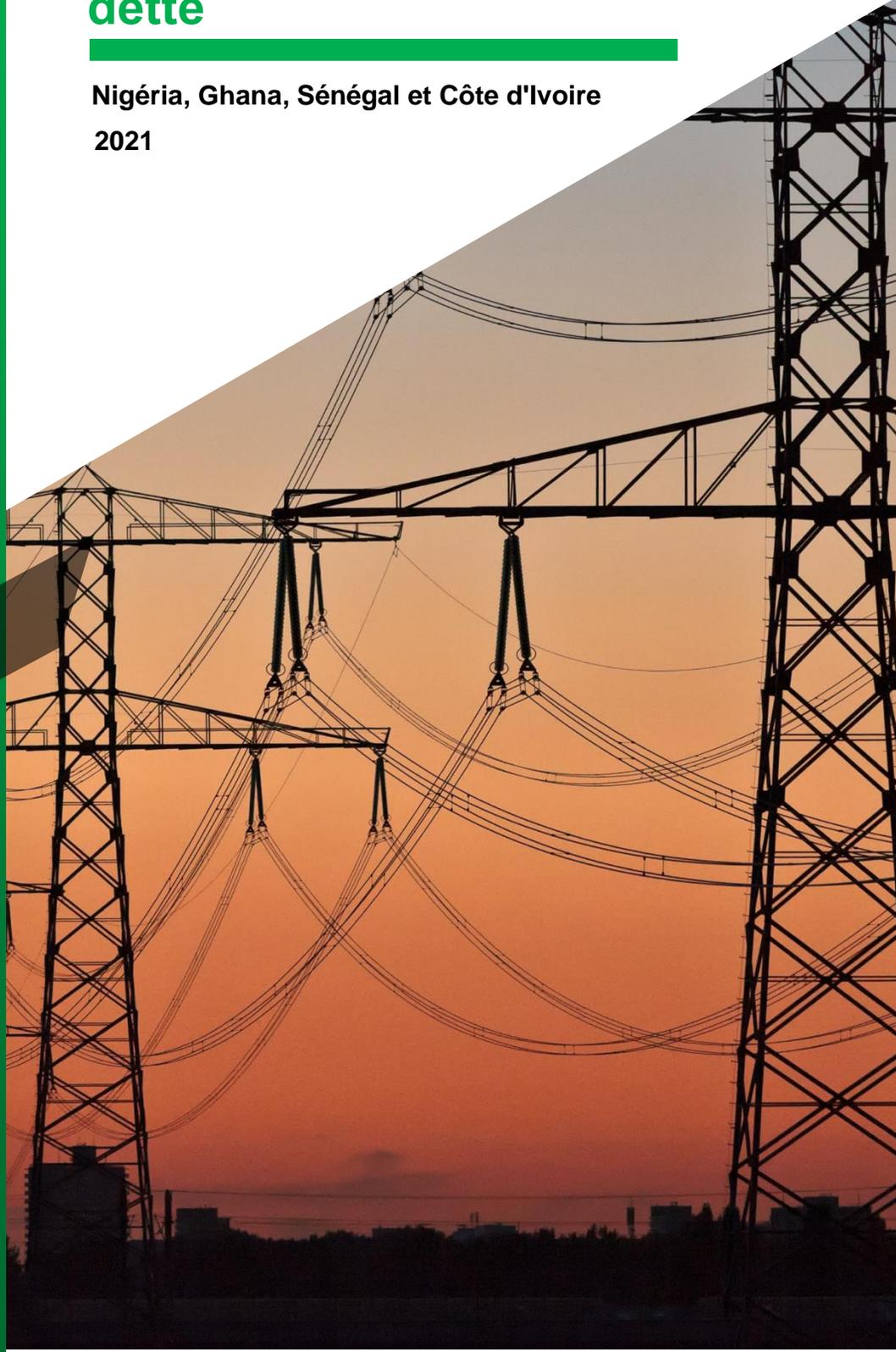




**DEVELOPMENT  
REIMAGINED**

# Analyse approfondie des besoins de financement et des vulnérabilités liées à la dette

Nigéria, Ghana, Sénégal et Côte d'Ivoire  
2021



## CONTENT

<b>Résumé .....</b>	<b>4</b>
<b>Introduction .....</b>	<b>5</b>
<b>Nigeria .....</b>	<b>7</b>
Section I: Historique financier et situation actuelle .....	10
Les années 1970 : Chocs pétroliers et hausse des taux d'intérêt .....	10
Les années 2000: Gestion de la dette.....	11
Des années 2010 à nos jours : nouveaux créanciers et opportunités de financement. ....	12
Prêts accordés par des partenaires chinois.....	13
Le secteur privé .....	15
Engagement avec les partenaires multilatéraux.....	16
Le Nigeria est-il confronté à une « crise de la dette » ? L'importance de se concentrer sur la qualité de la dette plutôt que sur sa quantité. ....	18
Section II: Sources de revenus financiers.....	20
Exportation de pétrole et du gaz .....	20
Exportations agricoles.....	21
Envois de fonds .....	21
Sources fiscales.....	22
Section III: Exposition financière.....	23
Section IV: Déficit de financement actuels et futurs .....	24
Réaliser les ODD au Nigeria. ....	24
La COVID-19 et son impact sur le financement. ....	25
Section V: Conclusions et perspectives .....	27
<b>Côte d'Ivoire .....</b>	<b>29</b>
Section I: Historique financier et situation actuelle .....	33
Les années 1970 : Chocs pétroliers et hausse des taux d'intérêt.....	33
Les années 2000 : L'initiative PPTTE et la gestion de la dette .....	34
Des années 2010 à nos jours : nouveaux créanciers et opportunités de financement. ....	35
Partenaires chinois. ....	36
Le secteur privé. ....	37
Banque africaine de développement.....	38
La Côte d'Ivoire est-elle confrontée à une « crise de la dette » ? .....	39
Section II: Sources de revenus financiers.....	40

Section III: Exposition financière.....	43
Relations avec les institutions financières régionales et continentales. ....	44
Section IV: Déficits de financement actuels et futurs .....	45
COVID-19 et besoins de financement supplémentaires. ....	46
Section V: Conclusions et perspectives .....	49
<b>Ghana .....</b>	<b>50</b>
Section I: Historique financier et situation actuelle .....	54
Les années 1970 : Chocs pétroliers et hausse des taux d'intérêt.....	54
Les années 2000 : L'initiative PPTE et la gestion de la dette. ....	55
Des années 2010 à nos jours : nouveaux créanciers et opportunités de financement. ....	55
Partenaires chinois.....	56
Dette à court terme. ....	58
Le Ghana est-il confronté à une « crise de la dette » ? .....	59
Section II: Sources de revenus financiers.....	61
Pétrole .....	62
Section III: Exposition financière.....	64
Section IV: Déficits de financement actuels et futurs .....	66
COVID-19 et besoins de financement supplémentaires. ....	66
Section V: Conclusions et perspectives .....	69
<b>Senegal .....</b>	<b>70</b>
Section I: Historique financier et situation actuelle .....	72
Les années 1970 : Répercussions des chocs macroéconomiques. ....	72
Les années 2000 : L'initiative PPTE et la gestion de la dette. ....	73
Des années 2010 à nos jours : nouveaux créanciers et opportunités de financement .....	73
Impact de la COVID-19.....	78
Section II: Sources de revenus financiers.....	80
Agriculture:.....	80
Horticulture: .....	80
Services:.....	81
Section III: Exposition financière.....	82
Section IV: Déficits de financement actuels et futurs .....	83
COVID-19 et besoins de financement supplémentaires. ....	83
Investissement dans les infrastructures .....	84
Section V: Conclusions et perspectives .....	86

## RÉSUMÉ

---

La COVID-19 a exercé de nouvelles pressions financières sur les pays africains et a entraîné une réduction de l'activité économique et des engagements financiers continus. Ces quatre analyses approfondies sur l'Afrique de l'Ouest fournissent un examen de ces pressions financières, ainsi que des déficits de financement touchant déjà de nombreux pays africains. Ces besoins de financement doivent être satisfaits. Notre analyse révèle les principaux axes de besoins de chacun des quatre pays d'Afrique de l'Ouest étudiés : le Nigeria, le Ghana, la Côte d'Ivoire et le Sénégal.

Le choix s'est porté sur chacun de ces pays en raison de leur relation particulière avec le financement et la dette. Les analyses démontrent dans chaque cas que les récits actuels sur la « crise de la dette africaine » ne tiennent pas compte du contexte autour des niveaux d'endettement. En particulier, du fait que le volume de la dette a augmenté parallèlement à la croissance économique, comme le montre le ratio dette au revenu national brut (RNB), et que, dans l'ensemble, il est possible de recourir à une dette de haute qualité pour financer la reprise et la transformation économiques. Pour analyser les besoins de financement d'un pays et la qualité

de sa dette, il est essentiel de prendre en compte le contexte de la dette ; principalement, comment elle contribue à la réalisation des engagements en matière d'ODD et à combler les déficits de financement d'infrastructures essentielles, etc.

Ces analyses approfondies montrent que des données librement accessibles sont essentielles pour évaluer la qualité des prêts et que les pouvoirs publics nationaux doivent investir davantage dans la collecte et la diffusion de celles-ci. Les organisations de la société civile ont ainsi l'occasion de jouer un rôle central en plaidant au nom des citoyens pour une plus grande transparence financière. En lisant ces analyses approfondies, les organisations de la société civile et les pouvoirs publics peuvent mieux cerner les infrastructures et les processus institutionnels nécessaires pour évaluer avec précision la qualité de la dette, négocier des prêts de qualité et développer des projets qui contribuent à un développement véritablement durable.

**Remerciements** : Development Reimagined voudrait remercier tous les membres de son équipe qui ont contribué à ce rapport à savoir : Hannah Ryder, Leah Lynch, Rosemary Flowers, Ovigwe Eguegu, Olivier Mendo'o, Yike Fu et Jade Scarfe.

## INTRODUCTION

Les gouvernements africains continuent d'investir dans le développement d'infrastructures indispensables en dépit d'une marge de manœuvre budgétaire de plus en plus restreinte du fait de la pandémie de COVID-19. Soucieux de protéger les populations et les moyens de subsistance des impacts des couvre-feux et des confinements nécessaires, ainsi que pour fournir des soins de santé, des vaccins et des équipements de protection individuelle essentiels, les pouvoirs publics africains ont augmenté leurs dépenses.

Dans ce contexte, les récits sur la dette africaine abondent et se concentrent sur des expressions telles que « crise de la dette », « diplomatie de la dette », « annulation de la dette » et « allègement de la dette ». Ces récits ont un impact considérable sur l'accès de l'Afrique au financement, car les pays qui ont de prétendus problèmes de dette voient leur cote de solvabilité déclassée par les agences de notation. Tout ceci sur fond de défis de développement préexistants et de déficits de financement dans les infrastructures et les investissements dans les Objectifs de développement durable (ODD). Cette analyse approfondie des stratégies de financement du développement des pays d'Afrique de l'Ouest met en contexte la situation de la dette de chaque pays et met l'accent sur l'évaluation de la qualité de la dette, plutôt que sur sa quantité.

L'impact économique de COVID-19 et l'urgence croissante de l'approvisionnement en vaccins en sont des éléments clés. Il existe moins de 10 fabricants africains disposant d'installations de production de vaccins et ils sont basés dans 5 pays : l'Égypte, le Maroc, le Sénégal, l'Afrique du Sud et la Tunisie. Il est important de souligner qu'il existe environ 80 installations de production d'injectables stériles susceptibles de

produire des vaccins en Afrique, étant donné que le principal mode d'administration des doses est le flacon. Bakano, O. 20211.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a indiqué que, grâce à l'initiative COVAX, environ 90 millions de doses du vaccin contre la COVID-19 seront expédiées en Afrique à partir de février 2021. En outre, l'Union africaine a obtenu 670 millions de doses de vaccin pour compléter le plan COVAX et elles seront distribuées en 2021 et 2022, dont 400 millions de doses de Johnson & Johnson. Au Nigeria, par exemple, le directeur de l'Agence nationale de développement des soins de santé primaires a exprimé l'espoir d'obtenir 70 millions de ces doses de l'Union africaine<sup>3</sup>. Cependant, comme nous l'avons constaté tout au long de notre analyse, l'approvisionnement en vaccins dans les pays africains est lent, ce qui met en péril la reprise économique.

Cette analyse entre dans le cadre du projet phare *Africa Unconstrained*, qui présente les perspectives de la nouvelle ère du continent afin de remettre en question les récits actuels sur l'avenir économique des pays africains. Au moyen d'analyses approfondies, de webinaires, d'entretiens avec des experts mondiaux et de recherches originales, nous mettons en évidence les principaux défis économiques — et leurs solutions — à l'intention des pays africains et leurs partenaires. Ces études sont destinées à être lues et comprises par la société civile ainsi que par des personnes n'ayant pas de connaissances techniques. Dans la continuité de notre Guide sur la dette de 20 pays<sup>4</sup>, ce rapport fournit une analyse approfondie de la dette et des positions de financement de quatre pays

1 Bakano, O. 2021. Quelle est la capacité de production de vaccins en Afrique? (En Anglais) <https://www.afro.who.int/news/what-africas-vaccine-production-capacity>

2 <https://www.ghanaiantimes.com.gh/covid-19-vaccine-distribution-africa-deserves-equitable-access-to-vaccine-doses/>

3 <https://www.globalcitizen.org/en/content/things-to-know-nigeria-covid-vaccine-distribution/?template=next>

d'Afrique de l'Ouest — le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Nigeria et le Ghana.

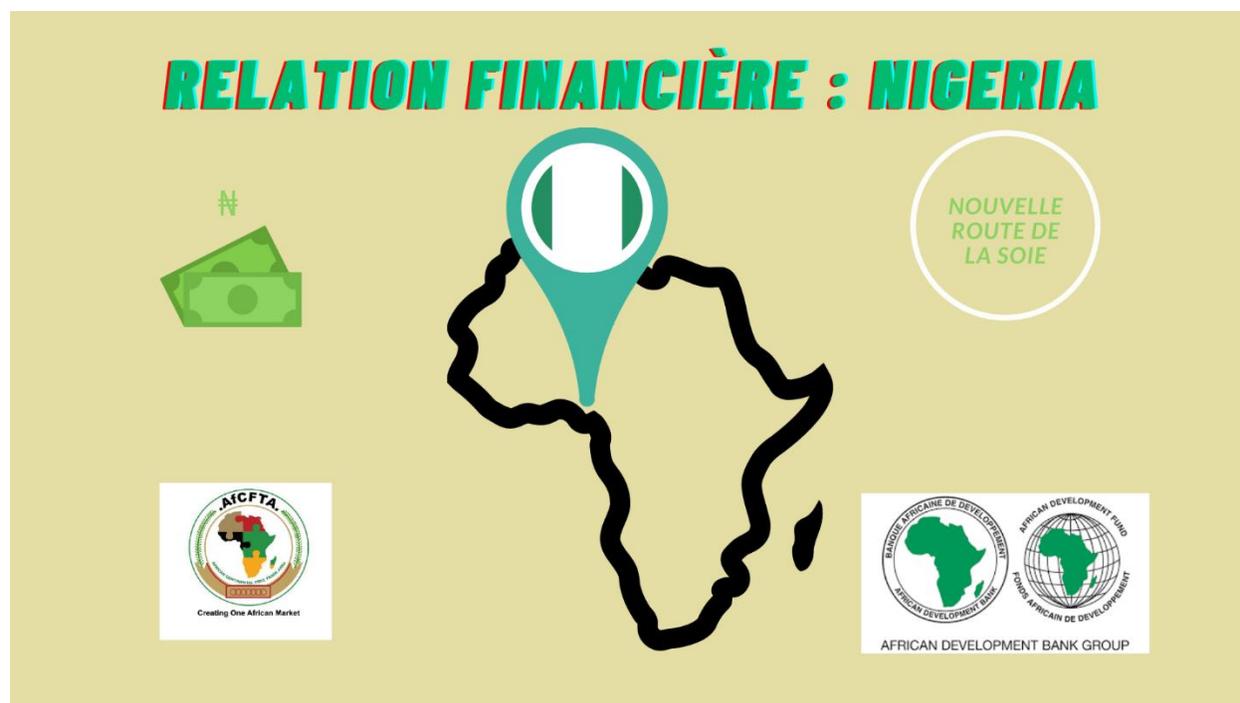
Le but et l'objectif généraux sont de fournir au lecteur une compréhension du contexte financier et socio-économique, en mettant l'accent sur les tendances et activités financières actuelles relativement aux ODD et aux plans de

développement nationaux des pays respectifs. Des recommandations spécifiques relatives à la future architecture et l'indépendance monétaire sont fournies pour le développement et la prospérité de la région ouest-africaine en particulier, et de l'Afrique en général.

## NIGERIA

L'objectif général de cette « analyse approfondie » est d'aider le lecteur à comprendre la situation financière et socio-économique du Nigeria, en mettant en évidence les tendances et les activités financières actuelles liées à la réalisation des ODD de l'ONU et de l'*Agenda 2063* de l'Union africaine (UA). Des recommandations spécifiques relatives à la future architecture et l'indépendance monétaire du Nigeria sont fournies pour le développement et la prospérité de la région ouest-africaine en particulier, et de l'Afrique en général.

Le Nigeria est une puissance économique en Afrique de l'Ouest et un acteur essentiel de l'économie mondiale. Le pays a des engagements financiers importants avec des entités financières internationales ainsi que des accords multilatéraux et bilatéraux favorisant son développement économique. En 2013, sur la base du pouvoir d'achat des quinze États membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest<sup>5</sup> (CEDEAO), l'économie nigériane représentait environ 55 % du PIB de la région. En 2019, la croissance économique du Nigeria devait se situer à 2,2 % (4,5 milliards de dollars). Toutefois, en raison de la COVID-19, elle a chuté à -1,7 % en 2020 et devrait remonter à 2,5 %<sup>6</sup> d'ici 2021.



L'économie du Nigeria étant bien développée, elle pourrait favoriser l'atteinte des objectifs de développement économique régional relativement aux ODD de l'ONU et à l'*Agenda 2063* de l'UA. Le gouvernement nigérien a travaillé avec de nombreuses parties prenantes pour instaurer des politiques clés et des mesures institutionnelles et réglementaires permettant la coordination des ODD<sup>7</sup>. Par

<sup>5</sup> Banque africaine de développement (BAD), 2013. *Document de stratégie pays 2013-2017*. [sur la base du pouvoir d'achat des quinze États membres de la CEDEAO].

<sup>6</sup> <https://www.worldbank.org/en/country/nigeria/overview>

<sup>7</sup> Adefulire, Adejoke 2017. *Mise en œuvre des ODD — Un examen volontaire national*. (En Anglais) « Élimination de la pauvreté et promotion de la prospérité dans un monde en mutation ». Gouvernement fédéral du Nigeria, PNUD.

exemple, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) apporte un soutien technique au gouvernement nigérian pour la réalisation d'examens nationaux volontaires (VNR) facilitant le renforcement des politiques et des institutions et la mobilisation de partenariats. Parmi les autres exemples, citons la collaboration entre le PNUD et le bureau du conseiller spécial principal du président sur les ODD qui s'assure que la planification et la budgétisation des activités de développement s'inscrivent dans le cadre des ODD<sup>8</sup>. En outre, les domaines prioritaires du document de stratégie pays de la BAD pour le Nigeria (2020-2024) cadrent avec les ODD. Notons aussi que dans le cadre d'un programme national de filet de sécurité sociale, le gouvernement nigérian a progressé dans la mise en place d'un « registre social national » où les ménages pauvres et vulnérables sont identifiés pour bénéficier d'un soutien<sup>1</sup>. Grâce à ce programme, le pays progresse dans l'atteinte de l'ODD 1 (éliminer la pauvreté) et l'ODD 2 (éliminer la faim). Par ailleurs, en collaboration avec la BAD, le plan de soutien au développement des infrastructures est aligné sur les ODD 3 (bonne santé et bien-être), 6 (eau potable et assainissement), 7 (énergie propre et abordable) et 9 (industrie, innovation et infrastructures)<sup>9</sup>.

Le Nigeria doit néanmoins relever de nombreux défis pour atteindre les ODD, avec des déficits de financement importants pour répondre aux besoins fondamentaux de la population, puisque 44 % de la population n'a pas accès à l'électricité, 49 % à l'eau potable et 39 % à l'Internet. Les estimations du déficit de financement du Nigeria varient considérablement. Selon le Global Infrastructure Hub, le Nigeria il s'élève à 408 milliards de dollars<sup>10</sup>. Si l'on ventile ce chiffre par secteur, les besoins en infrastructures routières présentent le plus grand déficit d'investissement, soit 84 milliards de dollars, suivis par l'énergie (61 milliards de dollars), les télécommunications (47 milliards de dollars) et les infrastructures ferroviaires (21 milliards de dollars).

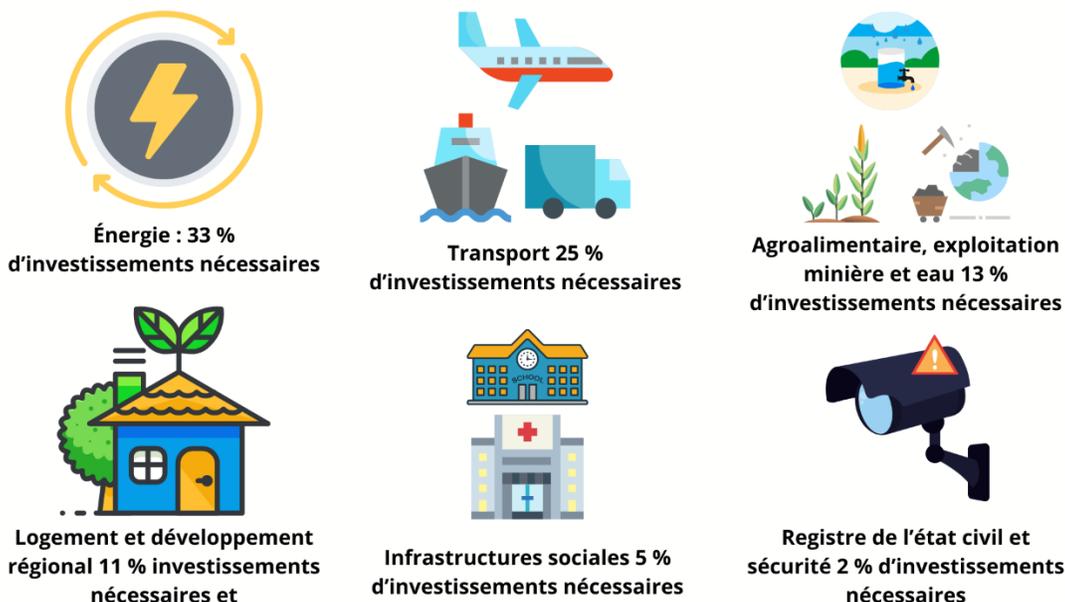
Toutefois, le plan directeur national intégré des infrastructures du gouvernement nigérian, publié en 2015, indique que pour répondre à ses besoins en infrastructures, le Nigeria a besoin d'environ 3 000 milliards de dollars au cours des 30 prochaines années (2014-2043). Le plan ventile ce montant par secteur en indiquant que l'énergie nécessiterait 1 000 milliards de dollars (33 % de l'investissement total requis), suivie des transports (775 milliards de dollars/25 %), de l'agriculture, l'exploitation minière et de l'eau (400 milliards de dollars/13 %), du logement et du développement régional (325 milliards de dollars/11 %), des TIC (325 milliards de dollars, 11 %), des infrastructures sociales (150 milliards de dollars/5 %), du registre d'état civil et de la sécurité (50 milliards de dollars, 2 %)<sup>11</sup>.

<sup>8</sup> <https://www.ng.undp.org/content/nigeria/en/home/sustainable-development-goals.html>

<sup>9</sup> <https://www.afdb.org/en/documents/nigeria-country-strategy-paper-2020-2024>

<sup>10</sup> <https://outlook.gihub.org/countries/Nigeria>

<sup>11</sup> <https://www.nipc.gov.ng/wp-content/uploads/2019/03/National-Intergrated-Infrastructure-Master-Plan.pdf#viewer.action=download>



Au-delà du plan directeur, le gouvernement nigérian a également lancé le *plan de relance et de croissance économique du Nigeria (2017-2020)* (NERGP) qui sert de base aux cadres budgétaires à court et moyen terme. Axé sur la stabilité et la diversification macroéconomiques, ce plan accorde la priorité à l'agriculture, à l'industrie manufacturière, à l'énergie, aux industries des MPME et aux services clés tirant parti de la science et de la technologie. Pour relever ces défis, il faut un financement important, que la mobilisation financière intérieure ne peut que partiellement combler, et pour combler suffisamment ces déficits, il faut des prêts extérieurs importants auprès de divers créanciers, notamment des prêteurs commerciaux, bilatéraux et multilatéraux. Le président du pays, Muhammadu Buhari, a déclaré en septembre 2020 : « Nous avons tant de défis à relever en matière d'infrastructures. Il nous faudra emprunter pour construire des routes, des voies ferrées et des centrales électriques, afin que les investisseurs nous trouvent attractifs et viennent investir leur argent ici »<sup>12</sup>.



<sup>12</sup> <https://www.channelstv.com/2020/09/15/we-just-have-to-take-loans-buhari-justifies-borrowing-to-fund-infrastructure/>

## Section I: Historique financier et situation actuelle

- EN 1970, LES NIVEAUX D'ENDETTEMENT ÉTAIENT FAIBLES, ÉQUIVALANT À SEULEMENT 837 MILLIONS DE DOLLARS.
- SUITE À LA CRISE PÉTROLIÈRE DE 1973 ET À LA HAUSSE DES TAUX D'INTÉRÊT, LA DETTE A AUGMENTÉ RAPIDEMENT POUR ATTEINDRE 33 MILLIARDS DE DOLLARS EN 1990.
- SUITE À LA RESTRUCTURATION ET À L'ANNULATION DE LA DETTE À COMPTER DE L'ANNÉE 1986, LA DETTE EST PASSÉE D'UN TAUX DE MOINS DE 40 MILLIARDS DE DOLLARS (2004) À 9,6 MILLIARDS DE DOLLARS (2006).
- EN 2018, LA DETTE EXTÉRIEURE TOTALE DU NIGÉRIA A ATTEINT UN NIVEAU RECORD – 47 MILLIARDS DE DOLLARS.
- CÉPENDANT, LA DETTE EXTÉRIEURE EN POURCENTAGE DU RNB S'ÉLEVAIT À 12,4 %, CE QUI EST NETTEMENT INFÉRIEUR AU TAUX RECORD DE 120,8 % ATTEINT EN 1993.

# POINTS CLÉS À RETENIR

### Les années 1970 : Chocs pétroliers et hausse des taux d'intérêt

En 1970, l'encours de la dette extérieure du Nigeria était bas, s'élevant à seulement 837 millions de dollars. Cependant, il a rapidement augmenté à partir du milieu des années 1970 en raison des chocs pétroliers mondiaux, qui ont entraîné une hausse des taux d'intérêt sur les prêts, et en 1991, la dette extérieure atteignait 33,5 milliards de dollars. Après la récession de 1977/78, le gouvernement nigérian s'est tourné vers le marché international des capitaux pour obtenir son premier prêt de plus d'un milliard de dollars — appelé familièrement « jumbo loan » — principalement pour financer des projets d'infrastructure<sup>13</sup>. Au cours de cette période, le ratio nominal de la dette publique au PIB est passé de 2,1 % en 1977 à 23,8 % en 1984, et le profil d'endettement du pays s'est détérioré en raison de son incapacité persistante à faire face aux obligations du service de la dette. Par ailleurs, le ratio de la dette au PIB a atteint un maximum de 79,4 % entre 1980 et 2000<sup>14</sup>. En général, l'effondrement des cours du pétrole a rendu nécessaire un recours accru à l'emprunt pour soutenir le remboursement de la dette<sup>15</sup>.

La hausse des niveaux d'endettement résultant de la crise pétrolière a poussé le Nigeria à adopter les politiques d'ajustement structurel (PAS) du FMI en 1986. Les PAS étaient assortis de conditions de prêt, notamment la dévaluation de la monnaie nigériane, le Naira, de 1 de dollars — 1,86 naira en 1986 à 1 de dollars — 22 nairas en 1993<sup>16</sup>. Le but était d'améliorer la compétitivité des exportations nigérianes en les rendant plus abordables, mais le pouvoir d'achat de la population a été parallèlement dégradé. La suppression des subventions faisait également partie des conditionnalités, ce qui a augmenté le coût des

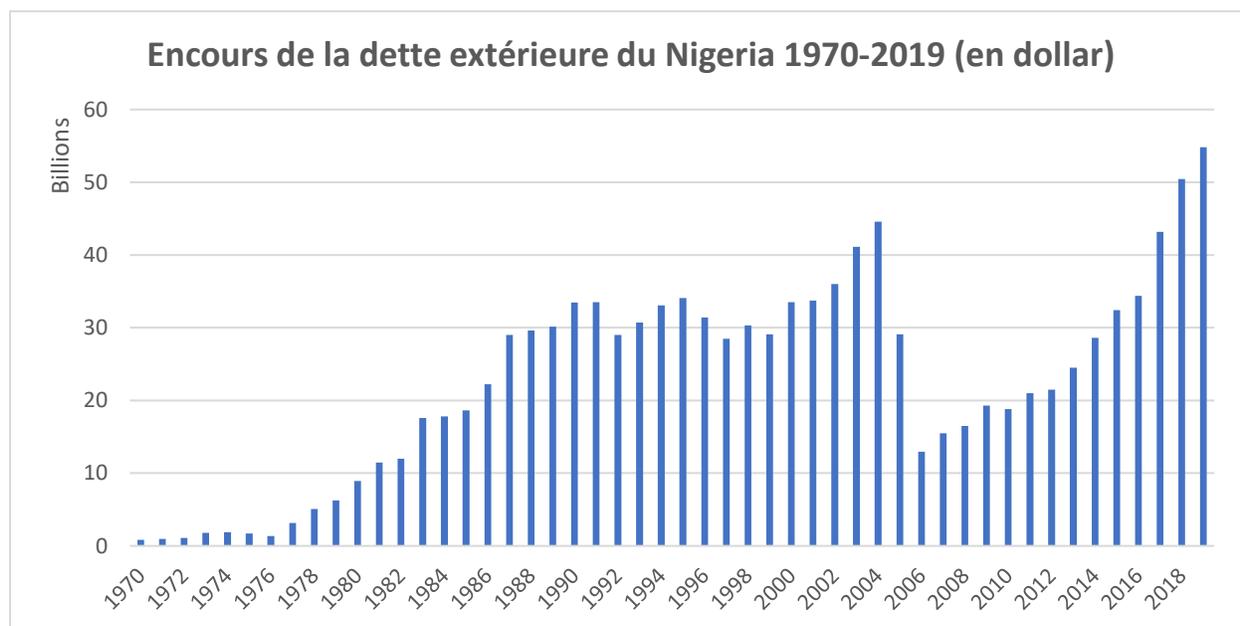
<sup>13</sup> Nwannebuike, S. A., et al., 2016. External Debt and Economic Growth: The Nigerian Experience. *European Journal of Accounting, Auditing, and Finance Research*. Vol.4, No.2, pp.33-48. Réf p.36.

<sup>14</sup> Debt Management Office, 2008. *National Debt Management Framework (NDMF) 2008-2012*. Consulté sur <https://www.dmo.gov.ng/publications/other-publications/national-debt-management-framework?sort=title&direction=asc>

<sup>15</sup> Oti, Peter. A. et al. "Nigeria's Debt Burden and Development Tangle: The Socio-Economic and Political Implications." *Journal of Economic and Sustainable Development*. Vol.7, No.20, 2016. <https://core.ac.uk/download/pdf/234647679.pdf>

<sup>16</sup> <https://web.mit.edu/africantech/www/articles/PlanningAdjust.htm>

importations et aggravé la situation des industries manufacturières qui dépendaient de l'importation de machines et de technologies de l'étranger. En outre, la suppression des subventions sur les carburants en 1989 a eu des effets désastreux sur les transports, entraînant des hausses de prix. Par exemple, à Jos, une ville de l'État du Plateau au Nigeria, une manifestation d'étudiants a dégénéré en troubles généralisés et en une grève nationale. Les recherches montrent que, dans le cadre des politiques de privatisation du PAS, un grand nombre de travailleurs se sont retrouvés au chômage lorsque plus de 55 entreprises publiques ont été privatisées entre 1988 et 1999<sup>17</sup>.



*Figure 1: Encours de la dette extérieure du Nigeria 1970-2019*  
Source: Banque mondiale

### Les années 2000: Gestion de la dette.

Après la mise en œuvre des PAS, la dette du Nigeria est restée relativement stable tout au long des années 1990, même si les niveaux ont commencé à augmenter vers le début des années 2000. Pour remédier à cette situation, le pays a créé en 2000 un bureau de gestion de la dette (DMO) chargé de coordonner de manière centralisée la gestion de la dette du pays. Depuis lors, grâce à une nouvelle stratégie de gestion de la dette, le ratio de la dette publique du Nigeria au PIB est relativement faible par rapport aux autres pays africains, à une moyenne de 11,8 % par an entre 2005 et 2018.

La réduction de l'endettement est en grande partie attribuable à l'administration Obasanjo, qui a mené une campagne intensive en faveur de l'allègement de la dette auprès des pays du Club de Paris en 2005. La campagne a été considérée comme un succès et, entre 2005 et 2006, sur les 30 milliards de dollars de dettes dues au Club de Paris, le Nigeria a remboursé 12 milliards de dollars et obtenu 18 milliards de dollars d'allègement de dette<sup>18</sup>. Le niveau de la dette a notamment baissé, passant d'un pic en 2004 (39,8 milliards de dollars) à un nouveau plancher en 2006 (9,6 milliards de dollars), ce qui équivaut à

<sup>17</sup> Mathias Chukwudi Isiani, Ngozika Anthonia Obi-Ani, Paul Obi-Ani, Chukwudi G. Chidume & Stella Okoye-Ugwu (2021) Interrogating the International Monetary Fund (IMF) Policies in Nigeria, 1986–2018, *Cogent Arts & Humanities*, 8:1, DOI: 10.1080/23311983.2021.1932283

<sup>18</sup> Centre for Global Development Nigerian Debt Relief <https://cgdev.org/topics/nigerian-debt-relief>

7,71 % du PIB du Nigeria. L'allègement de la dette a permis d'éliminer un fardeau annuel de 2,3 milliards de dollars au titre du service de la dette et a entraîné une appréciation du naira nigérian par rapport au dollar américain, qui est passé de ₦132 en 2005 à ₦118 en 2008.

### Des années 2010 à nos jours : nouveaux créanciers et opportunités de financement.

Après le niveau substantiel d'allègement de la dette au milieu des années 2000, la dette a commencé à s'accumuler en raison de nouvelles opportunités et de nouveaux acteurs financiers, notamment le secteur privé et la Chine. La multiplication des prêteurs a permis au Nigeria de financer d'énormes déficits et des plans de développement ambitieux, notamment de grands projets d'infrastructure. Parallèlement, le gouvernement a pris des mesures proactives pour s'assurer que la dette est gérée efficacement et que les données sont accessibles à la société civile. Ainsi, le Nigeria — avec la participation de la Banque mondiale et du FMI — a élaboré une stratégie de gestion de la dette à moyen terme 2012-2015. Celle-ci comprenait des hypothèses macroéconomiques, les sources de financement et les hypothèses de tarification<sup>19</sup>. En 2016, une nouvelle stratégie triennale de gestion de la dette a également été introduite<sup>20</sup>. En 2019, une autre stratégie couvrant la période 2020-2023 a été élaborée en se concentrant sur des sujets tels que les stratégies d'emprunt, la réduction des coûts du service de la dette, la modération des risques liés à la dette et la garantie de la viabilité de la dette<sup>21</sup>. Cela reflète une tendance plus large du Nigeria à rendre toutes les données entourant la dette souveraine accessibles à l'examen du public.

Du fait de l'émergence de nouveaux créanciers, l'encours de la dette extérieure du Nigeria s'est diversifié. Les organisations multilatérales officielles sont les plus grands créanciers du Nigeria, représentant 50 % de l'encours total de la dette, suivies par les créanciers commerciaux du secteur privé pour 37 % de la dette extérieure du pays (figure 2). La Chine constitue le plus grand créancier officiel bilatéral, avec 11 % du total de 13 %.

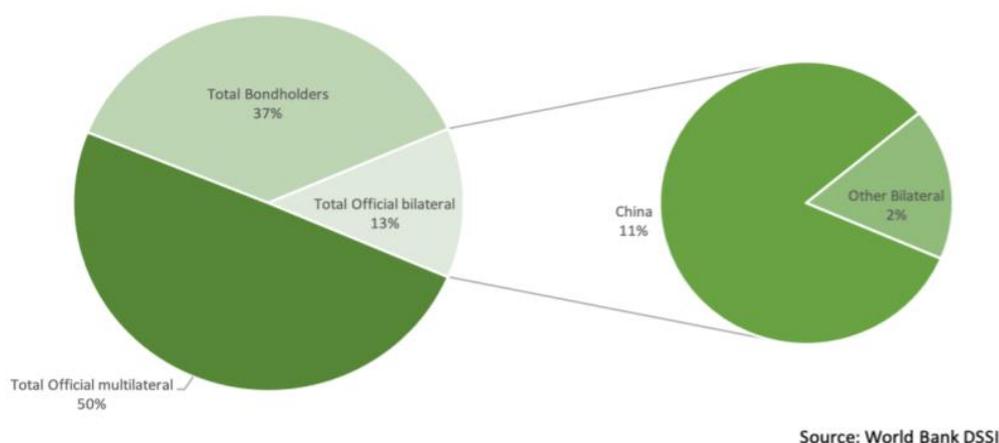


Figure 2: Répartition de l'encours de la dette extérieure du Nigeria  
Source: DSSI de la Banque mondiale

<sup>19</sup> Debt Management Office Nigeria. "Nigeria's Debt Management Strategy, 2012-2015." <https://www.dmo.gov.ng/publications/other-publications/debt-management-strategy/1028-medium-term-debtstrategy-2012-2015/file>

<sup>20</sup> Debt Management Office Nigeria. "Nigeria's Debt Management Strategy, 2016-2019." June 2016. <https://www.dmo.gov.ng/publications/other-publications/debt-management-strategy/1288-nigeria-s-debtmanagement-strategy-2016-2019/file>

<sup>21</sup> Ibid.

## Prêts accordés par des partenaires chinois.

La Chine est à la fois un créancier et un partenaire commercial important du Nigeria. Par conséquent, des politiques commerciales équilibrées et une coordination sont nécessaires pour exploiter les gains mutuels de la coopération économique nigéro-chinoise. Selon Africa Report, le déficit commercial entre la Chine et le Nigeria de 2015 à 2018 s'est élevé à 17,5 milliards de dollars et le commerce total entre les deux pays était d'environ 49 milliards de dollars<sup>22</sup>. En 2019, les principales exportations du Nigeria vers la Chine étaient les ressources naturelles, notamment le pétrole brut, équivalant à 1,14 milliard de dollars, suivi du gaz de pétrole (1,11 milliard de dollars) et des minerais (43 millions de dollars).

Comparativement, les principales exportations de la Chine vers le Nigeria étaient des produits manufacturés ou transformés tels que les téléphones (526 millions de dollars), les pneus en caoutchouc (369 millions de dollars) et le coton pur tissé léger (301 millions de dollars)<sup>23</sup>.

Au-delà du commerce, la Chine est le plus grand créancier bilatéral officiel du Nigeria et a permis au gouvernement de poursuivre des projets d'infrastructure à grande échelle, notamment dans le secteur ferroviaire et des transports. En 2019, la Chine a prêté au total 3 % de sa dette bilatérale officielle, mais a



représenté 11 % du paiement total de sa dette. Il existe actuellement 11 projets actifs financés par la Chine, principalement dans le secteur des transports et de l'électricité, répertoriés sur le site web du DMO du Nigeria.

Selon le SAIS-CARI, le Nigeria a obtenu 19 prêts d'un montant total de 6,7 milliards de dollars auprès de partenaires chinois<sup>24</sup>. Le secteur des transports est celui qui a reçu le plus de fonds, soit 3,9 milliards de dollars, suivi par l'électricité (1,2 milliard de dollars), les TIC (1,2 milliard) et l'eau (389 millions).

La Banque d'exportation et d'importation de Chine (China EXIM Bank) a accordé la plupart des prêts, finançant 14 des 19 prêts (74 %), à un taux d'intérêt de 2,5 %, avec un délai de grâce de sept ans (pour les deux prêts dont les données étaient disponibles). Les prêts de la China EXIM Bank sont principalement destinés aux transports (8 prêts) ou aux TIC (4 prêts).

En 2017, le Nigeria a reçu son plus gros prêt de la Chine, un peu plus de 1,2 milliard de dollars (taux d'intérêt de 2,5 %) pour le projet de modernisation du chemin de fer Lagos-Ibadan II, qui a été confié à China Civil Engineering Construction Corporation. Le projet de modernisation du chemin de fer Lagos-Ibadan II reliera Lagos, ville commerciale et portuaire du Nigeria, à Ibadan, ville industrielle du nord du pays. Il s'agit de la première ligne ferroviaire à double voie d'Afrique de l'Ouest. Elle permet de réduire le temps de trajet à environ deux heures, ce qui réduit le trafic routier et facilite les échanges au sein du pays.<sup>25</sup> Selon des sources d'information, le projet employait environ 10 000 personnes au cours de sa

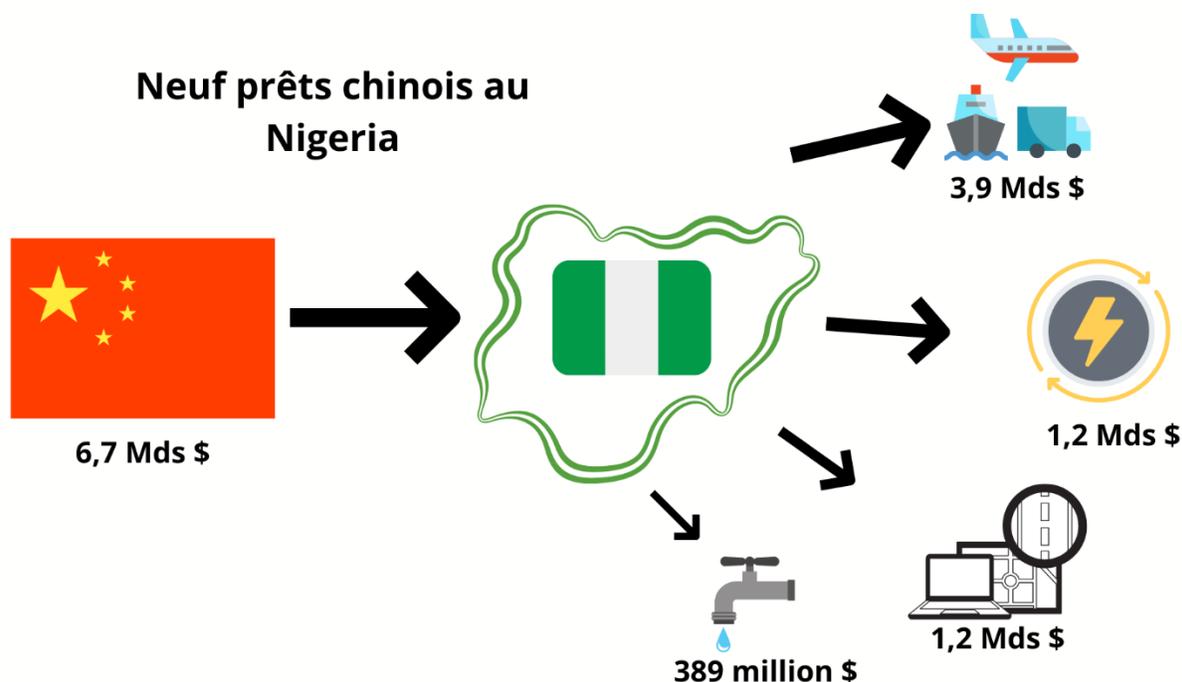
<sup>22</sup> <https://www.theafricareport.com/29060/nigeria-and-china-understanding-the-imbalanced-relationship/>

<sup>23</sup> [https://oec.world/en/profile/bilateral-country/chn/partner/nga#:~:text=B%20in%202019,-,In%202019%2C%20Nigeria%20exported%20%242.52B%20to%20China..and%20Zirconium%20Ore%20\(%2443M\).](https://oec.world/en/profile/bilateral-country/chn/partner/nga#:~:text=B%20in%202019,-,In%202019%2C%20Nigeria%20exported%20%242.52B%20to%20China..and%20Zirconium%20Ore%20(%2443M).)

<sup>24</sup> China Africa Research Initiative and Boston University Global Development Policy Center. 2021. Base de données des prêts chinois à l'Afrique, version 2.0. Consulté sur <https://chinaafricaloandata.bu.edu/>

<sup>25</sup> [http://www.xinhuanet.com/english/2020-07/24/c\\_139237908.htm](http://www.xinhuanet.com/english/2020-07/24/c_139237908.htm)

période de pointe et avait créé 4 000 emplois locaux.<sup>26</sup> Il fait également partie du projet plus vaste de modernisation du chemin de fer Lagos-Kano, qui couvrira 1 300 km et reliera la capitale du pays à la région la plus au nord-est, créant ainsi plusieurs retombées positives, telles que la réduction du temps de trajet, la diminution des coûts commerciaux et la création d'emplois.



Il est intéressant de noter qu'au-delà de la China EXIM Bank, les cinq autres projets proviennent de divers créanciers, dont la China Development Bank qui a prêté 157 millions de dollars à Lekki Port LFTZ Enterprise Ltd. Les autres prêts proviennent d'entreprises chinoises, notamment Alcatel-Lucent Shanghai Bell Co (78 millions de dollars) qui a financé par le biais d'un crédit-fournisseur, avec un taux d'intérêt de 3,5 % et un délai de grâce de 3 ans le projet de téléphonie rurale ALCATEL Nigerian Local Government, qui a été confié à la même entreprise. D'autres entreprises ont appliqué des taux d'intérêt plus élevés, comme la China Machinery Engineering Corporation qui a fourni 115 millions de dollars à un taux d'intérêt de 6 % et un délai de grâce de 6 ans dans le cadre d'un financement par crédit-fournisseur pour le projet de centrale électrique à gaz Omotosho de 335 MW, construite par l'entreprise.

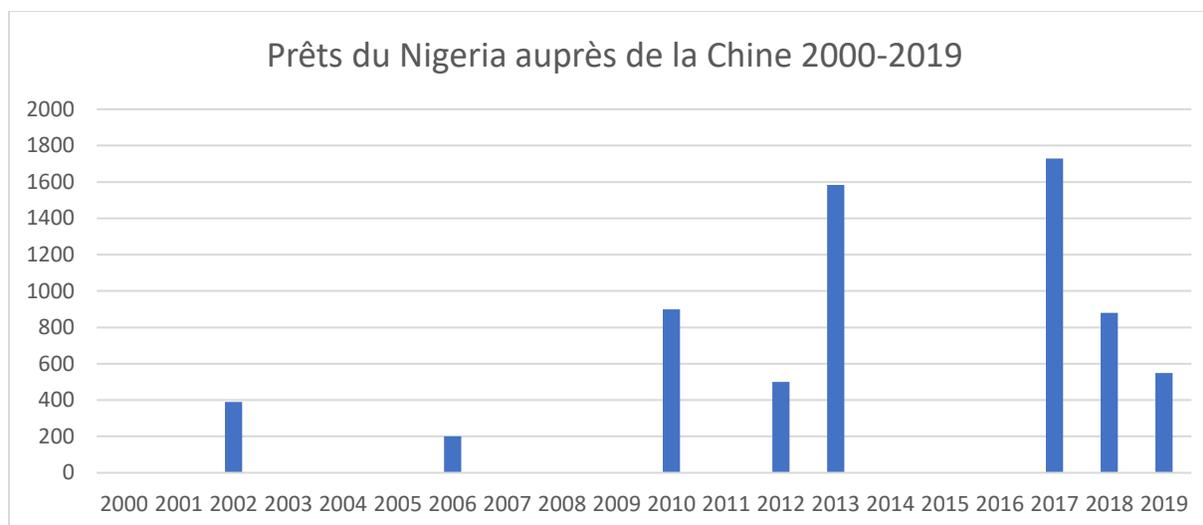
Le DMO nigérian fournit des données et des informations accessibles au public sur les prêts chinois dans le cadre de ses efforts de gestion de la dette et de transparence. En décembre 2020, le DMO a indiqué que la dette extérieure s'élevait à 33,3 milliards de dollars. Sur le total de la dette extérieure, seuls 3,3 milliards de dollars étaient dus à la China EXIM Bank. Toutefois, la dette due à la Chine représentait 80,1 % (4,1 milliards de dollars) de la dette totale contractée auprès des prêteurs bilatéraux officiels<sup>27</sup>. Le DMO précise également que les prêts sont liés à des projets spécifiques : quatre projets d'expansion de terminaux aéroportuaires et des projets de modernisation des chemins de fer à Abuja, Lagos, Port Harcourt, Kaduna et Ibadan<sup>28</sup>. En décembre 2020, la Banque de Chine a en outre approuvé des prêts d'un montant de 2,5 milliards de dollars pour la construction du gazoduc Ajaokuta-Kaduna-Kano AKK<sup>29</sup>.

<sup>26</sup> <https://www.globaltimes.cn/page/202106/1225957.shtml>

<sup>27</sup> <https://africacheck.org/fact-checks/factsheets/factsheet-unravelling-nigerias-debt-china>

<sup>28</sup> <https://www.dmo.gov.ng/facts-about-chinese-loans-to-nigeria>

<sup>29</sup> <https://dailytrust.com/explaining-nigerias-china-debt-puzzle>



*Figure 3: Prêts obtenus par le Nigeria auprès de partenaires chinois (2000-2019)*

*Source : SAIS-CARI*

Au chapitre de la gestion et de l'allègement de la dette, le Nigeria a négocié avec succès un allègement de la dette auprès de ses partenaires chinois, bien que le montant ait été relativement bas, soit 5,5 millions de dollars. En 2018, afin de faciliter davantage le commerce et les investissements, la Chine et le Nigeria ont annoncé un accord de swap de trois ans de 15 milliards RMB (équivalent à 2,3 milliards de dollars). Il vise à rendre disponibles des liquidités dans leurs monnaies respectives pour faciliter et promouvoir le commerce et les investissements entre les deux pays. Ces accords de swap pourraient être étendus au-delà du commerce et de l'investissement et jouer un rôle dans la fourniture de liquidités en période de contraintes financières, notamment lors de chocs externes tels que la crise de la COVID-19. En outre, il est possible que ces accords de swap soient utilisés pour la réaffectation des DTS, la Chine pouvant réaffecter une partie de ses DTS à des pays africains — dont le Nigeria — afin de fournir plus marge de manœuvre budgétaire.

### Le secteur privé

Le Nigeria a émis un total de six euro-obligations. La première émission a eu lieu en 2011, avec sa première euro-obligation de 500 millions de dollars<sup>30</sup>. En 2017, le Nigeria a fait une émission d'euro-obligations d'un milliard de dollars, qui a été sursouscrite presque huit fois, avec un taux de rendement de 7,875 %, ce qui rend ce choix de financement très coûteux pour le Nigeria<sup>31</sup>. Bien qu'il n'ait pas été clair quels actifs ont été créés grâce à ces euro-obligations, il a été rapporté que ce financement serait affecté aux besoins d'investissement en infrastructures.

Plus récemment, le Nigeria prévoit de lancer une nouvelle émission d'euro-obligations en octobre 2021 pour financer le déficit public, l'émission vise à mobiliser 2 343 milliards de nairas (5,7 milliards de dollars) de financements externes.<sup>32</sup> Il s'agira de la septième émission d'euro-obligations du Nigeria, la précédente ayant eu lieu en 2018 et ayant permis de lever 2,86 milliards de dollars<sup>33</sup>.

<sup>30</sup> <https://www.reuters.com/article/us-nigeria-eurobond-idUSBRE96116820130702>

<sup>31</sup> <https://qz.com/africa/908946/nigerias-eurobond-deal-raises-more-questions-for-kemi-adeosun-emefiele-and-president-buhari/>

<sup>32</sup> <https://www.reuters.com/article/nigeria-eurobond-idUSL1N2PB24>

<sup>33</sup> Ibid.

Hormis les euro-obligations, le Nigeria a également émis des obligations Sukuk à trois reprises. L'émission la plus récente, en juin 2020, était de 150 milliards de nairas (395 millions de dollars), mais a attiré 669,1 milliards de nairas (1,62 milliard de dollars). Celles-ci ont été affectées au financement de 44 projets routiers publics à travers le pays.<sup>34</sup> Les précédentes obligations Sukuk ont été émises en 2017 et 2018, chacune à hauteur de 100 milliards de nairas (243,1 millions de dollars).<sup>35</sup>

Dès 2019, le Nigeria a également commencé à s'aventurer sur le marché de la finance verte, en étant le premier pays africain, et le quatrième pays au monde, à émettre une obligation souveraine verte dans le cadre d'une émission certifiée Climate Bonds, qui a levé 29 millions de dollars.<sup>36</sup> Par ailleurs, le Nigeria a accédé à d'autres obligations vertes, Access Bank ayant émis la première obligation verte d'entreprise en Afrique, qui a levé 15 milliards de nairas (41 millions de dollars), l'obligation étant fixée à un taux fixe de 15,5 % sur 5 ans<sup>37</sup>. Plus récemment, en juillet 2021, le Nigeria a émis une autre obligation verte, l'obligation verte NSP-SPV PowerCorp PLC Series 2, qui vise à financer le développement d'un projet solaire de 15 MW en pré-phase<sup>38</sup>, développant ainsi l'infrastructure d'énergie renouvelable du Nigeria.

### Engagement avec les partenaires multilatéraux

**Le FMI :** Comme indiqué dans la section I, le Nigeria a bénéficié d'une restructuration de sa dette dans le cadre des PAS du FMI en 1986. Cela a conduit à d'énormes réformes pour accroître la libéralisation du marché. En réponse à la COVID-19, dans le cadre de l'instrument de financement rapide du FMI, le Nigeria a demandé une aide financière d'urgence de 2 454,5 millions de DTS (3,4 milliards de dollars), soit 100 % de sa quote-part.<sup>39</sup>

**La Banque mondiale :** La Banque mondiale a été principalement impliquée dans le financement de projets socio-économiques, par opposition au financement d'infrastructures. En 2009, par exemple, l'institution a soutenu le plan de développement de l'agriculture commerciale, qui s'est élevé à 185 millions de dollars, l'IDA de la Banque mondiale ayant engagé 150 millions de dollars et le gouvernement nigérian 35 millions de dollars.<sup>40</sup> Le projet a promu le maïs résistant à la sécheresse tout en incitant les riziculteurs à adopter un système d'intensification du riz, ce qui a permis de faire passer les rendements de 2,7 tonnes à 3,6 tonnes par hectare.<sup>41</sup>

En décembre 2020, le Nigeria a obtenu un prêt de 1,5 milliard de dollars de la Banque mondiale pour soutenir son plan de relance post-COVID-19 et pour élargir le programme existant de transparence, de responsabilité et de durabilité fiscales de l'État (SFTAS) — financement supplémentaire — qui vise à accroître la reddition de comptes dans la gestion des ressources publiques<sup>42</sup>. Ces deux projets ont reçu un financement de 750 millions de dollars de l'Association internationale de développement de la Banque mondiale. Parallèlement, la Banque mondiale a créé, avec le gouvernement nigérian, un cadre de partenariat pays qui vise à investir dans le capital humain (par l'éducation, les soins de santé et le soutien social), à promouvoir l'emploi, à renforcer la résilience et à améliorer la gestion des finances publiques.

<sup>34</sup> <https://www.afdb.org/en/countries-west-africa-nigeria/nigeria-economic-outlook>

<sup>35</sup> <https://nairametrics.com/2020/07/21/fashola-to-fix-44-roads-across-nigeria-with-sukuk-funds/>

<sup>36</sup> <https://www.climatebonds.net/2019/04/nigeria-access-bank-1st-certified-corporate-green-bond-africa-leadership-green-finance>

<sup>37</sup> *ibid.*

<sup>38</sup> <https://www.esi-africa.com/industry-sectors/finance-and-policy/nigeria-adds-another-green-bond-to-the-market/>

<sup>39</sup> <https://www.imf.org/en/News/Articles/2020/04/28/pr20191-nigeria-imf-executive-board-approves-emergency-support-to-address-covid-19>

<sup>40</sup> <https://projects.worldbank.org/en/projects-operations/project-detail/P096648>

<sup>41</sup> <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2013/07/12/world-assisted-commercial-agriculture-development-project-disburse-over-n209-million-to-3000-farmers-in-kano-state>

<sup>42</sup> <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2020/12/15/world-bank-group-to-boost-nigerias-efforts-to-reduce-poverty>

Le pays a également approuvé un plan d'emprunt extérieur de 8 325 milliards de dollars, qui inclut des prêteurs multilatéraux tels que la Banque mondiale, dans le but de financer des projets d'infrastructure. Le président nigérian a souligné l'importance de développer les industries non pétrolières afin de réduire la vulnérabilité du pays face aux chocs externes liés aux revenus du pétrole. Toutefois, plus de la moitié des prêts devraient être accordés par des prêteurs chinois, dont l'ICBC et la China EXIM Bank.<sup>43</sup> Les autres prêteurs comprennent l'Agence française de développement et la Banque européenne d'investissement (490 millions d'euros).<sup>44</sup>

**La Banque africaine de développement :** La BAD finance à la fois des infrastructures et des programmes de protection sociale au Nigeria par le biais de multiples canaux. En fin d'année 2019, le portefeuille actif de la BAD au Nigeria comptait 61 opérations pour un montant total de 5 milliards de dollars.<sup>45</sup> Sur ces 61 opérations, 29 relevaient du secteur public (2 milliards de dollars) tandis que 32 étaient des opérations non souveraines (3 milliards de dollars). En 2019, la BAD a approuvé un investissement de 15 millions de dollars en faveur d'une société de garantie de crédit pour les infrastructures (InfraCredit). Ces prêts visaient à accroître le financement des infrastructures par le biais des marchés de capitaux d'emprunt nationaux au Nigeria, encourageant ainsi le financement des infrastructures en monnaie locale — le Naira — plutôt qu'en devises étrangères.<sup>46</sup> À l'avenir, selon le dernier document de stratégie pays (2020-2024), les principaux domaines prioritaires sont le développement des infrastructures et la promotion de l'inclusion sociale par le biais de l'agrobusiness et du développement des compétences. Plus récemment, en juillet 2021, la BAD a accordé un prêt de 50 millions de dollars à la banque commerciale nigériane First City Monument Bank pour des investissements dans les énergies renouvelables, les entreprises agroalimentaires dirigées par des femmes et la production industrielle.<sup>47</sup>

Pour autant, comme le souligne le document de stratégie pays de la BAD, le plan d'emprunt de 22 milliards de dollars du Nigeria pour le développement des infrastructures a été suspendu par le gouvernement en raison des impacts de la COVID-19, tels que la baisse des recettes d'exportation du pétrole et les contraintes budgétaires<sup>48</sup>.

**Résumé :** Le Nigeria a réussi à obtenir des partenaires chinois le financement de projets d'infrastructures, largement négligés par les institutions traditionnelles de Bretton Woods telles que la Banque mondiale. Ces institutions ont tendance à se concentrer sur les projets sociaux ou la mobilisation de recettes d'urgence. La création d'infrastructures contribue à combler le déficit d'infrastructures du Nigeria et a plusieurs retombées, notamment la création d'emplois, la réduction des coûts et des défaillances de la chaîne d'approvisionnement et les transferts de personnes à personnes. Il est donc important, en évaluant la qualité de ces projets, de ne pas considérer la rentabilité comme l'unique indicateur de réussite. Les partenaires chinois ne sont toutefois pas la seule source de financement des infrastructures, le secteur privé et la BAD étant également des acteurs précieux. En ce qui concerne le secteur privé, les émissions d'obligations ont souvent des taux de rendement plus élevés (environ 6-7 %) que les prêts concessionnels chinois (taux d'intérêt de 2,5 %), ce qui en fait une source de financement coûteuse.

<sup>43</sup> <https://www.reuters.com/article/nigeria-borrowings-idUSL1N2OR202>

<sup>44</sup> [ibid.](#)

<sup>45</sup> <https://www.afdb.org/en/news-and-events/press-releases/african-development-bank-approves-new-five-year-strategy-nigeria-35958>

<sup>46</sup> <https://www.afdb.org/fr/news-and-events/nigeria-african-development-bank-approves-15-million-investment-package-for-infrastructure-credit-guarantee-company-19194>

<sup>47</sup> <https://www.afdb.org/en/news-and-events/press-releases/nigeria-african-development-bank-bolsters-women-empowered-businesses-50-million-loan-fcmb-bank-44530>

<sup>48</sup> <https://www.afdb.org/en/documents/nigeria-country-strategy-paper-2020-2024>

## Le Nigeria est-il confronté à une « crise de la dette » ? L'importance de se concentrer sur la qualité de la dette plutôt que sur sa quantité.

La dette du Nigeria est en hausse en termes absolus depuis le milieu des années 2000, toutefois, si l'on considère la dette en pourcentage du RNB, on constate que les niveaux d'endettement du Nigeria ont atteint un pic dans les années 1980 et 1990, mais aujourd'hui — en termes de taille économique — la majorité des niveaux d'endettement sont revenus au niveau des années 1970 (figure 4). Comme le montre la figure 4, en 1970, la dette du Nigeria en pourcentage du RNB s'élevait à 6,9 %. En 1994, alors que la dette continuait à s'accumuler en raison de la hausse des taux d'intérêt et de la chute des prix du pétrole, plutôt que du fait du financement des infrastructures productives, la dette en pourcentage du RNB a augmenté pour atteindre 105,1 % en 1994. En 2018, il est tombé à 12,4 %.

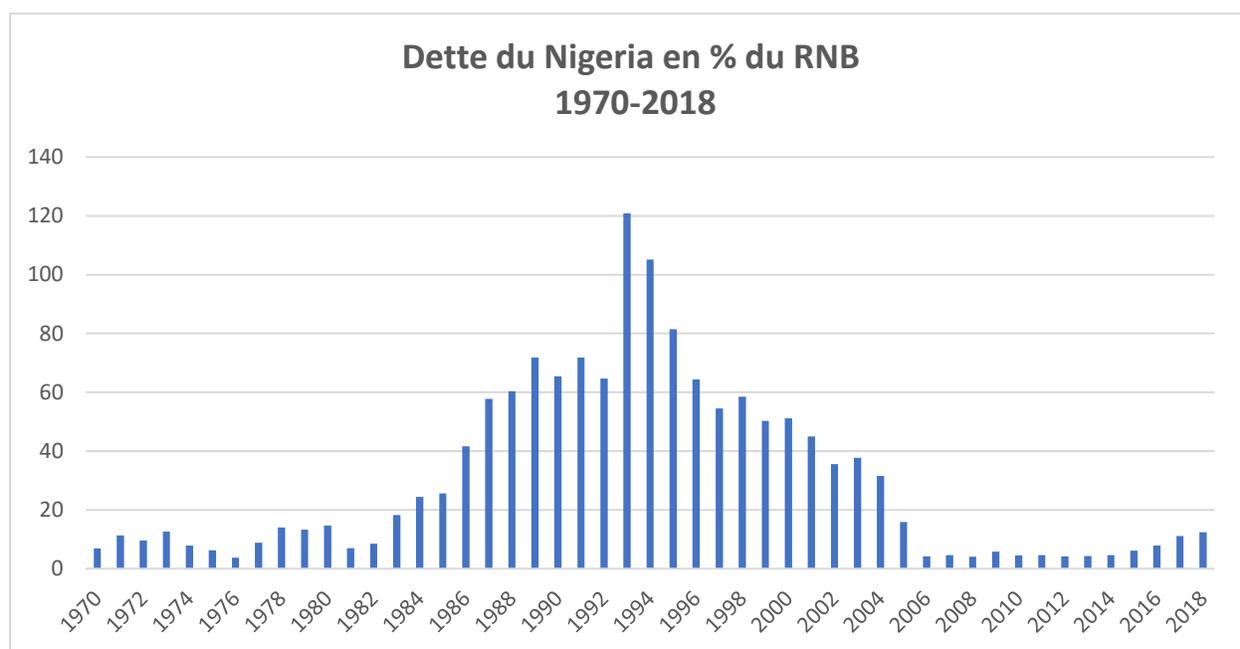
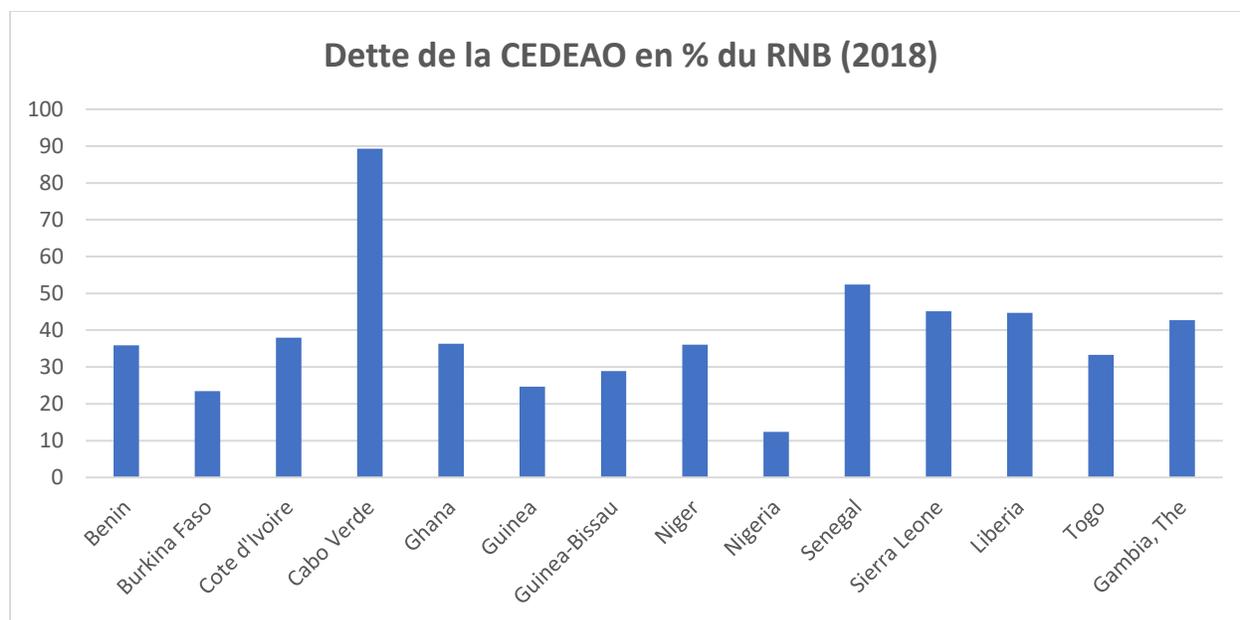


Figure 4: Dette du Nigeria en % du RNB (1970-2018)  
Source: Banque mondiale

Cela démontre que le Nigeria revient à des niveaux d'endettement « normaux » et — au moins avant COVID-19 — qu'il y a une marge importante de progression des niveaux d'endettement pour répondre aux besoins en infrastructures. En outre, la dette du Nigeria en % du RNB est la plus faible de la région de la CEDEAO (figure 5).



*Figure 5: Dette de la CEDEAO en % du RNB (2018)*  
*Source: Banque mondiale*

Cependant, la COVID-19 exerce une pression sur la capacité du Nigeria à assurer le service de la dette, car la plupart des recettes sont utilisées pour assurer le service de la dette extérieure, ce qui limite les fonds disponibles pour investir dans des projets de développement axés sur la croissance. Selon Nairametrics<sup>49</sup>, depuis 2011, le gouvernement a perçu 33,2 billions de nairas de recettes, mais le service de la dette a coûté 14,87 billions de nairas (36,1 milliards de dollars). Les dépenses récurrentes non liées à la dette se sont élevées à 29,39 billions de nairas (71,4 milliards de dollars) — représentant environ 50,6 % des dépenses budgétaires totales (88,5 % des recettes) au cours de la dernière décennie.

En raison de la pandémie de COVID-19, le gouvernement augmente ses dépenses pour le service de la dette. Comme le rapporte Nairametrics, au cours du premier trimestre de 2021, le gouvernement a engagé 1,02 billion de nairas dans le service de la dette. Cela a consommé 98 % de ses recettes, soit une augmentation de 35,7 % en glissement annuel<sup>50</sup> — 612,71 milliards de nairas ont été consacrés au service de la dette intérieure, tandis que 410,1 milliards de nairas ont été affectés au service de la dette extérieure (différence de 202,61 milliards de nairas).<sup>51</sup> Cela reflète la capacité de plus en plus limitée du gouvernement à financer les dépenses socio-économiques relatives à la COVID-19 et à combler les déficits de financement essentiel pour la poursuite du développement.

<sup>49</sup> <https://nairametrics.com/2021/01/19/nigeria-spends-n29-trillion-on-recurrent-non-debt-expenditure-in-last-10-years/>

<sup>50</sup> <https://nairametrics.com/2021/06/23/nigerian-government-spends-n1-02-trillion-on-debt-servicing-in-q1-2021/>

<sup>51</sup> <https://nairametrics.com/2021/06/23/nigerian-government-spends-n1-02-trillion-on-debt-servicing-in-q1-2021/>

## Section II: Sources de revenus financiers

### Exportation de pétrole et du gaz



L'économie nigériane est fortement tributaire du pétrole et de l'industrie pétrolière. En 2018, les exportations de pétrole représentaient 94,1 % des exportations totales, tandis que les rentes pétrolières représentaient 9 % du PIB.<sup>52</sup> En 2019, le pétrole brut a généré 46 milliards de dollars, suivi du gaz de pétrole avec 7,7 milliards de dollars.<sup>53</sup> Par ailleurs, les recettes pétrolières constituent près de 90 % des recettes en devises du Nigeria, ce qui en fait une source de revenus financiers de premier plan.<sup>54</sup>

Les exportations de pétrole sont toutefois très vulnérables aux fluctuations des prix. Par exemple, comme indiqué précédemment, dans les années 1970, le gouvernement nigérian a cherché des moyens de faire face au manque à gagner déclenché par l'effondrement des cours du pétrole et une perte soudaine de revenus. Le besoin crucial de générer des recettes en interne a fait de la fiscalité une question d'urgence et d'importance, le(s) gouvernement(s) local(aux), étatique(s) et fédéral(aux) tendant à devenir plus agressifs et innovants dans la collecte des recettes.

Les cours du pétrole se sont également effondrés en 2014-2016, ce qui a fait chuter le taux de croissance économique du Nigeria à 2,7 % en 2015. En 2016, il a encore baissé de - 1,6 %, contre une moyenne de 7,4 % tout au long de la période 2000-2015. La croissance économique prévue a encore ralenti depuis lors, avec une moyenne de 1,63 % entre 2016 et 2019. Cela a entraîné une augmentation du déficit budgétaire, car par exemple, en 2013, le déficit budgétaire ne représentait que 2,3 % du PIB, mais en 2017, il était passé à 5,4 % du PIB.

En outre, au début de la pandémie, les prix du pétrole se sont de nouveau effondrés et, bien qu'ils aient augmenté depuis, ils restent inférieurs aux prix de l'ère pré-COVID-19. Il en résulte un défi permanent pour le pays en termes de marge budgétaire. Pour soutenir le secteur pétrolier, le gouvernement nigérian a adopté le Petroleum Industry Bill en août 2021. Cette loi vise à créer un cadre réglementaire clair pour

<sup>52</sup> <https://theconversation.com/why-being-endowed-with-oil-is-not-always-a-boon-the-case-of-nigeria-and-angola-153892>

<sup>53</sup> [https://oec.world/en/profile/country/nga#:~:text=Exports%20The%20top%20exports%20of,and%20Ghana%20\(%244,04B\).](https://oec.world/en/profile/country/nga#:~:text=Exports%20The%20top%20exports%20of,and%20Ghana%20(%244,04B).)

<sup>54</sup> Nwanosike, Dominic et al. "Economic Development Dynamics in Nigeria: Evidence from 1914-2014." Saudi Journal of Business and Management Studies. Vol-1, Iss-4, p154-161. Novembre 2016.



attirer les investissements étrangers dans l'industrie pétrolière, et ainsi augmenter la production et les revenus.<sup>55</sup>

Il n'en demeure pas moins que la production pétrolière engendre des coûts environnementaux élevés pour le Nigeria, stimulant les dommages environnementaux et la pollution. Chaque année, environ 40 millions de litres de pétrole sont déversés dans le fleuve Niger, endommageant l'écosystème local et affectant la santé humaine par la contamination de l'eau.<sup>56</sup> Il en résulte des impacts socio-économiques supplémentaires, tels que la

dégradation des zones exploitées par les communautés locales de pêcheurs ou d'agriculteurs.

Parallèlement, la pollution a également un impact financier sur le gouvernement. Selon une étude de la Banque mondiale, par exemple, la pollution de l'air a engendré 2,1 milliards de dollars de pertes au Nigeria en 2018 en raison des maladies et des décès prématurés.<sup>57</sup>

### Exportations agricoles

Bien que loin des revenus que procurent les exportations de pétrole, les exportations agricoles sont également une source importante de financement. Par exemple, en 2019, les exportations de produits alimentaires et agricoles ont généré respectivement 1,03 milliard de dollars et 770 millions de dollars. Les fèves de cacao sont la 5e exportation du Nigeria, générant 715 millions de dollars en 2019 (1,12 % des exportations totales ou 69,3 % de toutes les exportations de produits alimentaires)<sup>58</sup>. Le secteur agricole est également le plus grand secteur d'emploi au Nigeria, représentant environ 36 % de la population active.<sup>59</sup>

Le secteur agricole nigérian est néanmoins confronté à plusieurs contraintes. Il s'agit notamment de mesures politiques inefficaces qui étaient censées promouvoir le développement agricole. À titre d'exemple, les importations de maïs ont été interdites dans le but de protéger les industries nationales de la concurrence. Cependant, cette mesure a eu pour effet d'accroître la pénurie de main-d'œuvre et de limiter l'accès aux équipements agricoles, aux engrais et aux semences. L'interdiction d'importer du maïs a également eu un impact sur la chaîne de valeur, en augmentant finalement le prix des sacs de maïs, ce qui a eu une répercussion supplémentaire sur la capacité des éleveurs de volailles à nourrir leur bétail.<sup>60</sup>

### Envois de fonds

Les envois de fonds constituent une autre source essentielle de revenus financiers, représentant 5,3 % du PIB du Nigeria (23,8 milliards de dollars) en 2019 — constituant un montant nettement supérieur à celui des exportations agricoles à titre de comparaison.<sup>61</sup> Les envois de fonds vers le Nigeria représentent les plus élevés du continent, soit 40 % des flux d'envois de fonds vers la région de l'Afrique

<sup>55</sup> <https://www.hoganlovells.com/en/blogs/the-a-perspective/the-2020-oil-price-crash-lessons-from-nigeria>

<sup>56</sup> <https://www.theguardian.com/global-development/2019/dec/06/this-place-used-to-be-green-the-brutal-impact-of-oil-in-the-niger-delta>

<sup>57</sup> <https://www.worldbank.org/en/topic/environment/publication/the-cost-of-air-pollution-in-lagos>

<sup>58</sup> [https://oec.world/en/profile/country/nga#:~:text=Exports%20The%20top%20exports%20of,and%20Ghana%20\(%244,04B\).](https://oec.world/en/profile/country/nga#:~:text=Exports%20The%20top%20exports%20of,and%20Ghana%20(%244,04B).)

<sup>59</sup> <https://www.pwc.com/ng/en/assets/pdf/afcfra-agribusiness-current-state-nigeria-agriculture-sector.pdf>

<sup>60</sup> <https://businessday.ng/opinion/article/nigerias-natural-resource-curse-from-crude-oil-to-agriculture/>

<sup>61</sup> <https://www.afdb.org/en/countries-west-africa-nigeria/nigeria-economic-outlook>

subsaharienne.<sup>62</sup> Selon PwC, l'afflux de transferts de fonds en 2017 (23,63 milliards de dollars) était 7,4 fois plus important que l'aide publique au développement, qui équivalait à seulement 3,4 milliards de dollars.<sup>63</sup> Toutefois, selon la Banque mondiale, en raison de la COVID-19, les flux de transferts de fonds ont chuté de 23,8 milliards de dollars en 2019 à 17,2 milliards de dollars.<sup>64</sup>

### Sources fiscales

Dans le but de diversifier les sources fiscales, et d'éviter les collectes multiples auprès d'un même contribuable, le Joint Tax Board (JTB) du Nigeria a stratifié les impôts en plusieurs niveaux, comme suit :

- Taxes fédérales : y compris les droits de douane et d'accise, la taxe sur la valeur ajoutée, l'impôt sur le revenu des sociétés et des particuliers et la taxe d'éducation.
- Taxes d'État : y compris les taxes routières, les taxes sur les paris et les loteries, les prélèvements pour le développement, les prélèvements sur le droit d'occupation des terrains appartenant à l'État, les enregistrements des entreprises et les taxes sur les marchés.
- Taxes des autorités locales : y compris diverses taxes sur les kiosques, les magasins, les taxes d'occupation, les immatriculations de véhicules, les droits d'autorisation pour les publicités, les panneaux d'affichage, les certificats de naissance, de mariage et de décès, les taxes sur les marchés et les parcs à moteur, entre autres.<sup>65</sup>

Selon le Federal Inland Revenue Service (FIRS) du Nigeria, de 2002 à 2011, les recettes générées en interne se sont élevées à un total de 167 milliards de nairas (405,8 millions de dollars), tandis que les taxes collectées par le FIRS d'Abuja ont atteint 19,2 billions de nairas (46,7 milliards de dollars). En outre, une étude de 2017 sur la fiscalité a montré qu'environ 35 % des autorités fiscales et 45 % des contribuables sont tout à fait d'accord pour dire que les impôts font partie des principaux outils de mobilisation des recettes par les gouvernements fédéraux, étatiques et locaux. En revanche, il a également été identifié que l'absence de bases de données des contribuables entrave la capacité du gouvernement à corréler les informations fiscales, ce qui entrave ensuite sa capacité à lutter contre les flux fiscaux illicites. À l'avenir, comme le note la Banque africaine de développement, le Nigeria doit continuer à élargir l'assiette fiscale, ce qui « pourrait renforcer les amortisseurs fiscaux du pays » contre les chocs extérieurs (tels que l'effondrement des prix du pétrole et la baisse des envois de fonds). Il n'en demeure pas moins que les changements fiscaux doivent aller de pair avec d'autres évolutions de l'économie nigériane, afin de ne pas accabler la population ou décourager les investissements.<sup>66</sup>

<sup>62</sup> <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2021/05/12/defying-predictions-remittance-flows-remain-strong-during-covid-19-crisis>

<sup>63</sup> <https://www.pwc.com/ng/en/pdf/the-economic-power-of-nigerias-diaspora.pdf>

<sup>64</sup> <https://data.worldbank.org/indicator/BX.TRF.PWKR.CD.DT?locations=NG>

<sup>65</sup> Enejo .S, Tyokoso .G, 2014. *Taxation and Revenue Generation: an Empirical Investigation of Selected States in Nigeria*. Journal of Poverty, Investment, and Development. pp.102-114 vol.4.

<sup>66</sup> <https://www.afdb.org/en/countries-west-africa-nigeria/nigeria-economic-outlook>

### Section III: Exposition financière

Le Nigeria n'est pas évalué selon l'analyse de viabilité de la dette (AVD) du FMI et de la Banque mondiale. Néanmoins, le seuil d'endettement de l'AVD du FMI a eu des effets négatifs sur certaines économies africaines, les pays qui tentent de respecter les seuils d'endettement connaissent des conditions économiques pires — notamment des taux de croissance faibles, la pauvreté, un taux de chômage élevé et des grèves — le gouvernement ne pouvant pas répondre aux attentes des citoyens. En 2015, une étude de Kidochukwu Obi a démontré que respecter les seuils de viabilité de la dette recommandés par le FMI — 40 % et 45 % du ratio de la dette au PIB au Nigeria — peut entraver le développement d'un pays, au lieu de le soutenir.<sup>67</sup> Selon Obi, ces seuils pourraient induire une production à croissance négative de -19,5 % et -27,9 %, respectivement.

En outre, le gouvernement nigérian a fait usage de la loi sur la responsabilité budgétaire de 3 %, qui autorise l'accumulation de la dette extérieure à un seuil de viabilité de la dette de 3 % pour garantir la gestion budgétaire. En général, le seuil de viabilité de la dette ne doit pas être décidé dans le vide. Il doit correspondre aux objectifs de croissance du pays, le déficit de croissance zéro étant maintenu par un ratio dette-production qui garantit une croissance régulière et maximale. Le DMO indique que le récent ratio de la dette au PIB du Nigeria est toujours inférieur au seuil de 55 % préconisé par la Banque mondiale et le FMI.

Pourtant, bien que se situant sous ce seuil, le Nigeria présente une prime de risque de 5,33 %<sup>68</sup>, soit la deuxième plus élevée des quatre pays d'Afrique de l'Ouest considérés dans ce rapport, juste derrière le Ghana. De plus, la cote de solvabilité du Nigeria varie selon les agences de notation. Par exemple, Fitch Ratings attribue au Nigeria une cote de 30, alors que S&P Ratings lui attribue 25. Une cote de solvabilité inférieure à 30 est considérée comme inférieure à la catégorie investissement, ce qui compromet l'accès du Nigeria au marché international des capitaux.

Au-delà du FMI et de la Banque mondiale, les relations financières régionales constituent un aspect essentiel de la situation budgétaire du Nigeria. L'Acte constitutif de l'Union africaine établit trois organes financiers pour soutenir l'intégration économique de la région africaine, conformément au traité d'Abuja de 1991, dont le Nigeria est signataire.<sup>69</sup> Il s'agit de la Banque centrale africaine (BCA), de la Banque africaine d'investissement (BAI) et du Fonds monétaire africain (FMA). La BCA prévue devrait être basée à Abuja, au Nigeria, et est en passe de devenir un organisme financier majeur créé dans le cadre du programme de l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Cependant, les progrès de ces institutions sont lents. En 2019, le Nigeria n'avait toujours pas signé ni ratifié la proposition de création de l'AMF, et seuls 12 des 55 États membres africains l'avaient signée.<sup>70</sup>

<sup>67</sup> [https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract\\_id=2709119](https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=2709119)

<sup>68</sup> [https://pages.stern.nyu.edu/~adamodar/New\\_Home\\_Page/datafile/ctryprem.htm](https://pages.stern.nyu.edu/~adamodar/New_Home_Page/datafile/ctryprem.htm)

<sup>69</sup> Les institutions financières de l'Union africaine. Le traité de 1991 instituant la Communauté économique africaine (traité d'Abuja). <https://au.int/en/financial-institutions>

<sup>70</sup> <https://au.int/en/treaties/protocol-establishment-african-monetary-fund>

## Section IV: Déficits de financement actuels et futurs

### Réaliser les ODD au Nigeria.

Comme exposé ci-dessus, le Nigeria a d'importants besoins de financement qui influent sur sa capacité à réaliser les ODD ainsi que sur sa croissance économique et sa résilience futures. Par ailleurs, l'abondance des ressources naturelles peut menacer la durabilité environnementale en l'absence de mécanismes efficaces de responsabilisation et de la détermination à réaliser les ODD. Dans la plupart des cas, par exemple, les économies tributaires du pétrole privilégient la recherche du profit, ce qui peut se traduire par un mépris de l'environnement. Au Nigeria, la région du delta du Niger en est un parfait exemple.



Figure 6: Les ODD compromis par les menaces environnementales

En outre, l'ODD 7 (énergie propre et abordable) doit tenir compte des réalités socio-économiques de l'Afrique, où l'on constate une différence marquée dans l'accès à l'énergie entre les zones urbaines et rurales. Les réseaux décentralisés d'énergie renouvelable dans ces zones peuvent créer des opportunités pour un accès plus concurrentiel à l'électricité, ce qui a pour effet d'améliorer le développement humain et la productivité économique<sup>71</sup>.

Le gouvernement nigérian a introduit des politiques qui soutiennent les cibles de l'ODD 2 (Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire ; améliorer la nutrition et promouvoir une agriculture durable). À titre illustratif, citons les Staple Crops Processing Zones (SCPZ), qui visent à accroître la chaîne de valeur ajoutée et à augmenter la productivité agricole des petits et moyens agriculteurs. Ce projet est partiellement financé par la Banque mondiale, qui a accordé un prêt de 100 millions de dollars, tandis que le Nigeria a contribué à hauteur de 35 millions de dollars<sup>72</sup>. Dans le même ordre d'idées, on peut citer *la Green Alternative Agriculture Promotion Policy*, *le Nigeria Incentive-Based Risk-Sharing System for Agricultural Lending (NIRSAL)*, *le Rural Finance Institution Building Program (RUFIN)*, *le Anchor Borrowers' Program*, *le Commercial Agricultural Credit Scheme (CACCS)* et *le Youth Enterprise with*

<sup>71</sup> Owusu, P. A. and Sarkodie, S. A. (2016), "A review of renewable energy sources, sustainability issues and climate change mitigation", *Cogent Engineering*, Vol. 3 No. 1, doi: 10.1080/23311916.2016. 1167990.

<sup>72</sup> <https://documents1.worldbank.org/curated/en/396361468096264698/pdf/PID-Print-P148616-07-14-2014-1405345067407.pdf>

*Innovation in Nigeria (YouWin)*. Ces politiques sont essentielles compte tenu de l'insécurité alimentaire croissante au Nigeria, qui se situe à 26,4 % sur l'échelle d'expérience de l'insécurité alimentaire.<sup>1</sup>

L'ODD 4 vise à assurer une éducation de qualité inclusive et équitable et à promouvoir des opportunités pour tous tout au long de la vie. Le ministère fédéral de l'éducation a élaboré un plan stratégique pour l'éducation intitulé « Éducation pour le changement » afin d'améliorer la qualité et l'accès à l'éducation en encourageant la performance et en renforçant les capacités des enseignants. Le Fonds fiduciaire pour l'enseignement supérieur (TETFUND) vise à mener à bien ce mandat dans les établissements d'enseignement supérieur, tandis que le programme de compétences numériques améliorées pour les jeunes, en partenariat avec Google, vise à former 125 000 jeunes à travers le Nigeria grâce au programme Digital Skills for Africa.

### La COVID-19 et son impact sur le financement.

La COVID-19 a entraîné des demandes de financement supplémentaires et, par conséquent, une pression fiscale accrue sur le gouvernement nigérian. En effet, à l'instar de nombreux pays, la COVID-19 présente un double défi : il a un impact sur les flux de recettes financières et augmente les besoins de dépenses socio-économiques — notamment en matière de protection sociale et de dépenses de santé.

Pour ce qui est de l'impact sur les flux de revenus financiers, l'effondrement des cours du pétrole, la réduction des envois de fonds et l'augmentation des dépenses pour les politiques socio-économiques ont entraîné une pression accrue sur l'économie, le PIB baissant d'environ 3 % en 2020. Parallèlement, l'inflation a augmenté à 12,8 % en 2020, soit une hausse de 1,4 % par rapport aux niveaux de 2019, et le déficit budgétaire, bien qu'il soit partiellement financé par des emprunts extérieurs — comme en témoignent les émissions d'euro-obligations et les prêts multilatéraux — a augmenté à 5,2 % en 2020, soit une hausse de 0,9 % par rapport aux niveaux de 2019.<sup>73</sup> Parmi les autres mesures visant à atténuer la pression financière, citons l'acceptation par le Nigeria de la plus récente allocation de DTS du FMI en août 2021, où le pays a reçu 2 352 millions de DTS<sup>74</sup>, soit environ 3,35 milliards de dollars.<sup>75</sup> Par ailleurs, bien qu'il soit éligible, le Nigeria a décidé de ne pas participer à l'initiative de suspension du service de la dette (DSSI) de la Banque mondiale. Cette initiative pourrait permettre de réaliser des économies potentielles de 432,6 millions de dollars de mai 2020 à décembre 2021 (0,1 % du PIB).

Face à la chute des recettes et celles du pétrole, le gouvernement a proposé, en juin 2020, de réduire de plus de 43 % les dépenses de soins de santé primaires.<sup>76</sup> Néanmoins, le gouvernement a mobilisé d'importantes sommes d'argent pour atténuer l'impact du virus. Notamment un fonds d'intervention COVID-19 de 500 milliards de nairas (1,2 milliard de dollars, 0,3 % du PIB) destiné à mobiliser des fonds pour les charges relatives à la santé et à la protection sociale. Le gouvernement a également affecté 150 milliards de nairas (364,6 millions de dollars) aux autorités locales.<sup>77</sup>

Pour contenir la pandémie et alléger les pressions liées à la distanciation sociale et aux hospitalisations, la vaccination est essentielle. À cet égard, le gouvernement nigérian entend vacciner 40 % de sa population totale en 2021<sup>78</sup>, puis 30 % supplémentaires en 2022, pour atteindre un objectif global de 70 % de la population. En supposant que le vaccin puisse être acheté à 3 de dollars par dose (le coût maximal fixé par le COVAX pour les pays à revenu faible ou intermédiaire), il faudrait déboursier 844,2 millions de dollars pour vacciner 70 % des 201 millions d'habitants du Nigeria avec deux doses.

<sup>73</sup> <https://www.afdb.org/en/countries-west-africa-nigeria/nigeria-economic-outlook>

<sup>74</sup> <https://www.imf.org/en/Topics/special-drawing-right/2021-SDR-Allocation#N>

<sup>75</sup> <https://nigerdeltaconnect.com/nigeria-entitled-to-3-35bn-in-new-imf-rights-allocation/>

<sup>76</sup> <https://www.bbc.co.uk/news/world-africa-53013413>

<sup>77</sup> <https://www.imf.org/en/Topics/imf-and-covid19/Policy-Responses-to-COVID-19#N>

<sup>78</sup> *ibid.*

Cela dit, 54,2 % de la population nigériane a moins de 20 ans<sup>79</sup> et n'est pas éligible à la vaccination (comme pour de nombreux vaccins, les destinataires doivent être âgés de plus de 18 ans). Par conséquent, vacciner 70 % de la population âgée de plus de 20 ans revient à 386,6 millions de dollars. Par ailleurs, si chaque dose coûte 19 de dollars (ce que le Sénégal a récemment déboursé pour des doses de Sinopharm), il faudrait 2,4 milliards de dollars au Nigeria pour vacciner 70 % de la population âgée de plus de 20 ans. Pourtant, à l'heure actuelle, le gouvernement a prévu un budget de 37,9 milliards de nairas (92,1 millions de dollars) pour son programme de vaccination contre la COVID-19, ce qui pourrait s'expliquer par le fait que le gouvernement attend des dons de vaccins de l'initiative COVAX.<sup>80</sup>

La campagne de vaccination a commencé en mars 2021 dans le pays, avec 3,9 millions de doses du vaccin d'Astra-Zeneca. Le gouvernement nigérian a également pris des dispositions avec la Banque africaine d'import-export pour obtenir environ 85 millions de doses, tout en demandant 41 millions de doses de vaccins à l'Union africaine et 16 millions de doses supplémentaires à COVAX.<sup>81</sup> Le secteur privé a également joué un rôle dans la distribution des vaccins. Par exemple, la société de télécommunications MTN a fourni 300 000 doses, et d'autres sociétés devraient en faire autant.

Alors que le gouvernement nigérian prévoit de disposer de suffisamment de vaccins pour 70 % de sa population d'ici 2022, l'Agence nationale de développement des soins de santé primaires a publié un sondage montrant que seulement 50 % de la population serait probablement vaccinée<sup>82</sup>. En septembre 2021, seulement 0,8 % de la population était entièrement vaccinée (1,54 million de personnes). Si la vaccination est plus longtemps retardée, l'activité économique restera probablement freinée par le maintien des mesures de distanciation sociale et les dépenses de santé récurrentes relatives aux mesures liées à la COVID-19.

<sup>79</sup> <https://www.statista.com/statistics/1121317/age-distribution-of-population-in-nigeria-by-gender/#:~:text=Age%20distribution%20of%20population%20in%20Nigeria%202019%2C%20by%20gender&text=In%20Nigeria%2C%20half%20of%20the,less%20than%20four%20years%20old.>

<sup>80</sup> <https://www.imf.org/en/Topics/imf-and-covid19/Policy-Responses-to-COVID-19#N>

<sup>81</sup> [ibid.](#)

<sup>82</sup> <https://www.un.org/africarenewal/magazine/april-2021/nigeria-covid-19-vaccine-rollout-kicks-africas-most-populous-country>

## Section V: Conclusions et perspectives

**Recommandation 1 :** Si le Nigeria a démontré sa capacité à mobiliser des fonds à l'intérieur du pays et à obtenir des financements extérieurs pour combler les déficits d'investissement et atténuer la crise sanitaire actuelle, le gouvernement doit s'engager davantage pour renforcer son appropriation de la réalisation des ODD et des politiques financières. Pour ce faire, il doit notamment impliquer et travailler avec les principales parties prenantes telles que les organisations de la société civile, les femmes, les jeunes, les personnes handicapées, les autorités locales et les personnes âgées.

En outre, étant donné que le Nigeria s'est déjà engagé à la transparence de sa dette par le biais des données mises à disposition par le DMO, il convient d'aller plus loin en créant une plateforme qui reflète la contribution de la dette aux ODD et aux déficits d'investissement. Une telle plateforme pourrait être dotée d'une base de données des projets incluant les niveaux d'endettement et fournissant des données claires et précises sur les bénéfices générés par l'actif ou le projet, ainsi que d'autres résultats tangibles, tels que la création d'emplois ou la réduction des coûts dans la chaîne d'approvisionnement. Ainsi, l'obligation de rendre des comptes serait renforcée, la qualité de la dette serait clairement démontrée par rapport à sa quantité, et les lacunes seraient mises en évidence quant à l'orientation des financements, ce qui renforcerait la capacité de négociation du Nigeria face aux prêteurs.

**Recommandation 2 :** Au regard de ses relations avec les institutions financières étrangères, les seuils d'acquisition de la dette du pays doivent non seulement être viables, mais aussi garantir une croissance maximale. Comme déjà mentionné, les seuils de viabilité de la dette ne peuvent être déterminés dans le vide, mais doivent prendre en considération les facteurs contextuels qui guident la prise de décision économique. Une approche en forme de solution passe-partout aura au bout du compte un effet négatif net sur les économies. À ce titre, le Nigeria, à l'instar d'autres pays africains, doit faire pression en faveur d'un cadre révisé de viabilité de la dette. Malgré les récits constants relatifs à une crise de la dette et à une prime de risque de crédit africaine élevée, le Nigeria reste l'une des économies les plus importantes de la région africaine et constitue donc un intervenant essentiel dans ce débat.

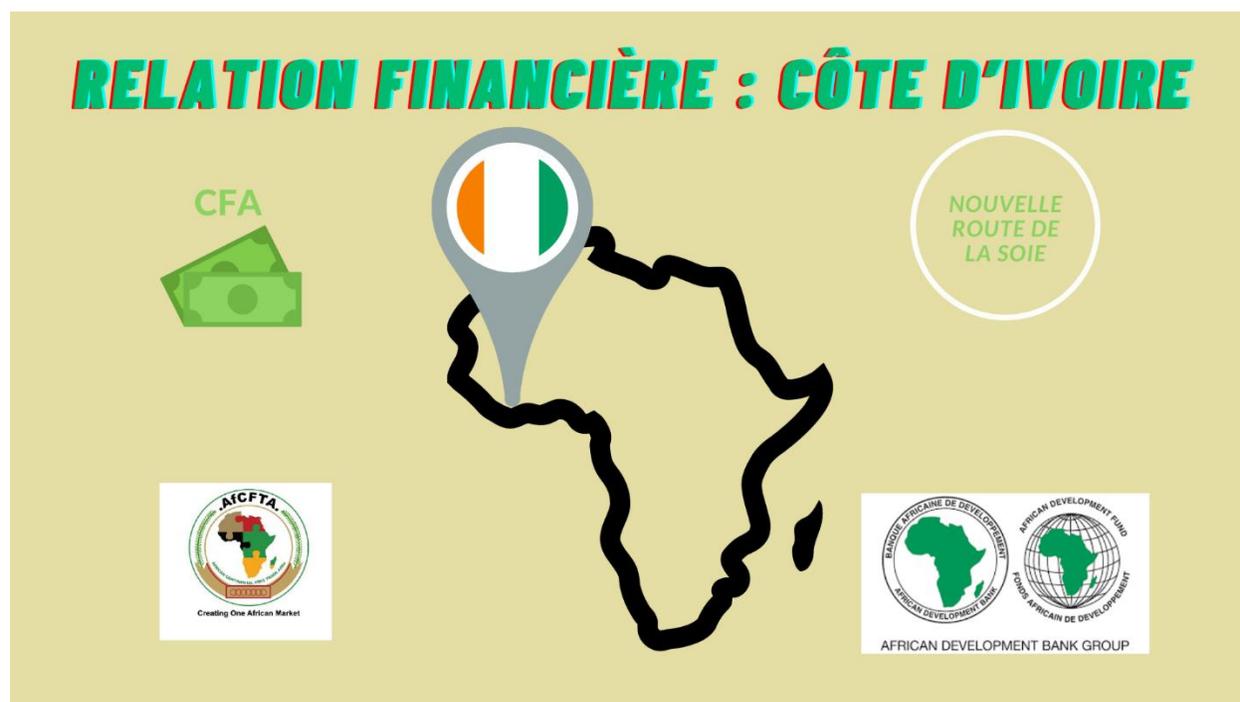
Les prêteurs chinois ont défini leurs propres lignes directrices en matière de viabilité de la dette afin de guider les banques chinoises dans leur « engagement externe » et, à ce titre, le gouvernement chinois devrait également demander une révision et une réforme du cadre du FMI. De ce fait, une recommandation spécifique pour les partenaires chinois est qu'ils fournissent plus de détails sur leur propre cadre afin de donner un aperçu de la manière dont les évaluations alternatives sont effectuées. En outre, les gouvernements et les institutions africaines ont besoin de leur propre analyse du seuil de viabilité de la dette. Le Nigeria, qui dispose d'un organisme de gestion de la dette, est bien placé pour mener à bien cette tâche.

**Recommandation 3 :** Le Nigeria doit absolument réduire sa vulnérabilité économique aux chocs extérieurs. Même si cet aspect a fait l'objet d'une attention particulière dans les plans gouvernementaux précédents, le gouvernement doit, après la Covid-19, formuler un plan clair pour accroître les recettes financières et l'épargne nationales afin de réduire la dépendance excessive du budget de l'État vis-à-vis des exportations de pétrole. Pour ce faire, il faut diriger les investissements vers les secteurs clés non pétroliers, en particulier ceux qui contribuent aux ODD, et s'engager auprès des prêteurs bilatéraux, multilatéraux et du secteur privé pour veiller à l'affectation appropriée et conforme des fonds vers les plans directeurs du Nigeria. Ce point rejoint la recommandation 1 relative à une plateforme qui évalue de manière exhaustive l'affectation de la dette et la manière dont elle contribue à la réalisation des ODD.

**Recommandation 4 :** Notre dernière recommandation est que le gouvernement devrait chercher à collaborer avec les pays voisins dans le financement des infrastructures afin d'améliorer les infrastructures régionales. Le Nigeria est un centre commercial et d'échanges dans la région, par conséquent, l'augmentation des liaisons de transport et d'infrastructure à travers les frontières facilitera le commerce et les flux de personnes. Par exemple, l'extension de la ligne ferroviaire de Lagos à Porto-Novo, la capitale du Bénin (à seulement 88 kilomètres), faciliterait les flux transfrontaliers de marchandises et de personnes et créerait des retombées en matière d'emploi. En théorie, cette ligne pourrait être étendue encore plus loin, pour desservir les capitales du Togo et du Ghana, et même plus loin sur la côte ouest. Cette amélioration du commerce transfrontalier viendrait appuyer la création récente Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). La négociation de groupe permet de partager les risques et les coûts, ce qui peut augmenter le pouvoir de négociation vis-à-vis des prêteurs.

## CÔTE D'IVOIRE

Depuis le retour à la stabilité politique en 2012, la Côte d'Ivoire a bénéficié d'une croissance économique constante et élevée, ayant atteint en moyenne un taux de croissance économique de 8 % par an.<sup>83</sup> Avec une population de plus de 24 millions d'habitants et un PIB de 58,5 milliards de dollars, la Côte d'Ivoire est classée dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, avec la troisième plus grande économie d'Afrique de l'Ouest, derrière le Nigeria et le Ghana. Elle est également l'économie dominante de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), une union douanière et monétaire composée de huit pays.



Selon la BAD, en 2020, le PIB de la Côte d'Ivoire a connu une croissance de 1,8 %, soit une baisse de 4,6 % par rapport aux niveaux de croissance de 2019 (6,4 %).<sup>84</sup> En 2021, la BAD estime que le PIB rebondira à 6,2 % et à 6,5 % en 2022. La croissance de la Côte d'Ivoire était initialement estimée à 7,2 % pour 2020.<sup>85</sup> Néanmoins, les taux de croissance économique élevés et constants ont catalysé la transformation structurelle de la Côte d'Ivoire vers une économie industrialisée. La part du secteur primaire a diminué de près de la moitié, passant de 40,5 % du PIB pendant la période 1960-1969 à 21,4 % du PIB pendant la période 2010-2019.<sup>86</sup> En comparaison, la part du secteur secondaire est passée de 15,6 % du PIB (1960-1969) à 22,5 % du PIB pour la période 2010-2019.<sup>87</sup>

<sup>83</sup> <https://www.worldbank.org/en/country/cotedivoire/overview>

<sup>84</sup> <https://www.afdb.org/en/countries/west-africa/cote-d%E2%80%99ivoire/cote-divoire-economic-outlook>

<sup>85</sup> Document de stratégie pays (DSP) 2018-2022 <https://www.afdb.org/en/documents/cote-divoire-combined-country-strategy-paper-2018-2022-mid-term-review-and-2021-country-portfolio-performance-review-report>

<sup>86</sup> *ibid.*

<sup>87</sup> *Ibid.*

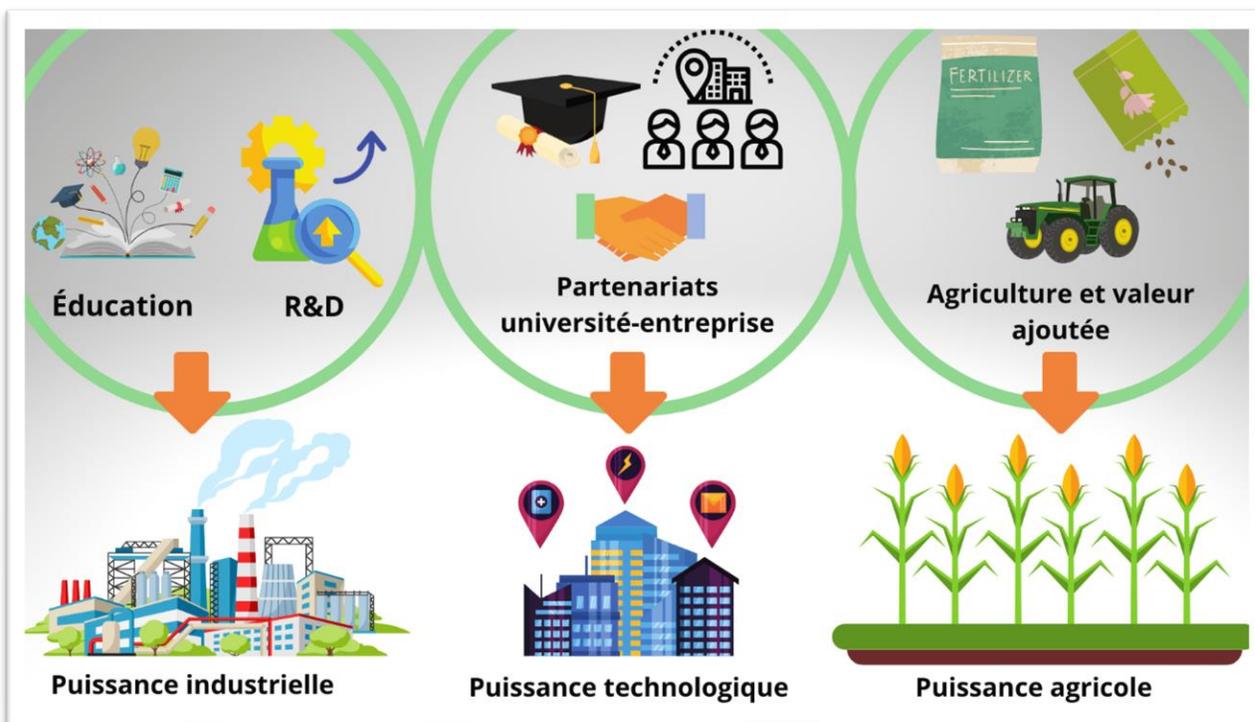


La mise en œuvre du Plan national de développement (PND) 2012-15 de la Côte d'Ivoire<sup>88</sup>, combinée aux réformes structurelles du programme économique et financier 2011-15, a permis de stimuler la croissance économique. Cette croissance s'est accompagnée d'une inflation modérée, d'un solde budgétaire maîtrisé et d'une évolution favorable de la balance des transactions courantes. Le gouvernement prépare actuellement un nouveau plan de développement national (2021-2025) qui vise à améliorer la diversification de l'économie, à accroître la part des produits à valeur ajoutée dans les exportations et à faire face aux goulets d'étranglement structurels dus au déficit d'infrastructure et à la faiblesse du capital humain.

Par ailleurs, la « Vision 2040 »<sup>89</sup> de la Côte d'Ivoire définit la vision à long terme du pays et se concentre sur plusieurs domaines de développement, notamment la transformation de la Côte d'Ivoire en (i) **une puissance industrielle** grâce à l'éducation, ce qui nécessite des investissements dans l'éducation, la formation et la recherche et le développement, (ii) **une puissance technologique**, grâce à des investissements et des partenariats université-entreprise, (iii) **une puissance agricole**, afin d'accroître l'ajout de valeur dans l'industrie agricole et (iv) **une puissance économique et financière**.

<sup>88</sup> <https://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2016/cr16388.pdf>

<sup>89</sup> <http://www.plan.gouv.ci/assets/fichier/RAPPORT-SYNTHESE-ENP-CI-2040-version-finale-du-10-mars-2017-1-5-.pdf>



La Côte d'Ivoire est également fermement engagée à mettre en œuvre des réformes pour atteindre les cibles des ODD d'ici 2030. Cet engagement est démontré par : (i) la mise en place d'un cadre national de consultation multipartite ; (ii) une participation forte et de haut niveau au sommet d'adoption des ODD et (iii) l'intégration des ODD dans le cadre du PND 2016-2020.

Pour réaliser les ODD, la Côte d'Ivoire doit combler les déficits de financement restants qui entravent sa transformation structurelle et son développement global. À titre d'exemple, les infrastructures du pays ont connu d'importantes améliorations grâce aux prêts de divers bailleurs de fonds. Au milieu des années 2000, les infrastructures ont contribué à une croissance annuelle du PIB par habitant de 1,8 %<sup>90</sup>, ce qui a permis au pays de se classer au 21<sup>e</sup> rang sur 54 pays africains dans l'indice composite de développement des infrastructures en Afrique en 2020.<sup>91</sup> Dans le secteur de l'énergie, suite aux investissements du gouvernement, la capacité électrique installée a bondi de 60 % entre 2011 et 2020, la capacité de production passant de 1 391 MW à 2 229 MW.

Il reste cependant des investissements à réaliser, 31 % de la population n'ayant toujours pas accès à l'électricité.<sup>92</sup> En effet, le secteur de l'énergie présente le plus grand déficit de financement absolu, avec 21,9 milliards de dollars nécessaires.<sup>93</sup> En outre, les déficits de financement absolus dans les infrastructures de transport s'élèvent à 2,1 milliards de dollars pour les infrastructures routières et à 1,8 milliard de dollars pour les chemins de fer.<sup>94</sup> L'accès à l'eau doit également être développé de

<sup>90</sup>Foster, Vivien, Pushak, Nataliya (2011) Côte d'Ivoire's Infrastructure: A Continental Perspective. Rapport de la Banque mondiale. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/27854>

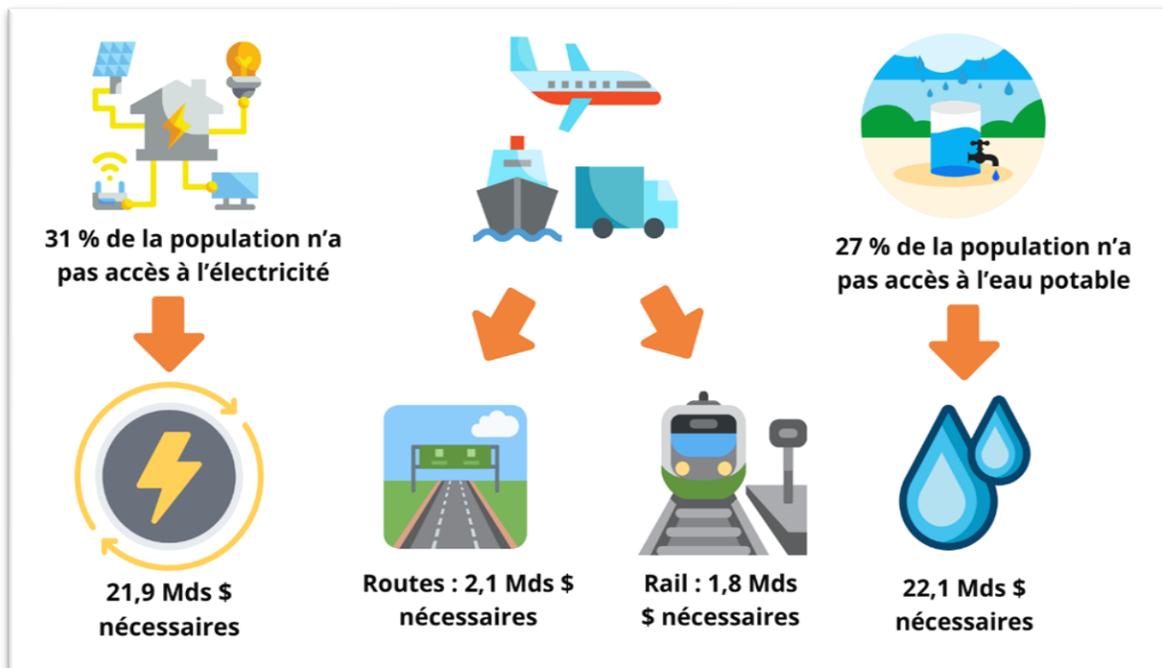
<sup>91</sup> Document de stratégie pays 2018-2022 <https://www.afdb.org/en/documents/cote-divoire-combined-country-strategy-paper-2018-2022-mid-term-review-and-2021-country-portfolio-performance-review-report>

<sup>92</sup> Banque mondiale. Accès à l'électricité (% de la population) — Côte d'Ivoire <https://data.worldbank.org/indicator/EG.ELC.ACCS.ZS?locations=CJ>

<sup>93</sup> [https://s3-ap-southeast-2.amazonaws.com/global-infrastructure-outlook/countrypages/GIH\\_Outlook+Flyer\\_Cote%20d'Ivoire.pdf](https://s3-ap-southeast-2.amazonaws.com/global-infrastructure-outlook/countrypages/GIH_Outlook+Flyer_Cote%20d'Ivoire.pdf)

<sup>94</sup> *ibid.*

manière significative, 27 % de la population n'ayant pas accès à l'eau potable<sup>95</sup>, avec un déficit de financement absolu de 22,1 milliards de dollars.



<sup>95</sup> Banque mondiale. Personnes utilisant au moins les services de base d'eau potable (% de la population) — Côte d'Ivoire <https://data.worldbank.org/indicator/SH.H2O.BASW.ZS?locations=CI>

## Section I: Historique financier et situation actuelle

- EN 1970, LA DETTE EXTÉRIEURE N'ÉTAIT QUE DE 373,5 MILLIONS DE DOLLARS.
- SUITE À LA CRISE PÉTROLIÈRE DES ANNÉES 1970, LA DETTE EXTÉRIEURE S'EST VUE PROPULSÉE À 19,5 MILLIARDS DE DOLLARS EN 1996.
- EN 2001, LA DETTE EXTÉRIEURE A ÉTÉ RÉDUITE À 11,6 MILLIARDS USD SUITE À LA RESTRUCTURATION DU CLUB DE PARIS EN 1998
- EN 2009, L'ADOPTION DE L'INITIATIVE PPTE A CONDUIT À DES EFFORTS DE RESTRUCTURATION DE LA DETTE.
- EN 2018, LA DETTE EXTÉRIEURE TOTALE S'ÉLEVAIT À 15,7 MILLIARDS USD
- LA DETTE EXTÉRIEURE TOTALE EN % DU RNB S'ÉLÈVE À 38 %, CE QUI EST NETTEMENT INFÉRIEUR AU TAUX RECORD DE 231 % EN 1994.

# POINTS CLÉS À RETENIR

### Les années 1970 : Chocs pétroliers et hausse des taux d'intérêt

En 1970, l'encours de la dette de la Côte d'Ivoire était relativement faible, avec seulement 373,5 millions de dollars. Cependant, à la suite des chocs pétroliers de 1973 et 1979, les taux d'intérêt sur les prêts ont considérablement monté et le niveau de la dette a augmenté en conséquence. En 1988, la dette extérieure a atteint 13 milliards de dollars. Cela a conduit la Côte d'Ivoire à participer aux PAS du FMI, à partir de 1981, alors que la dette s'élevait à 8,1 milliards de dollars.<sup>96</sup>

Pour participer aux PAS, le gouvernement a dû se conformer à des conditionnalités, notamment en réduisant fortement son budget d'investissement. Ces mesures ont restreint la marge de manœuvre financière et ont donc réduit les investissements dans les infrastructures cruciales, qui étaient essentielles à la croissance économique. Le gouvernement a néanmoins pris ces mesures pour satisfaire aux conditionnalités du FMI et la situation économique ne s'est pas améliorée. Deux prêts supplémentaires de 250 millions de dollars ont été accordés en 1983 et 1986. Par conséquent, malgré les PAS, la dette a continué de s'accumuler et, en 1996, elle a culminé à 19,5 milliards de dollars.

En 1998, le FMI a approuvé la Facilité d'ajustement structurel renforcée (FASR) pour la Côte d'Ivoire, couvrant la période de 1998 à 2000, en échange de nouvelles réformes structurelles, telles que la privatisation. Le FMI a accordé un prêt équivalent à 285,8 millions de DTS (environ 384 millions de dollars), en échange de réformes économiques destinées à soutenir les performances économiques du pays. Le prêt de la FASR était assorti d'un taux d'intérêt annuel de 0,5 %, d'une période de remboursement de 10 ans et d'un délai de grâce de 5,5 ans.<sup>97</sup> En outre, dans le cadre du programme

<sup>96</sup> <https://ieg.worldbankgroup.org/sites/default/files/Data/reports/161precis.pdf>  
<https://www.files.ethz.ch/isn/95334/39%20-%203%20chapters.pdf>

<sup>97</sup> FMI, 1998. Communiqué de presse : IMF Approves Three-Year Arrangement Under the ESAF for Cote d'Ivoire  
<https://www.imf.org/en/News/Articles/2015/09/14/01/49/pr9805>

FASR du FMI, la Côte d'Ivoire a bénéficié d'un traitement de sa dette par le Club de Paris pour un montant total de 1,4 milliard de dollars.<sup>98</sup> Au titre de ces efforts de restructuration, le gouvernement a émis en 1998 six obligations Brady<sup>99</sup> pour un total de 2,4 milliards de dollars.<sup>100</sup> L'objectif de ces émissions était de restructurer la dette des banques en obligations à long terme, garanties par des bons du Trésor américain. Dans l'ensemble, la gestion et la restructuration de la dette ont entraîné une diminution progressive de la dette extérieure, qui s'élevait en 2001 à 11,6 milliards de dollars, soit une baisse de 7,9 milliards de dollars par rapport au niveau record de 1996 (figure 7).

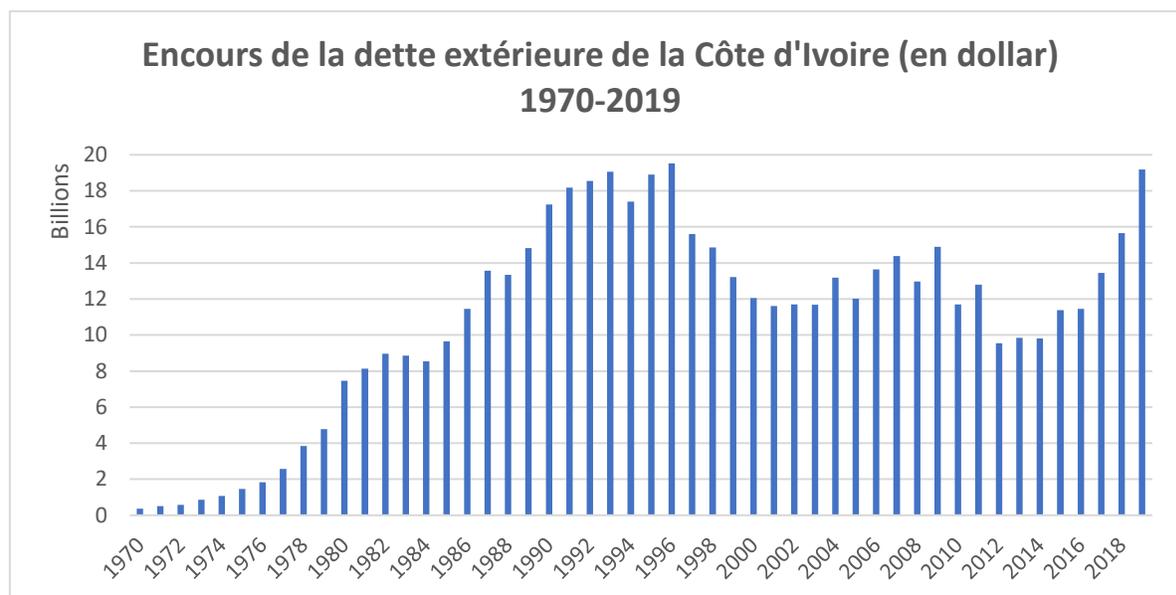


Figure 7: Encours de la dette extérieure de la Côte d'Ivoire 1970-2019  
Source: Banque mondiale

### Les années 2000 : L'initiative PPTE et la gestion de la dette

Après 2001, le niveau de la dette a commencé à augmenter progressivement à mesure que les dates de restructuration approchaient. En 2009, cela a conduit la Côte d'Ivoire à participer à l'initiative PPTE (pays pauvres très endettés) du FMI en vue d'un allègement de la dette. L'allègement de la dette au titre de l'initiative PPTE, d'un montant de 3,1 milliards de dollars, a permis de réduire la dette extérieure de 23,6 %.<sup>101</sup> Le pays a également participé à l'initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM), bénéficiant ainsi d'un allègement de 1,3 milliard de dollars, en plus des 3,3 milliards de dollars accordés par les créanciers bilatéraux du Club de Paris.<sup>102</sup> La Côte d'Ivoire a également obtenu un accord de rééchelonnement de la part des créanciers du Club de Paris à titre exceptionnel. Le dernier rééchelonnement de la dette du pays auprès du Club de Paris remonte à avril 2002. Fin 2008, la dette contractée auprès du Club de Paris était estimée à 7 milliards de dollars, dont 3,6 milliards de dollars

<sup>98</sup> <https://clubdeparis.org/en/traitements/cote-ivoire-24-04-1998/en>

<sup>99</sup> Brady Bonds are sovereignty debt securities issued by the government as backed by US Treasury bonds

<sup>100</sup> <https://www.reuters.com/article/ivoryst-coast-bond-idUSLDE70U1H920110131>

<sup>101</sup> Banque mondiale (2012) CÔTE D'IVOIRE

Document du point d'achèvement de l'Initiative renforcée en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) et Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM)

<https://documents1.worldbank.org/curated/en/493151468261261477/pdf/702110REVISED0IDA0R20120016302.pdf>

<sup>102</sup> IMF (2012) Debt Relief for Africa <https://www.imf.org/en/News/Articles/2015/09/28/04/53/socar062612a>

d'arriérés. Dans l'ensemble, la participation à l'initiative PPTE et à l'IADM a entraîné une baisse considérable de la dette extérieure de la Côte d'Ivoire par rapport à la période des années 1990, comme le montre la figure 7.

En outre, une nouvelle restructuration des créanciers commerciaux a eu lieu en septembre 2009, lorsque la Côte d'Ivoire et le comité des détenteurs d'obligations Brady ont conclu un accord sur la restructuration de l'encours de la dette d'environ 2,8 milliards de dollars.<sup>103</sup> Le gouvernement a offert aux détenteurs d'obligations la possibilité d'échanger leurs obligations contre une nouvelle obligation libellée en dollars américains, avec une remise de 20 %, une durée de 23 ans et une période de grâce de six ans. D'autres créanciers commerciaux externes détenaient trois types d'instruments (titrisations Standard Bank/BNI, Sphynx 2007-10 et Sphynx 2008-11), chacun étant vendu à des investisseurs externes et adossé à des titres de l'État ivoirien. À la fin de 2008, l'encours de la dette liée à ces instruments s'élevait à environ 290 millions de dollars et devait être remboursé en 2009-2011. Les autorités du pays ont annoncé publiquement leur intention de chercher à restructurer ces instruments à des conditions conformes aux exigences du Club de Paris et de l'initiative PPTE.

### Des années 2010 à nos jours : nouveaux créanciers et opportunités de financement.

Depuis 2012, grâce à la marge d'emprunt créée par l'achèvement de l'initiative PPTE et la restructuration de la dette, le gouvernement a pu financer ses plans d'investissement, notamment plusieurs grands investissements clés dans les secteurs de l'énergie et des infrastructures. À cela s'est ajoutée la montée en puissance de nouveaux créanciers offrant différents types d'opportunités de financement.

Il y a donc eu un changement dans la composition de la dette, avec une augmentation des créanciers non traditionnels — comme la Chine et les créanciers commerciaux en tant que détenteurs d'obligations. La part des créanciers multilatéraux dans la dette extérieure de la Côte d'Ivoire est passée de 24,2 % en 2015 à 26,2 % en 2016, tandis que la part des créanciers bilatéraux officiels est passée de 16,1 % à 19,6 %. En revanche, sur la même période, la part des créanciers commerciaux s'est réduite, passant de 59,8 % du total à 54,2 %.<sup>104</sup> La figure 8 présente une ventilation de l'encours de la dette de la Côte d'Ivoire par créancier à partir de 2020.

<sup>103</sup> <https://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2009/cr09326.pdf>

<sup>104</sup> [https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Project-and-Operations/C%C3%B4te\\_d\\_Ivoire\\_-\\_Decision\\_Point\\_Document\\_under\\_the\\_Enhanced\\_HIPC\\_Initiative\\_-\\_Appraisal\\_Reports.pdf](https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Project-and-Operations/C%C3%B4te_d_Ivoire_-_Decision_Point_Document_under_the_Enhanced_HIPC_Initiative_-_Appraisal_Reports.pdf)

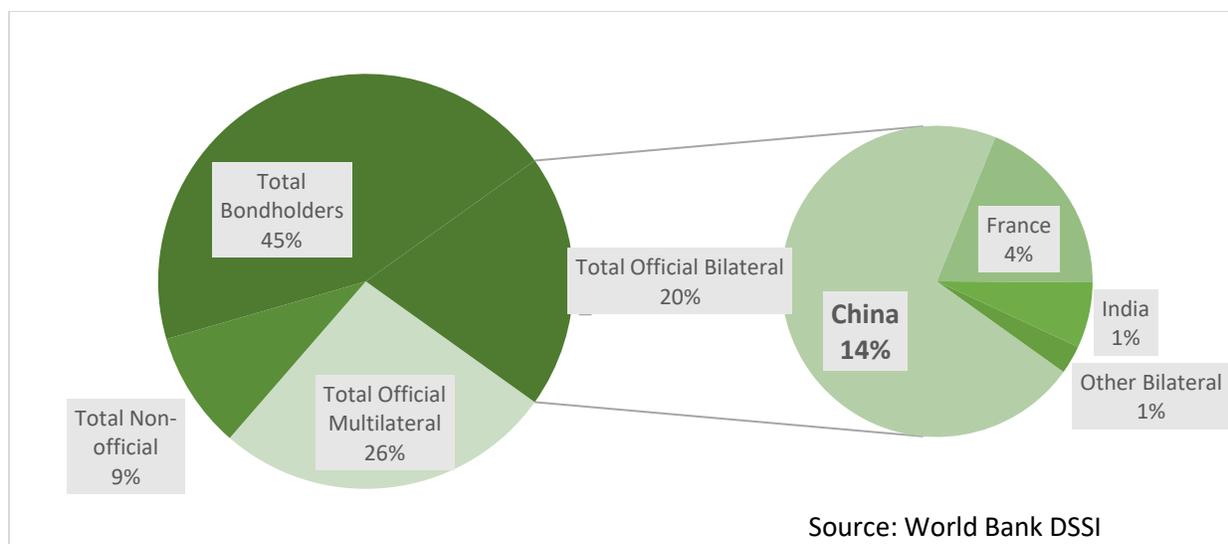
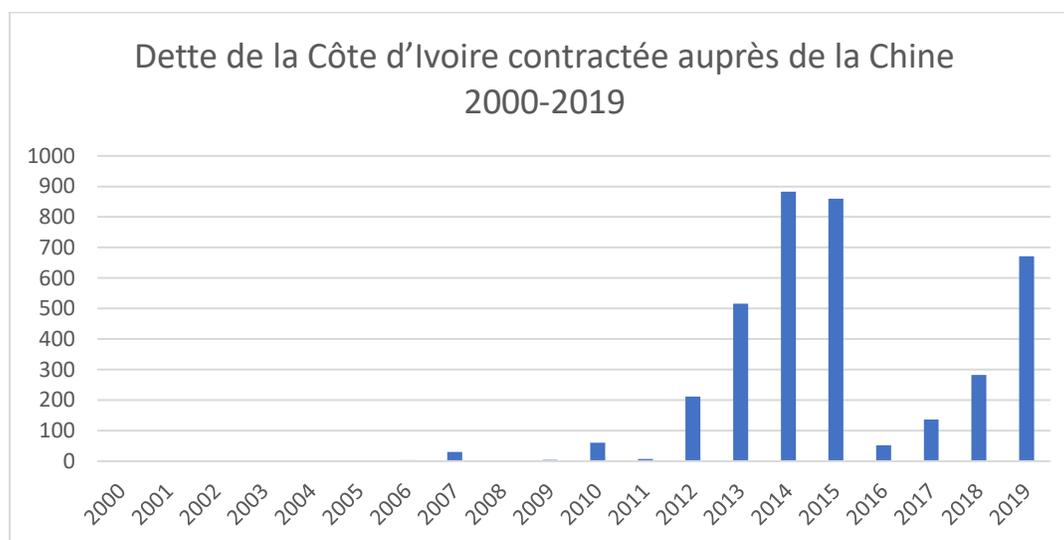


Figure 8: Répartition de la dette de la Côte d'Ivoire  
Source: DSSI de la Banque mondiale

### Partenaires chinois.

Les acteurs chinois ont également été une source importante de financement pour la Côte d'Ivoire. De 2000 à 2019, la Côte d'Ivoire a obtenu 23 prêts de la Chine, pour un total de 3,7 milliards de dollars.<sup>105</sup> Le principal secteur bénéficiaire de ces prêts est celui de l'électricité (1,6 milliard de dollars), suivi des transports (1,3 milliard de dollars) et de l'eau (470 millions de dollars), autant de sources de capitaux indispensables pour combler le déficit de financement de la Côte d'Ivoire. Sur ces 23 prêts, la China EXIM Bank en a financé 15, suivie par l'agence de développement chinoise — China International Development Cooperation Agency (CIDCA) — qui en a financé 7 à un taux d'intérêt 0 %, et par la Banque de Chine qui en a financé.



<sup>105</sup> <https://chinaafricaloandata.bu.edu/>

*Figure 9: Dette de la Côte d'Ivoire contractée auprès de la Chine 2000-2019*

*Source: SAIS-CARI<sup>106</sup>*

Le type de projets financés permet de disposer de nombreux atouts pour combler les lacunes en matière d'infrastructures. Par exemple, le secteur de l'électricité a reçu 3 prêts, tous de la China EXIM Bank. Le premier prêt (500 millions de dollars) a été obtenu en 2013 pour le projet hydroélectrique de Soubre 275MW contracté par la société chinoise Sinohydro Ltd.<sup>107</sup> Le prêt avait un taux d'intérêt de 2 % et une période de grâce de 9 ans avec une durée de 20 ans.

Pour le secteur des transports, la Côte d'Ivoire a obtenu 5 prêts pour un montant de 1,3 milliard de dollars. Obtenu en 2012, le premier prêt était d'une valeur de 115 millions de dollars avec un taux d'intérêt de 2 % et une durée de 20 ans provenait de la China EXIM Bank et était financé par le biais du crédit préférentiel d'acheteur d'exportation (PEBC), qui permet à l'emprunteur — la Côte d'Ivoire — de financer des importations et des services chinois. Ce prêt avait pour but de construire l'autoroute Abidjan-Grand Bassam, dont la construction a été confiée à China Machinery Engineering Corporation (CMEC). Le deuxième prêt pour le transport a été obtenu en 2014, pour un montant de 793 millions de dollars par PEBC-financé de la China EXIM Bank. Le prêt a été utilisé pour agrandir le port d'Abidjan, qui est en passe de devenir un pôle maritime majeur dans la région de l'Afrique de l'Ouest et joue un rôle essentiel dans la facilitation du commerce international de la Côte d'Ivoire.

Les bénéfices d'un financement par le biais du PEBC sont des coûts de financement faibles et l'absence d'exigences en matière d'assurance-crédit, bien que les délais d'approbation soient souvent longs en raison des négociations gouvernementales. Le produit de ces prêts peut être utilisé pour soutenir jusqu'à 85 % du coût global d'un projet, mais un financement de contrepartie de 15 % est requis.

La Côte d'Ivoire a également négocié un allègement de sa dette auprès de ses homologues chinois. En 2019, environ 34,6 millions de dollars de dettes ont été annulés — bien que cela ne représente que 0,9 % des 3,7 milliards de dollars de prêts totaux contractés par la Côte d'Ivoire. La Côte d'Ivoire a également reçu 31,2 millions de dollars sous forme de don de la part de la Chine.<sup>108</sup>

### **Le secteur privé.**

L'augmentation des créanciers commerciaux en Côte d'Ivoire est largement liée aux émissions d'euro-obligations. La Côte d'Ivoire a émis sa première euro-obligation en 2014, levant 750 millions de dollars, suivie d'une émission de 1 milliard de dollars en 2015.<sup>109</sup> À l'appui de l'émission de 2014, Moody's et Fitch ont attribué au pays des notes de risque d'obligations souveraines de B1 et B, respectivement, toutes deux assorties d'une perspective positive. Plus récemment, Moody's a relevé la note de risque de la Côte d'Ivoire à Ba3 (perspective stable).<sup>110</sup> Le financement par euro-obligations a contribué au budget d'investissement de 2017, ce qui a permis à la Côte d'Ivoire de combler les déficits de financement pour la croissance économique future et a également fourni une marge de manœuvre financière à la suite d'une chute des prix du cacao.<sup>111</sup>

<sup>106</sup> [Ibid.](#)

<sup>107</sup> [Ibid.](#)

<sup>108</sup> <https://www.ecofinagency.com/public-management/2606-40225-cote-d-ivoire-secures-31-mln-donation-and-34-mln-in-debt-relief-from-china>

<sup>109</sup> <https://oxfordbusinessgroup.com/analysis/diversified-deals-authorities-look-finance-debt-through-eurobond-issues>

<sup>110</sup> <https://tradingeconomics.com/ivory-coast/rating>

<sup>111</sup> <https://www.jeuneafrique.com/448159/economie/leurobond-ivoirien-va-permettre-de-combler-trou-budget-2017/>

En novembre 2020, la Côte d'Ivoire a émis une autre euro-obligation (1,19 milliard de dollars), qui a été souscrite cinq fois.<sup>112</sup> Elle visait à financer le déficit budgétaire induit par les mesures prises face à la COVID-19 et le ralentissement de l'activité économique. Environ 150 milliards de FCFA (269,8 millions de dollars) de l'euro-obligation 2020 alimenteront le budget de l'État pour financer les investissements prioritaires prévus dans la loi de finances 2020, suite aux engagements pris avec le FMI.<sup>113</sup> Le reste du financement servira à racheter trois séries existantes d'euro-obligations, ce qui est conforme à la stratégie de gestion de la dette à moyen terme de la Côte d'Ivoire, qui vise à maîtriser la dette publique.<sup>114</sup>

### Banque africaine de développement.

La Côte d'Ivoire a aussi activement cherché à obtenir des prêts de la BAD, avec un total d'investissements équivalant à 2,7 milliards de dollars<sup>115</sup>, soit quatre fois plus qu'en 2015. Selon le dernier « Document de stratégie pays (DSP) combiné de la Côte d'Ivoire (2018-2022)<sup>116</sup> » de la BAD, 1000,8 millions d'UC<sup>117</sup> de ressources ont été mobilisées pour le DSP, dont 94,3 % de fonds provenant de la BAD. Au total, 19 des 27 projets du DSP ont été approuvés, dont 13 concernent l'amélioration des « infrastructures et de la gouvernance transformatrices pour la compétitivité économique et l'efficacité des investissements ». <sup>118</sup> Ces 13 projets représentent un montant de 629,3 millions d'UC, les principaux secteurs bénéficiaires étant l'énergie (5 projets), la gouvernance (4), le transport (2) et l'eau et l'assainissement (2).

L'engagement de la BAD a permis de développer les infrastructures de transport. Par exemple, dans le cadre du DSP, la longueur des routes interurbaines asphaltées a augmenté de 2,37 % avec une construction totale de 201,4 kilomètres de routes. Les projets de la BAD ont permis d'augmenter de 9,5 % l'accès à l'électricité, bien que l'objectif de 20 % n'ait pas été atteint en raison de retards dans la construction.

En ce qui concerne l'agriculture, dans le cadre du projet d'appui aux infrastructures agricoles de la région de l'Indénié-Djuablin, des financements ont été accordés pour accroître la recherche sur la production agricole, ce qui a conduit à une augmentation du rendement du manioc à 23,4 t/ha fin 2019, alors que l'objectif initial était de 16 t/ha.<sup>119</sup> En juillet 2021, la BAD a annoncé qu'elle ferait des investissements dans les chaînes de valeur agricoles de la Côte d'Ivoire.<sup>120</sup> Cette démarche s'inscrit dans le cadre du Plan national de développement du pays (2021-2025) et soutiendra également la relance économique post-COVID-19 du pays.

<sup>112</sup> <https://www.reuters.com/article/ivorycoast-bonds-idUSL8N2IB4QA>

<sup>113</sup> <https://finances.gouv.ci/actualites/65-contenu-dynamique/actualite/753-eurobond-2020-mobilisation-exceptionnelle-de-1-milliard-euro-les-investisseurs-renouvellent-leur-confiance-a-la-cote-d-ivoire-et-au-president-lassane-ouattara>

<sup>114</sup> <https://finances.gouv.ci/actualites/65-contenu-dynamique/actualite/753-eurobond-2020-mobilisation-exceptionnelle-de-1-milliard-euro-les-investisseurs-renouvellent-leur-confiance-a-la-cote-d-ivoire-et-au-president-lassane-ouattara>

<sup>115</sup> <https://www.afdb.org/en/news-and-events/press-releases/african-development-bank-support-creation-agricultural-value-chains-cote-divoire-president-adesina-44535>

<sup>116</sup> <https://www.afdb.org/en/documents/cote-divoire-combined-country-strategy-paper-2018-2022-mid-term-review-and-2021-country-portfolio-performance-review-report>

<sup>117</sup> L'UC est la monnaie officielle des projets de l'Union africaine

<sup>118</sup> <https://www.afdb.org/en/documents/cote-divoire-combined-country-strategy-paper-2018-2022-mid-term-review-and-2021-country-portfolio-performance-review-report>

<sup>119</sup> *ibid.*

<sup>120</sup> <https://www.afdb.org/en/news-and-events/press-releases/african-development-bank-support-creation-agricultural-value-chains-cote-divoire-president-adesina-44535>

## La Côte d'Ivoire est-elle confrontée à une « crise de la dette » ?

Depuis 2014, la dette extérieure de la Côte d'Ivoire a connu une tendance à l'augmentation pour atteindre un peu moins de 15,7 milliards de dollars en 2018. Cependant, le plus important est que le financement par la dette a produit de nombreux actifs productifs et tangibles qui, aux côtés d'autres flux de revenus financiers, ont contribué à la croissance économique constamment élevée de la Côte d'Ivoire. Par conséquent, lorsque l'on explique les niveaux croissants de la dette ivoirienne, il est important de les replacer dans le contexte du rôle du RNB.

Comme le montre la figure 10, la dette de la Côte d'Ivoire en pourcentage du RNB a diminué à 37,9 % — proche des niveaux de 1970 — réfutant ainsi les idées reçues selon lesquelles la Côte d'Ivoire se dirige vers une « crise de la dette ». Au contraire, en prenant en compte le RNB, on constate que l'économie de la Côte d'Ivoire a progressé parallèlement à l'augmentation du niveau absolu de la dette, ce qui montre que la dette peut être une source de capital pour le développement, et pas nécessairement une entrave. Puisque la dette en tant que pourcentage du RNB est relativement faible, cela montre également qu'il y a une marge de croissance de la dette, qui peut être utilisée pour financer la reprise post-COVID-19 et combler les déficits de financement.

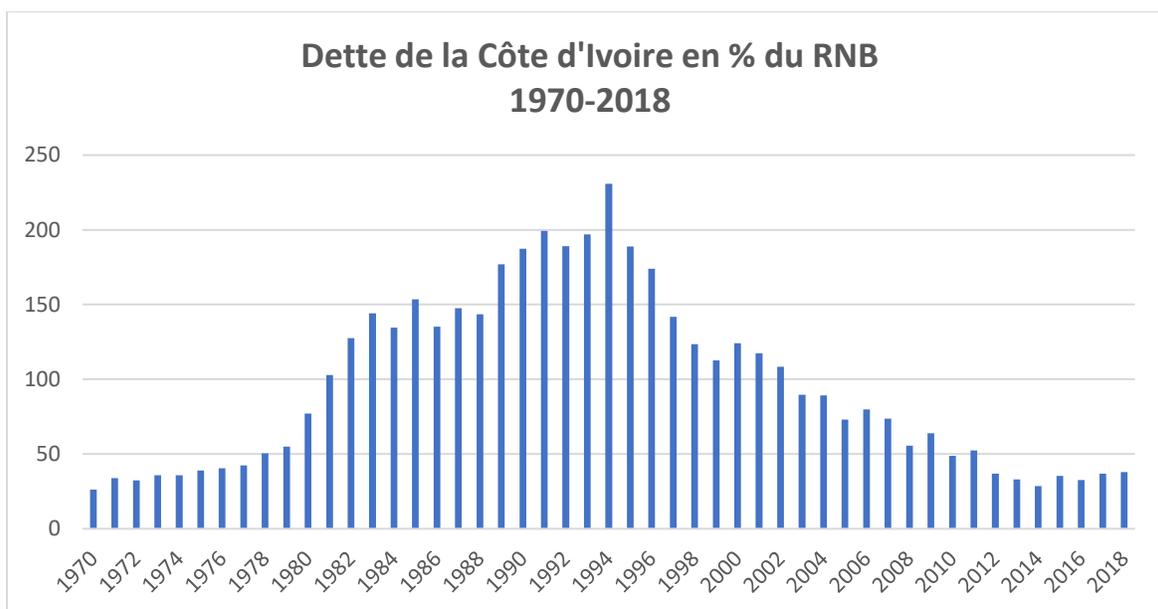


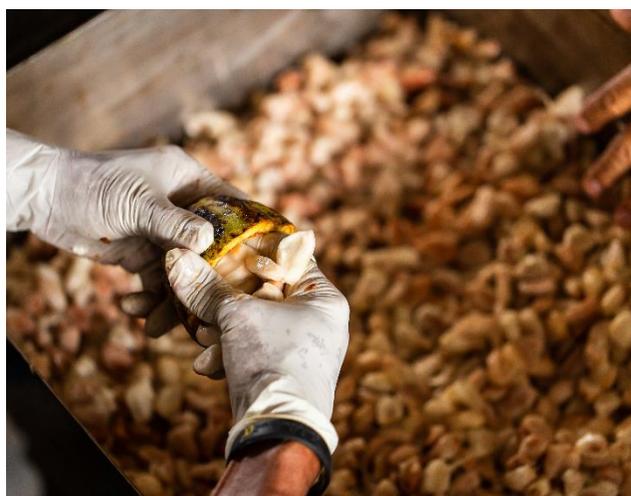
Figure 10: Dette de la Côte d'Ivoire en % du RNB  
Source: Banque mondiale

## Section II: Sources de revenus financiers

L'économie ivoirienne s'est relativement diversifiée. La croissance économique est tirée par les secteurs de l'agriculture (24 % du PIB en 2016), de l'industrie (29 %, dont l'exploitation minière pour 6 %) et des services (47 %).<sup>121</sup> Les secteurs industriels, en particulier la construction, ont connu une croissance considérable depuis 2011, en partie grâce aux programmes d'infrastructure du gouvernement. La section suivante explore les principales sources de revenus financiers de la Côte d'Ivoire.

**Exportations :** Les exportations constituent une source vitale de revenus pour la Côte d'Ivoire. Selon la Banque mondiale, en 2019, les exportations de biens et services (en % du PIB) de la Côte d'Ivoire se situaient à 24 %.<sup>122</sup> La même année, la Côte d'Ivoire a enregistré un excédent commercial de 2,2 milliards de dollars, avec des exportations se chiffrant à 12,7 milliards de dollars et des importations se chiffrant à 10,5 milliards de dollars.<sup>123</sup> Les principales exportations de la Côte d'Ivoire sont issues de l'industrie agricole ou des matières premières, les principales exportations du pays étant les fèves de cacao (3,84 milliards de dollars), l'or (1,09 milliard UDS), le caoutchouc (1,08 milliard de dollars), le pétrole raffiné (1,02 milliard de dollars) et le pétrole brut (941 millions de dollars).<sup>124</sup> Les Pays-Bas sont le premier consommateur des exportations de la Côte d'Ivoire.

**Exportations agricoles :** L'agriculture est une source vitale de revenus pour la Côte d'Ivoire, le secteur emploie environ 45 % de la population active totale, dont 73 % des résidents salariés en zones rurales.<sup>125</sup> Le cacao et les dérivés du cacao sont les principaux produits commerciaux du secteur agricole ivoirien, avec une part de plus de 50 % des exportations.<sup>126</sup> Cela contribue à environ 15 % du PIB du pays tout en employant 7 millions d'Ivoiriens.<sup>127</sup> Cependant, il y a au moins trois défis à relever pour que le secteur génère des revenus plus élevés grâce aux exportations, à savoir (i) la faible valeur ajoutée, (ii) la volatilité des prix du marché d'exportation et (iii) les vulnérabilités au changement climatique.



**(i) Faible valeur ajoutée :** Malgré la place prépondérante du cacao et de ses dérivés dans les exportations de la Côte d'Ivoire — faisant du pays le premier producteur mondial de cacao — le pays ne transforme que 30 % de son cacao.<sup>128</sup> Le gouvernement a adopté des mesures pour promouvoir la transformation du cacao par le biais de subventions, bien que celles-ci aient été coûteuses et n'aient pas

<sup>121</sup> <https://www.un.org/development/desa/dspd/wp-content/uploads/sites/22/2018/05/8-1.pdf>

<sup>122</sup> World Integrated Trade Solution <https://wits.worldbank.org/CountrySnapshot/en/CIV>

<sup>123</sup> <https://wits.worldbank.org/CountryProfile/en/CIV>

<sup>124</sup> OEC Côte d'Ivoire <https://oec.world/en/profile/country/civ>

<sup>125</sup> Banque mondiale. 2017a. « Côte d'Ivoire Jobs Diagnostic. » Jobs Notes issue 3, based on Jobs Diagnostic Côte d'Ivoire – Employment, Productivity, and Inclusion for Poverty Reduction, edited by Luc Christiaensen and Patrick Premard, Washington, DC: Banque mondiale, 2017.

<sup>126</sup> OEC Côte d'Ivoire <https://oec.world/en/profile/country/civ>

<sup>127</sup> Ibid.

<sup>128</sup> <https://www.afdb.org/en/documents/cote-divoire-combined-country-strategy-paper-2018-2022-mid-term-review-and-2021-country-portfolio-performance-review-report>

encore permis de créer des emplois durables.<sup>129</sup> Néanmoins, le volume de cacao transformé a augmenté de 474 000 tonnes (campagne 2015/16) à 577 000 tonnes (campagne 2016/2017) soutenant les progrès du pays vers son objectif d'augmenter le taux de transformation du cacao de 30 % en 2016 à au moins 50 % en 2020.<sup>130</sup>

### (ii) Volatilité des marchés d'exportation :

Le secteur agricole est vulnérable aux chocs exogènes, tels que la volatilité des prix. En 2000, une chute des prix des produits de base a engendré une récession, et un an plus tard, de mauvaises récoltes de cacao et de café, associées à la baisse des prix du marché du café, ont entraîné une baisse du PIB de 3,3 %.<sup>131</sup> Pour atténuer cette vulnérabilité, il faut financer à la fois la valorisation des produits agricoles et la diversification de la production.



(iii) **Le changement climatique** : Le changement climatique menace le secteur agricole et les recettes d'exportation qu'il génère. Le cacao est extrêmement vulnérable au changement climatique, car la hausse des températures réduit la fertilité des sols dans les régions agricoles du Sud-Est. La prédominance du cacao dans le panier d'exportation du pays accroît la vulnérabilité au changement climatique, d'où la nécessité d'une diversification. Il est important de noter que le cacao est l'une des principales causes de la déforestation en Côte d'Ivoire, 60 % des forêts du pays ayant disparu entre 1990 et 2001<sup>132</sup>, ce qui accroît la vulnérabilité du pays aux risques climatiques tels que les inondations. Le pays fait des efforts de mobilisation de financements pour atténuer les effets climatiques. Par exemple, en 2019, plus d'un milliard de dollars ont été mobilisés en partenariat avec l'ONU dans le cadre des efforts de reboisement.<sup>133</sup>

**Exportations extractives** : Les ressources extractives sont une autre composante du panier d'exportation de la Côte d'Ivoire, l'or générant 1,09 milliard de dollars de recettes en 2019, soit 7,9 % des exportations, suivi du caoutchouc (1,08 milliard de dollars et 7,8 % des exportations), du pétrole raffiné (1,02 milliard de dollars et 7,4 % des exportations) et du pétrole brut (941 millions de dollars et 6,9 % des exportations).<sup>134</sup> Cependant, à l'instar des exportations agricoles, les exportations extractives sont également vulnérables aux chocs exogènes du marché, tels que la compression de la demande et la chute des prix.

**Envois de fonds** : La Côte d'Ivoire est un important marché de transferts de fonds en Afrique de l'Ouest. Au total, environ 1 million de migrants ivoiriens vivent à l'étranger, en 2016, les flux d'envois de fonds équivalaient à environ 1 % du PIB.<sup>135</sup> La plupart des flux d'envois de fonds proviennent du Burkina Faso, équivalant à 187 millions de dollars par an. Ce pays est suivi par le Liberia, avec 50 millions de dollars envoyés en Côte d'Ivoire.<sup>136</sup> Néanmoins, le pays est un émetteur net de transferts de fonds, envoyant

<sup>129</sup> Banque mondiale. 2017a. « Côte d'Ivoire Jobs Diagnostic. » Jobs Notes issue 3, based on Jobs Diagnostic Côte d'Ivoire – Employment, Productivity, and Inclusion for Poverty Reduction, edited by Luc Christiaensen and Patrick Premand, Washington, DC: World Bank Blog.

<sup>130</sup> Rapport 2020 de la Société financière internationale et de la Banque mondiale

<sup>131</sup> <https://www.oecd.org/countries/cotedivoire/1824151.pdf>

<sup>132</sup> <https://www.worldbank.org/en/country/cotedivoire/publication/cote-d-ivoire-economic-update-so-tomorrow-never-dies-key-messages>

<sup>133</sup> <https://www.un-redd.org/post/2019/09/03/1-for-20-partnership-mobilizing-usd-1-billion-to-restore-the-ivorian-forest-cover-to-20>

<sup>134</sup> OEC Côte d'Ivoire <https://oec.world/en/profile/country/civ>

<sup>135</sup> <https://www.worldbank.org/en/topic/migrationremittancesdiasporaissues/brief/migration-remittances-data>

<sup>136</sup> Banque mondiale, 2016. Côte d'Ivoire. Disponible en ligne sur : <https://data.worldbank.org/country/cote-divoire>

environ 650 millions de dollars<sup>137</sup> par an vers d'autres pays, souvent la région environnante de l'Afrique de l'Ouest. Le cadre réglementaire de l'UEMOA et la monnaie commune permettent un flux moins coûteux et efficace des transferts de fonds. De plus, l'argent mobile a fait des progrès significatifs quant à son adoption en peu de temps. Pourtant, la valeur des flux informels reste élevée.

**Impôts** : La fiscalité est une autre source de recettes intérieures, bien qu'elle soit nettement sous-développée par rapport aux voisins ouest-africains de la Côte d'Ivoire. En effet, de 2016 à 2019, la pression fiscale s'est établie à 11,9 % du PIB, contre une moyenne de 20 % de l'UEMOA.<sup>138</sup>

---

<sup>137</sup>(no outflows data is available for 2016 and 2017) World Bank, 2018. Tarifs des transferts de fonds : Comparaison des prix. Disponible en ligne sur : <https://remittanceprices.worldbank.org/en>

<sup>138</sup> Document de stratégie pays (DSP) 2018-2022 <https://www.afdb.org/en/documents/cote-divoire-combined-country-strategy-paper-2018-2022-mid-term-review-and-2021-country-portfolio-performance-review-report>

### Section III: Exposition financière

L'AVD<sup>139</sup> du FMI et de la Banque mondiale classe la Côte d'Ivoire dans la catégorie « risque de surendettement modéré » en raison de sa capacité limitée à absorber les chocs financiers. Ce classement a été établi alors même que le niveau d'endettement de la Côte d'Ivoire reste actuellement inférieur au seuil de 55 % de la dette par rapport au PIB. En 2021, la dette extérieure par rapport au PIB devrait s'établir à 38,2 %.<sup>140</sup> Toutefois, le pays est considéré comme vulnérable en cas de chocs extérieurs.

Le processus de l'AVD est intrinsèquement défaillant.<sup>141</sup> Tout d'abord, l'évaluation concerne exclusivement les pays pauvres et classe ces pays — dont la Côte d'Ivoire — dans la catégorie risque de surendettement modéré, élevé ou faible. Nombre de ces pays disposent encore d'une marge de manœuvre budgétaire et n'ont pas encore franchi les seuils fixés. En outre, comme l'ont montré des études antérieures, les pays peuvent se développer avec des niveaux élevés de dette par rapport au PIB, pouvant atteindre 75 à 100 %.<sup>142</sup> La Côte d'Ivoire est un parfait exemple de la propension de l'AVD du FMI et de la Banque mondiale à ignorer les « points positifs » du financement par la dette. Par exemple, la dette contractée par la Côte d'Ivoire peut avoir des retombées positives qui génèrent une croissance économique supplémentaire. Le port d'Abidjan, financé par la dette, représente 80 % des échanges commerciaux internationaux<sup>143</sup> de la Côte d'Ivoire et on estime qu'il crée 75 500 emplois directs et indirects. L'AVD ne tient pas compte des actifs créés par la dette, et fournit donc une analyse incomplète.<sup>144</sup>

Les évaluations de l'AVD constituent en outre un signal négatif pour les investisseurs potentiels et limitent les options de financement. Par exemple, le classement de la Côte d'Ivoire dans la catégorie de risque de surendettement modéré entraîne des primes de risque plus élevées, qui s'élèvent actuellement à 3,49 %.<sup>145</sup> Cela en dépit du fait que le pays est le seul de la région à avoir une cote de solvabilité de 40.<sup>146</sup>

<sup>139</sup> <https://documents1.worldbank.org/curated/en/752271609127447827/pdf/Cote-d-Ivoire-Joint-World-Bank-IMF-Debt-Sustainability-Analysis.pdf>

<sup>140</sup> <https://www.imf.org/external/pubs/ft/dsa/pdf/2020/dsacr20132.pdf>

<sup>141</sup> Ryder, Hannah (2021) How multilaterals exaggerate Africa risk <https://african.business/2021/08/trade-investment/how-multilaterals-exaggerate-africa-risk/>

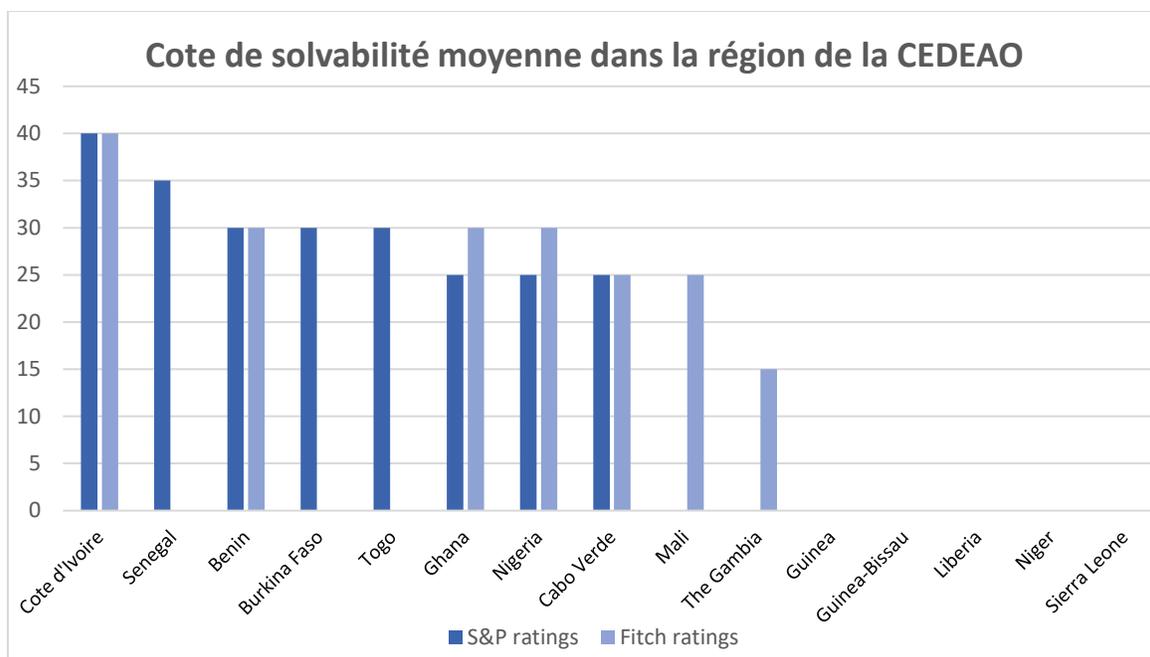
<sup>142</sup> Salmon, Jack and de Rugy, Veronique, 2020, Debt and Growth: A Decade of Studies. Mercatus Research Paper, Available at SSRN: <https://ssrn.com/abstract=3690510> or <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.3690510>

<sup>143</sup> <https://ipcса.international/about/members/members-africa/748-2/>

<sup>144</sup> <https://african.business/2021/08/trade-investment/how-multilaterals-exaggerate-africa-risk/>

<sup>145</sup> [https://pages.stern.nyu.edu/~adamodar/New\\_Home\\_Page/datafile/ctryprem.htm](https://pages.stern.nyu.edu/~adamodar/New_Home_Page/datafile/ctryprem.htm)

<sup>146</sup> Les pays dont la note est inférieure à 30 sont en dessous de la catégorie d'investissement et ne peuvent donc pas émettre d'euro-obligations et sont exclus des prêts privés.



*Figure 11: Cote de solvabilité moyenne dans la région de la CEDEAO*

### Relations avec les institutions financières régionales et continentales.

**Union économique et monétaire ouest-africaine :** La Côte d'Ivoire est un membre fondateur de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). L'UEMOA vise à favoriser l'intégration régionale par des politiques unifiées. Pendant la COVID-19, l'UEMOA a décidé d'une suspension temporaire du Pacte de croissance et de stabilité de l'UEMOA — qui visait à assurer la cohérence des politiques fiscales et monétaires nationales entre les gouvernements. Cela comprenait une suspension de la règle du déficit fiscal de 3 % du PIB, qui permet aux membres d'augmenter leur déficit fiscal afin de mobiliser des financements pour faire face à la pandémie de COVID-19<sup>147</sup>.

La Côte d'Ivoire a également travaillé avec la Banque centrale régionale (BCEAO) de l'UEMOA pour relever les défis de financement de la COVID-19. Par exemple, en avril 2020, la BCEAO a créé un guichet de refinancement de trois mois avec un taux fixe de 2,5 % du « bon du Trésor COVID-19 » à court terme de trois mois émis par les pays membres pour apporter un financement supplémentaire. La Côte d'Ivoire a émis des bons du Trésor équivalant à 1,5 % du PIB du pays.<sup>148</sup> En outre, en février 2021, la BCEAO a créé un guichet de refinancement de six mois dans le bas du corridor des taux d'intérêt pour permettre aux pays membres de financer des obligations d'une durée supérieure à trois ans. Pour la Côte d'Ivoire, le montant total des obligations éligibles à ce refinancement équivalait à 1,9 % de la croissance du PIB prévue en 2021.

<sup>147</sup> <https://www.imf.org/en/Topics/imf-and-covid19/Policy-Responses-to-COVID-19>

<sup>148</sup> <https://www.imf.org/en/Topics/imf-and-covid19/Policy-Responses-to-COVID-19>

## Section IV: Défis de financement actuels et futurs

En dépit du niveau élevé et constant de la croissance économique ivoirienne depuis 2012, et de l'obtention de financements pour de nombreux projets, il reste d'importantes fractures de développement. Selon le Global Infrastructure Hub, qui estime les financements nécessaires à la réalisation de l'accès universel à l'électricité, à l'eau et à l'assainissement conformément aux ODD, le déficit absolu de financement s'élève à 51,5 milliards de dollars, les plus grands déficits se situant dans les secteurs de l'électricité (21,9 milliards de dollars) et de l'eau (22,1 milliards de dollars)<sup>149</sup>, suivis par une nette régression des infrastructures routières (2,1 milliards de dollars) et ferroviaires (1,8 milliard de dollars).

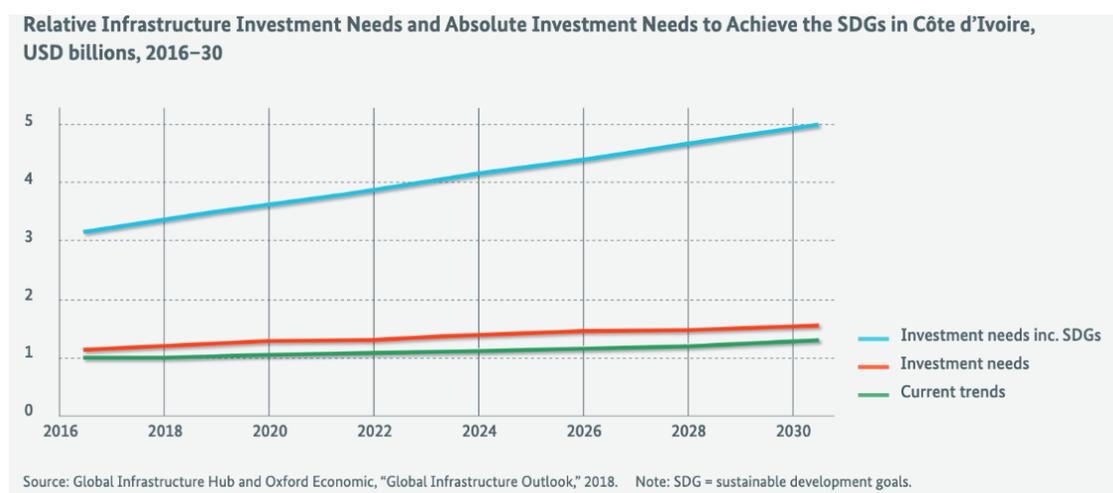
**Cumulative Infrastructure Investment Needs in Côte d'Ivoire, USD billions, 2016–40**

	Road	Rail	Airports	Ports	Telecoms	Electricity	Water	Total
2016–40 Current trends (CT)	27.3	2.9	0.9	0.5	17.2	3.1	13.3	65.2
2016–40 Relative investment need (RIN)	29.4	4.7	1.8	1.8	18.7	3.1	19.4	78.8
2016–40 Relative investment gap (RIN-CT)	2.1	1.8	0.9	1.3	1.5	0.0	6.1	13.6
2016–40 SDG requirement over and above RIN						21.9	16	37.9
2016–40 Absolute gap (RIN+SDG-CT)	2.1	1.8	0.9	1.3	1.5	21.9	22.1	51.5

Source: Global Infrastructure Hub and Oxford Economic, "Global Infrastructure Outlook," 2018.

Note: CT = current trends; RIN = relative investment need; SDG = sustainable development goals. All figures in USD billions, based on 2015 prices and exchange rates.

*Figure 12: Besoins d'investissement en infrastructures en Côte d'Ivoire*  
Source : Global Infrastructure Hub et Oxford Economic <sup>150</sup>



*Figure 13: Besoins d'investissement dans les infrastructures pour atteindre les ODD.*  
Source : Global Infrastructure Hub et Oxford Economic <sup>151</sup>

<sup>149</sup> [https://s3-ap-southeast-2.amazonaws.com/global-infrastructure-outlook/countrypages/GIH\\_Outlook+Flyer\\_Cote%20d'Ivoire.pdf](https://s3-ap-southeast-2.amazonaws.com/global-infrastructure-outlook/countrypages/GIH_Outlook+Flyer_Cote%20d'Ivoire.pdf)

<sup>150</sup> Global Infrastructure Hub and Oxford Economic, "Global Infrastructure Outlook," 2018

<sup>151</sup> Global Infrastructure Hub and Oxford Economic, "Global Infrastructure Outlook," 2018.

## COVID-19 et besoins de financement supplémentaires.

La pandémie de COVID-19 a grandement affecté la capacité de financement, le PIB réel du pays affichant une croissance de seulement 1,8 % en 2020, bien en deçà du taux de croissance de 6,4 % enregistré en 2019.<sup>152</sup> La pandémie présente un double défi. Tout d'abord, elle a provoqué une baisse significative des sources de revenus financiers. L'affaiblissement de la demande mondiale a durement touché les secteurs d'exportation de la Côte d'Ivoire, notamment : le secteur agricole d'exportation (qui s'est contracté de 2,2 %), les industries agroalimentaires (-1,3 %), la foresterie (-16,5 %), l'exploitation minière (-4,8 %), les produits pétroliers (-26,9 %) et les transports (-1,8 %)<sup>153</sup>. Cela a conduit à une inflation passant de 0,8 % en 2019 à 1,8 % en 2020.

Deuxièmement, la pandémie a induit une augmentation des besoins en dépenses pour les mesures de soutien socio-économique, augmentant ainsi la pression financière, car moins de revenus sont générés par les sources de revenus traditionnelles. De mars à mai 2020, le gouvernement a imposé des mesures de distanciation sociale, qui comprenaient l'interdiction de tout voyage international et la fermeture des secteurs d'activité non essentiels et des écoles<sup>154</sup>. Ces mesures, bien que nécessaires, ont limité la croissance économique de la Côte d'Ivoire.

Le gouvernement a par ailleurs lancé, en réponse à la pandémie, un plan d'intervention sanitaire d'urgence de 96 milliards de FCFA<sup>155</sup> (171,4 millions de dollars), soit 0,3 % du PIB. Ce financement est allé aux services essentiels, tels que l'équipement des unités de soins intensifs, l'extension des capacités de dépistage et le développement pharmaceutique. Parallèlement, le gouvernement a créé quatre fonds spéciaux, chacun équivalant à 1,5 % du PIB, et a apporté un soutien financier à l'industrie agricole à hauteur de 300 milliards de FCFA (494 millions de dollars), soit 0,8 % du PIB.<sup>156</sup>

La croissance du PIB réel devrait atteindre 6,2 % en 2021 et 6,5 % en 2022. Le déficit budgétaire devrait être ramené à 4,3 % du PIB en 2021, puis à 3,3 % du PIB en 2022.<sup>157</sup> Cependant, le long programme de vaccination dû à l'inégalité d'accès aux vaccins constitue un obstacle majeur à la reprise économique. La campagne de vaccination du pays a commencé en mars 2021, mais en août 2021, seuls 4,7 %<sup>158</sup> de la population avaient reçu au moins une dose du vaccin contre la COVID-19 (1,23 million de personnes).<sup>159</sup> Si les taux de vaccination restent faibles, le maintien des mesures de distanciation sociale sera nécessaire pour contenir la propagation du virus, ce qui aura pour effet de freiner davantage l'activité économique.

La Côte d'Ivoire a une population totale de 26,38 millions d'habitants<sup>160</sup>, dont une grande partie est jeune. Le pays compte 10,95 millions de personnes<sup>161</sup> âgées de moins de 14 ans, qui ne sont donc pas éligibles aux nombreux vaccins actuellement disponibles, ce qui signifie que 15,42 millions de personnes (âgées de plus de 14 ans) peuvent être vaccinées.

En supposant que le vaccin puisse être acheté pour 3 de dollars par dose (le coût plafond maximum fixé par le COVAX<sup>162</sup> pour les pays à revenu faible et intermédiaire), il faudrait déboursier 92,5 millions de

<sup>152</sup>Groupe de la BAD Perspectives économiques de la Côte d'Ivoire 2021

<sup>153</sup> ibid

<sup>154</sup> <https://www.imf.org/en/Topics/imf-and-covid19/Policy-Responses-to-COVID-19#C>

<sup>155</sup> ibid

<sup>156</sup> <https://www.imf.org/en/Topics/imf-and-covid19/Policy-Responses-to-COVID-19#C>

<sup>157</sup> Groupe de la BAD Perspectives économiques de la Côte d'Ivoire 2021

<sup>158</sup> <https://ourworldindata.org/coronavirus/country/cote-divoire>

<sup>159</sup> <https://ourworldindata.org/grapher/people-vaccinated-covid?tab=chart&stackMode=absolute&time=earliest..latest&region=World&country=-CIV>

<sup>160</sup> <https://data.worldbank.org/indicator/SP.POP.TOTL?locations=CJ>

<sup>161</sup> <https://data.worldbank.org/indicator/SP.POP.0014.TO?locations=CJ>

<sup>162</sup> <https://www.qavi.org/news/media-room/new-collaboration-makes-further-100-million-doses-covid-19-vaccine-available-low>

dollars pour administrer deux doses de vaccin à la population ivoirienne âgée de plus de 14 ans. En revanche, si chaque dose coûte 19 de dollars, soit le montant récemment versé par le Sénégal pour des doses de Sinopharm, il faudrait 586 millions de dollars à la Côte d'Ivoire pour vacciner sa population âgée de plus de 14 ans. Dans le cadre de l'initiative COVAX, la Côte d'Ivoire devrait pouvoir accéder gratuitement aux vaccins contre la COVID-19, mais il est prévu que cela ne couvre que 20 % de la population. Le gouvernement prévoit en outre d'acquérir 3,5 millions de doses de vaccins Johnson & Johnson d'ici décembre 2021, par l'intermédiaire de l'African Vaccine Acquisition Trust de l'Union africaine<sup>163</sup>, mais le coût de cet achat n'a pas été communiqué.

Le pays a pris des mesures supplémentaires pour accroître la marge de manœuvre budgétaire pendant la pandémie, par exemple en émettant une euro-obligation en novembre 2020 pour combler le déficit budgétaire causé par les impacts de la COVID-19. D'autres mesures incluent la participation au DSSI du G20 en décembre 2020, afin d'alléger les charges relatives au remboursement de la dette. Les économies potentielles au titre de la DSSI entre mai 2020 et décembre 2021 s'élèvent à 361,3 millions de dollars, ce qui représente seulement 0,6 % du PIB. Cependant, l'un des défis du rééchelonnement de la dette est que la DSSI ne couvre que les créanciers bilatéraux officiels, qui ne représentent que 20 % de l'encours de la dette extérieure du pays. En comparaison, 45 % de la dette extérieure du pays est détenue par des créanciers commerciaux, qui n'ont aucune obligation d'annuler ou de suspendre le remboursement de la dette.

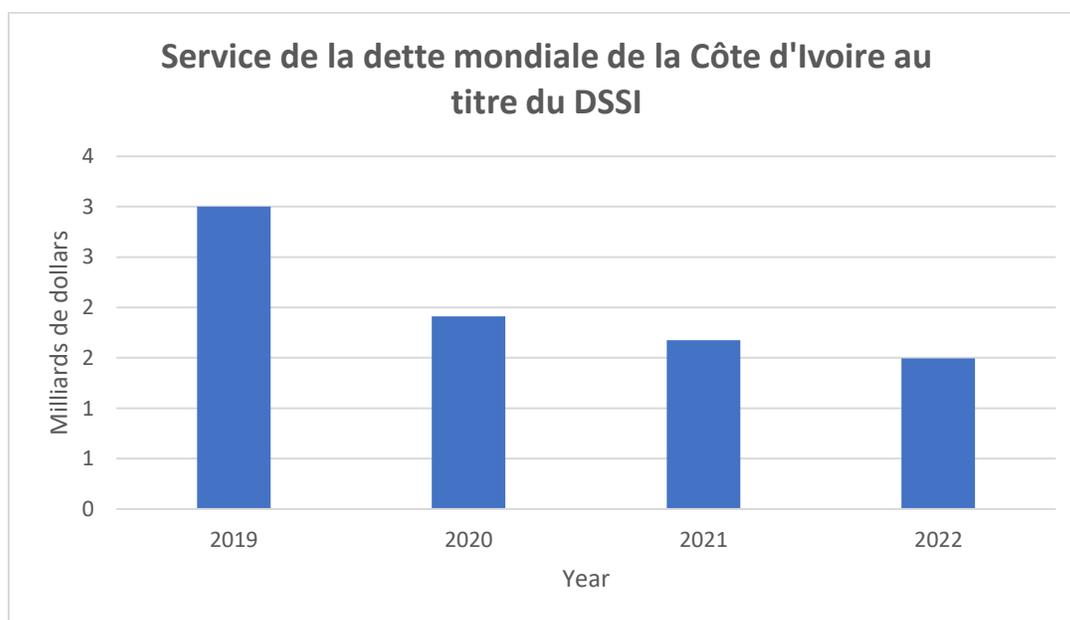
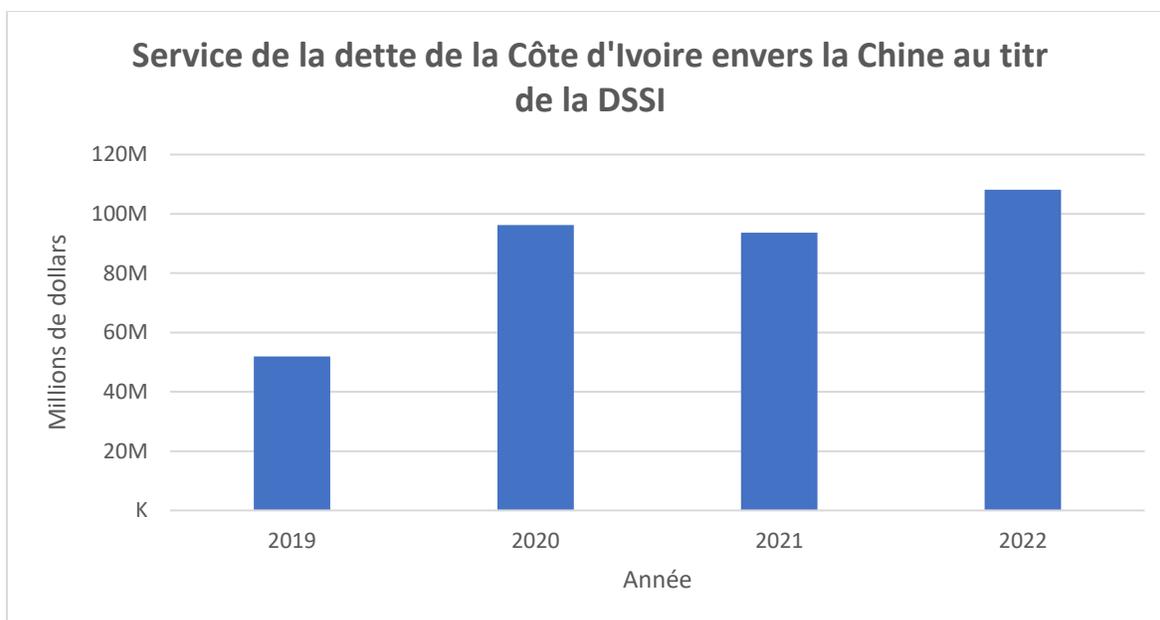


Figure 14: Service de la dette mondiale de la Côte d'Ivoire au titre de la DSSI (2019-2022)  
Source: DSSI de la Banque mondiale

<sup>163</sup> <https://www.bloomberg.com/news/articles/2021-07-21/ivory-coast-to-buy-j-j-covid-19-shots-as-neighbor-takes-donation-krdueb0n>



*Figure 15: Service de la dette de la Côte d'Ivoire envers la Chine au titre de la DSSI*  
*Source : DSSI de la Banque mondiale*

Au-delà de la DSSI, en août 2021, le FMI a émis une allocation générale de DTS à tous les pays membres. Elle s'élevait pour la Côte d'Ivoire à 623,4 millions de dollars<sup>164</sup>, soit l'équivalent de seulement 1,06 % du PIB. En plus de ces mesures, le gouvernement a demandé un soutien supplémentaire au Plan national de réponse du pays. Par la suite, le FMI a déboursé 975 millions de dollars supplémentaires au titre de la facilité de réponse rapide ainsi que 280 millions de dollars au titre de la facilité élargie de crédit. Les autres soutiens comprennent 89 millions de dollars de la BAD, 27,5 millions de dollars de la BOAD, 49,5 millions de dollars de la Banque islamique de développement et 47,5 millions de dollars de l'Allemagne.<sup>165</sup>

En conclusion, les financements mis à disposition par le biais de divers mécanismes tels que la DSSI, l'allocation de DTS et d'autres extensions de crédit ne suffisent pas à couvrir les besoins de la Côte d'Ivoire pour les vaccins contre la COVID-19, le soutien socio-économique, la relance économique et le financement des infrastructures existantes. Étant donné que la dette de la Côte d'Ivoire en pourcentage du RNB est à peu près la même que dans les années 1970, le pays a la possibilité de continuer à accumuler de la dette comme source essentielle de financement pour poursuivre la croissance économique.

<sup>164</sup> <https://www.imf.org/en/Topics/special-drawing-right/2021-SDR-Allocation>

<sup>165</sup> <https://documents1.worldbank.org/curated/en/136101617297016229/pdf/Cote-d-Ivoire-COVID-19-Emergency-Response-and-System-Preparedness-and-Response-Project-Additional-Financing.pdf>

## Section V: Conclusions et perspectives

La Côte d'Ivoire a connu des taux de croissance économique élevés et a fait des progrès significatifs dans la sécurisation du financement du développement, mais les déficits de financement persistent. C'est pourquoi nous formulons quatre recommandations.

**Recommandation 1 :** La Côte d'Ivoire doit faire pression en faveur d'une révision du cadre de l'AVD. Le pays devrait se tourner vers les groupements régionaux — y compris l'UEMOA — pour soutenir cette démarche. La promotion d'une évolution de l'AVD passe par un changement du discours autour de la dette, celle-ci ne devant plus être considérée comme une simple contrainte, mais comme une source essentielle de financement. La classification des pays par le FMI et la Banque mondiale comme étant à « haut risque » ou même à risque modéré de surendettement peut avoir des incidences majeures dans la mesure où elle envoie un signal négatif sur l'opportunité d'investir dans le pays. Grâce à la stabilité de sa cote de solvabilité et à sa croissance économique à long terme, la Côte d'Ivoire est en bonne position pour mener ces initiatives, malgré une prime de risque de crédit plus élevée et une classification comme pays à risque de surendettement « modéré ». La société civile devrait également chercher à faire évoluer le discours sur le « risque de surendettement » de la Côte d'Ivoire en s'appuyant sur les données relatives à la dette de la Côte d'Ivoire par rapport au RNB, et en se concentrant sur les restrictions d'accès aux opportunités de financement potentielles qu'entraîne l'AVD du FMI et de la Banque mondiale.

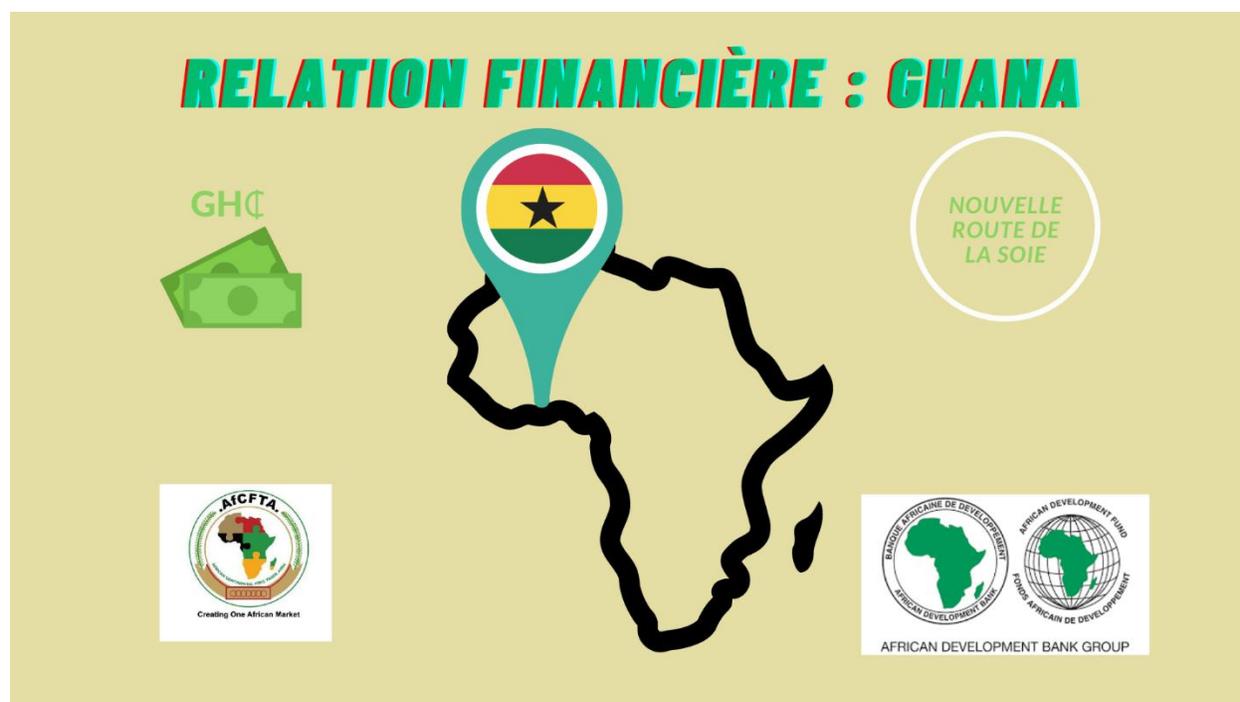
**Recommandation 2 :** La Côte d'Ivoire devrait envisager de travailler avec les partenaires régionaux — tels que l'UEMOA ou la CEDEAO — pour établir une approche coordonnée de la DSSI et de la réaffectation des DTS afin d'accroître le pouvoir de négociation. En ce qui concerne la DSSI, les dirigeants devraient faire pression pour une nouvelle annulation de la dette, car la suspension du service de la dette ne fait que différer le remboursement. Parallèlement, la Côte d'Ivoire doit faire pression pour inclure dans la DSSI d'autres créanciers que les prêteurs bilatéraux, comme les prêteurs commerciaux et multilatéraux qui représentent respectivement 45 % et 26 % de l'encours de la dette ivoirienne. Le Nigeria est confronté à une composition de créanciers similaire, les créanciers commerciaux détenant la majorité de la dette extérieure du pays, d'où l'intérêt de coordonner cette position. En outre, la Côte d'Ivoire devrait négocier une annulation supplémentaire de sa dette avec la Chine, car celle-ci détient la plus grande partie de la dette bilatérale du pays, soit 14 %.

**Recommandation 3** La Côte d'Ivoire devrait chercher à développer ses sources de revenus actuelles afin de réduire sa vulnérabilité aux chocs exogènes. Pour développer les exportations agricoles, il faudrait orienter les financements intérieurs ou extérieurs vers des mécanismes d'ajout de valeur qui, à leur tour, créeront plus d'emplois directs et indirects dans la chaîne d'approvisionnement pour la grande population de jeunes ivoiriens. Dans ce contexte, il est fondamental de veiller à ce que les investissements dans des secteurs importants tels que l'agriculture ne soient pas annulés ou reportés en raison de la pandémie ou des craintes liées à la dette. Pour garantir une reprise réussie, solide et à long terme, il faut davantage d'investissements, et pas moins.

**Recommandation 4 :** À plus long terme, des réformes fiscales devraient être menées pour augmenter la contribution des impôts au PIB. Le faible taux d'imposition par rapport au PIB (11,9 %) se traduit par un faible montant de financement intérieur à mobiliser. Le gouvernement devrait viser un ratio impôt au PIB d'au moins 20 %, afin d'atteindre un niveau comparable à celui de ses voisins ouest-africains et d'accroître les flux financiers intérieurs. Ceci est partiellement lié à la recommandation 3, car l'ajout de valeur augmente la gamme de produits assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

## GHANA

En 2019, le Ghana était en passe de devenir l'économie à la croissance la plus rapide au monde, avec l'un des plus grands secteurs de production de cacao et un secteur pétrolier en pleine expansion. Classé parmi les pays à revenu intermédiaire, il est la deuxième plus grande économie de la région ouest-africaine, avec une population de plus de 26 millions d'habitants et un PIB de 72,35 milliards de dollars. Il bénéficie d'un environnement politique stable, d'initiatives généralisées pour formaliser l'économie et d'une structure fiscale favorable aux investissements étrangers.



Selon la BAD, la croissance du PIB du Ghana a chuté de 6,5 % en 2019 à 1,7 % en 2020, en grande partie en raison de la crise sanitaire liée à la COVID-19 et de l'effondrement mondial des prix du pétrole.<sup>166</sup> Le pays devrait voir sa croissance remonter à 4 % en 2021, grâce aux investissements dans les secteurs de la construction et de la fabrication, parallèlement aux prix favorables dans les secteurs de l'or et du cacao. Les réformes économiques régulières du gouvernement ont créé une économie forte, mais le coût de ces réformes a accru les besoins de financement. La pandémie de COVID-19 a exacerbé ces pressions budgétaires déjà élevées : le déficit budgétaire global était de 7,6 % du PIB en 2019 et a augmenté à 16,2 % du PIB en 2020 ; le ratio dette au PIB se situait à 63,9 % et a augmenté à 76,1 % en 2020.

<sup>166</sup> <https://www.afdb.org/en/countries/west-africa/ghana/ghana-economic-outlook>



À la faveur de son programme de développement national pour la création d'emplois et la réduction de la pauvreté au titre des ODD, le Ghana a été le premier pays de la région à réduire la pauvreté de moitié, atteignant ainsi le premier objectif du Millénaire pour le développement (OMD). Malgré cette performance, la pauvreté reste un problème grave dans la plupart des zones rurales, avec de rares offres d'emploi, une faible productivité, de faibles revenus et une grande vulnérabilité de certaines populations aux catastrophes et aux maladies.

Le gouvernement du Ghana continue d'investir dans la réduction de la pauvreté. Par exemple, le plan stratégique du ministère de la protection sociale (2019-2023) fait référence au *programme ghanéen d'inclusion productive et financière pour les personnes vulnérables et exclues*. L'objectif de ce programme est d'offrir des opportunités génératrices de revenus aux ménages pauvres par le biais d'interventions sociales. La finalité étant, pour les bénéficiaires, la reconstitution et/ou le maintien de leur capacité financière et productive. La stratégie de réduction de la pauvreté du Ghana est un élément essentiel de son programme de développement national, surtout pour favoriser la mobilisation des ressources nationales par la création d'emplois et les investissements dans l'éducation et la formation professionnelle des groupes vulnérables<sup>167</sup>.

Si le Ghana est considéré comme l'une des économies les plus importantes et les plus stables d'Afrique, les perspectives économiques positives n'enlèvent rien au fait qu'il existe encore des risques et des défis pour une croissance soutenue, notamment lorsqu'il s'agit de réaliser les ODD d'ici 2030. À cet égard, le gouvernement ghanéen a cherché des moyens de financer la réalisation des ODD, notamment en collaborant avec le Partenariat pour l'investissement dans le développement durable (SDIP) du Forum économique mondial et la Feuille de route nationale de financement (CFR) des ODD du Ghana. La CFR est un programme/initiative qui indique les efforts du gouvernement pour identifier et concevoir des stratégies visant à combler les déficits de financement entravant la réalisation des ODD. Elle vise à établir un consensus par le biais d'une approche multipartite comprenant des institutions du secteur public, des institutions financières et des investisseurs, qui contribueront à l'élaboration de plans nationaux visant à encourager la participation du secteur privé à un financement plus important et à grande échelle en vue de la réalisation des engagements relatifs aux ODD.<sup>168</sup>

<sup>167</sup> Dept. of Social Welfare (2019). *Strategic Plan for the Department of Social Welfare (2019~2023)*. by Department of Social Welfare of the Ministry of Gender, Children, and Social Protection, and UNICEF Ghana. <https://www.unicef.org/ghana>

<sup>168</sup> [http://www3.weforum.org/docs/WEF\\_SDIP\\_CFR\\_Ghana\\_Report\\_2021.pdf](http://www3.weforum.org/docs/WEF_SDIP_CFR_Ghana_Report_2021.pdf)

Le Ghana est confronté à de nombreuses difficultés de financement, d'une part parce que le recours accru à la dette commerciale a contribué à l'alourdissement du service de la dette. En outre, malgré un bilan satisfaisant du service de la dette envers le FMI, la dette publique est encore considérée comme étant gérable et les autorités ghanéennes ont exprimé leur confiance dans leur capacité à honorer leurs obligations en matière de dette, y compris envers le FMI.

Soucieux d'accélérer les efforts pour atteindre les ODD, le gouvernement ghanéen a commencé à intégrer la budgétisation et le financement des ODD dans le processus budgétaire national. En 2019, les fonds totaux prévus pour la mise en œuvre des ODD étaient de 15 milliards GHc (9,3 milliards de dollars), soit 73 % des dépenses publiques totales.<sup>169</sup> Cela met en évidence les coûts et les écarts de financement des ODD, qui, selon le Ghana Insight Report de juin 2021, s'élèvent à 522,3 milliards de dollars, soit une moyenne annuelle de 52,2 milliards de dollars, si l'on considère le coût total cumulé sur 10 ans (2021-2030) de la réalisation des ODD. Par ailleurs, le déficit de financement des ODD dans ce contexte s'élève à 431,6 milliards de dollars, et pour 2021, le déficit est d'environ 43 milliards de dollars.<sup>170</sup>

En outre, le Ghana présente un important déficit de financement des infrastructures de 0,4 milliard de dollars pour des dépenses d'infrastructure estimées à 2,3 milliards de dollars, principalement dans les secteurs de l'énergie et de l'eau.<sup>171</sup> Même si l'accès à l'électricité est relativement élevé (83,5 %) au Ghana, un peu moins de 30 % de la population rurale n'a pas accès à l'électricité et la sous-tarification importante a entraîné des inefficacités dans les dépenses.<sup>172</sup> De plus, en raison de sa dépendance à l'égard de l'hydroélectricité, le Ghana est exposé aux chocs hydrologiques. Ainsi, en 2006-2007, les faibles précipitations ont affecté le rendement du barrage d'Akosombo, provoquant une crise de l'approvisionnement en électricité. De 2005 à 2015, les besoins totaux en dépenses énergétiques du Ghana ont été estimés à 1,2 million de dollars par an, soit un déficit de financement de 183 millions de dollars.

Alors qu'une grande partie de la population ghanéenne a accès à l'eau, plus de 85 % de la population n'a accès qu'à des services d'eau potable de base et un peu moins de 60 % n'ont pas accès à une eau potable gérée de manière sûre.<sup>173</sup> L'accès à des services d'assainissement gérés de manière sûre est particulièrement faible et touche un peu plus de 13 % de la population. Les besoins d'investissement dans les infrastructures d'eau et d'assainissement sont donc particulièrement élevés : 0,4 milliard de dollars par an, soit 14 % du PIB en 2009. Cela représente un déficit de financement de 128 millions de dollars par an. Les autres dépenses nécessaires comprennent 0,3 milliard de dollars pour les transports et 0,1 milliard de dollars pour les TIC, ce qui porte le déficit de financement des infrastructures du Ghana à 357 millions de dollars par an. Des financements supplémentaires sont donc nécessaires pour combler ces lacunes.

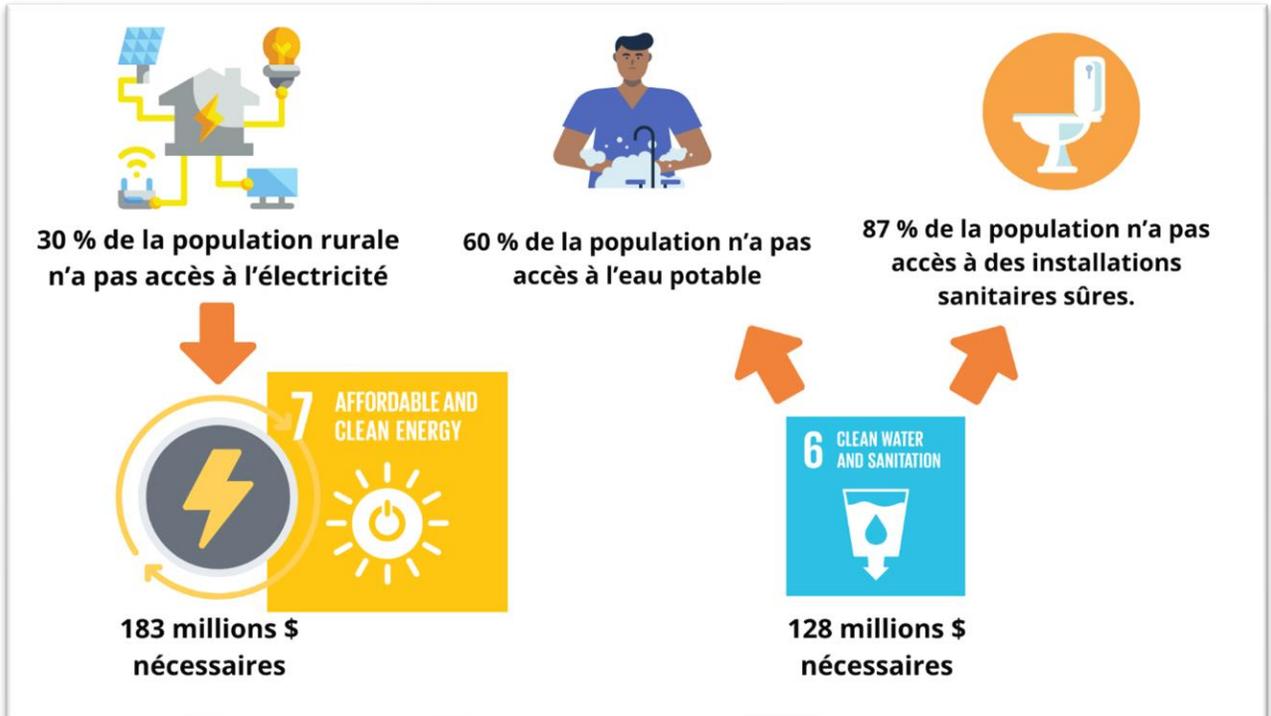
<sup>169</sup> Country Financing Roadmap for the SDGs: Ghana INSIGHT REPORT, JUNE 2021. Page 9.

<sup>170</sup> *ibid.* Pour des raisons de fiabilité, ces estimations ont été fournies par l'Institute of Statistical, Social and Economic Research (ISSER) de l'Université du Ghana, avec le soutien du ministère de la Planification et d'autres bureaux de haut niveau du gouvernement.

<sup>171</sup> <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/3366/WPS5600.pdf?sequence=1&isAllowed=y>

<sup>172</sup> <https://data.worldbank.org/indicator/EG.ELC.ACCS.RU.ZS?locations=GH>

<sup>173</sup> <https://data.worldbank.org/indicator/SH.H2O.SMDW.ZS?locations=GH>



## Section I: Historique financier et situation actuelle

- EN 1970, LA DETTE EXTÉRIEURE N'ÉTAIT QUE DE 572,14 MILLIONS USD.
- SUITE À LA CRISE PÉTROLIÈRE DES ANNÉES 1970, LA DETTE EXTÉRIEURE S'EST VUE PROPULSÉE À 8,3 MILLIARDS DE DOLLARS EN 2003.
- EN 2006, LA DETTE EXTÉRIEURE A ÉTÉ RÉDUITE DE 65 % ET LE PIB A AUGMENTÉ DE 50 %.
- EN 2021, LE GHANA A ENREGISTRÉ L'UN DES NIVEAUX D'ENDETTEMENT LES PLUS ÉLEVÉS DE LA RÉGION OUEST-AFRICAINE, S'ÉLEVANT À 21,91 MILLIARDS DE DOLLARS
- LA DETTE EXTÉRIEURE TOTALE EN % DU RNB S'ÉLÈVE À 36,8 % - PROCHE DES NIVEAUX DE DETTE ATTEINT EN 1970

# POINTS CLÉS À RETENIR

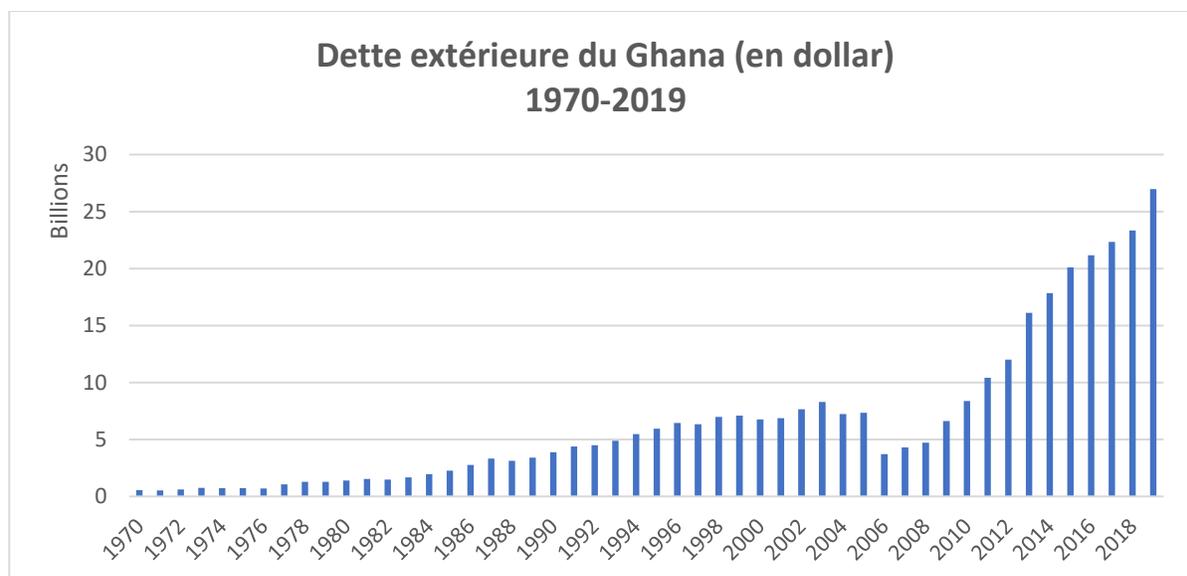
### Les années 1970 : Chocs pétroliers et hausse des taux d'intérêt.

Dans les années 1970, à l'instar de nombreux autres pays d'Afrique de l'Ouest, la dette du Ghana était relativement faible — 572,1 millions de dollars.<sup>174</sup> Cependant, l'économie ghanéenne est fortement tributaire des exportations et est donc facilement touchée par les chocs extérieurs. Par conséquent, le choc pétrolier mondial, associé à la baisse des niveaux de production de cacao et à la chute des prix de l'or, a entraîné une pression fiscale croissante au Ghana tout au long des années 1980 et 1990. Le gouvernement ghanéen s'est de plus en plus appuyé sur des financements extérieurs, la dette extérieure atteignant un pic de 8 milliards de dollars en 2003.

En 1983, le Ghana a mis en œuvre pour la première fois les PAS du FMI et de la Banque mondiale pour faire face d'une part à la crise économique créée par les sécheresses continues ayant mis à mal la production de cacao du Ghana, et d'autre part à la crise pétrolière. En 2001, le Ghana a demandé à bénéficier de l'allègement octroyé aux PPTE et, au cours des cinq années suivantes, les niveaux d'endettement ont diminué de 65 % et le PIB a augmenté de 50 %.<sup>175</sup> L'économie ghanéenne a encore bénéficié de la hausse des prix des produits de base et de la reprise de la production de cacao au début des années 2000, ce qui a entraîné une nouvelle croissance de l'économie.

<sup>174</sup> Données de la Banque mondiale

<sup>175</sup> <https://wp.nyu.edu/compass/2018/04/24/imperialism-by-default-how-the-hipc-initiative-cycles-debt-to-assert-foreign-economic-interests-in-ghana/>



*Figure 16: Dette extérieure du Ghana 1970-2019  
Source: Banque mondiale*

### Les années 2000 : L'initiative PPTe et la gestion de la dette.

À la suite des initiatives d'allègement de la dette multilatérale (IADM) en 2005/6, dont le Ghana a bénéficié, la dette extérieure et l'encours de la dette publique totale ont considérablement augmenté en raison d'une plus grande capacité d'emprunt (voir figure 15). En outre, le gouvernement ghanéen a adopté une position budgétaire expansionniste en 2006-08, soutenue par des emprunts extérieurs, une stratégie qui a eu un impact sur la viabilité de la dette du pays. Fin 2008, le Ghana a de nouveau été touché par une crise financière mondiale, et la dette publique du pays s'élevait à 8,1 milliards de dollars, soit 34,8 % du PIB. Les niveaux de la dette extérieure et intérieure du secteur public étaient à peu près équivalents, à 4 milliards de dollars, soit 17,4 % chacun. La dette extérieure a atteint 6,2 milliards de dollars en 2010, reflétant les engagements pris auprès d'institutions bilatérales et multilatérales, dont le FMI.<sup>176</sup>

### Des années 2010 à nos jours : nouveaux créanciers et opportunités de financement.

La dette publique est rapidement passée de 48,4 % du PIB (35,1 milliards GHC) en 2012 à 76,1 milliards de GHC (67,1 % du PIB) en 2014 et, fin mars 2015, l'encours de la dette avait atteint 65,3 % du PIB. L'implication ici est qu'il y a eu une augmentation de 151 % de l'encours de la dette entre 2012 et 2015. De plus, l'encours de la dette extérieure non concessionnelle a considérablement augmenté, passant de 838 millions de dollars en 2008 à 901 millions de dollars en 2012. La hausse des financements extérieurs non concessionnels a démontré les changements structurels du pays, plus particulièrement les solides performances économiques du Ghana et son accession au statut de pays à revenu intermédiaire en 2010.

L'augmentation rapide des emprunts ghanéens est le résultat de plusieurs facteurs, notamment l'augmentation de la croissance intérieure, la faiblesse des taux d'intérêt mondiaux et l'adoption de politiques économiques fortes. À l'instar d'autres économies africaines, la composition de la dette du Ghana a également évolué. En particulier, il y a eu une augmentation de la part des créanciers non traditionnels

<sup>176</sup> Staff team. IFS (2015). *Ghana: Public Debt and Debt Sustainability Issues*. Occasional Paper No. 3, pp. 5, Institute for Fiscal Studies (IFS).

comme la Chine et des créanciers commerciaux en qualité de détenteurs d'obligations. Les créanciers officiels représentaient environ 81,1 % de la dette extérieure totale entre 2007 et 2012, les créanciers multilatéraux et bilatéraux représentant respectivement 48,5 % et 32,6 %. Toutefois, en 2020, la situation a changé, les détenteurs d'obligations détenant la plus grande part de la dette (37 %), suivis des créanciers multilatéraux (32 %), des créanciers non officiels (17 %) et des créanciers bilatéraux (14 %) (voir figure 17).

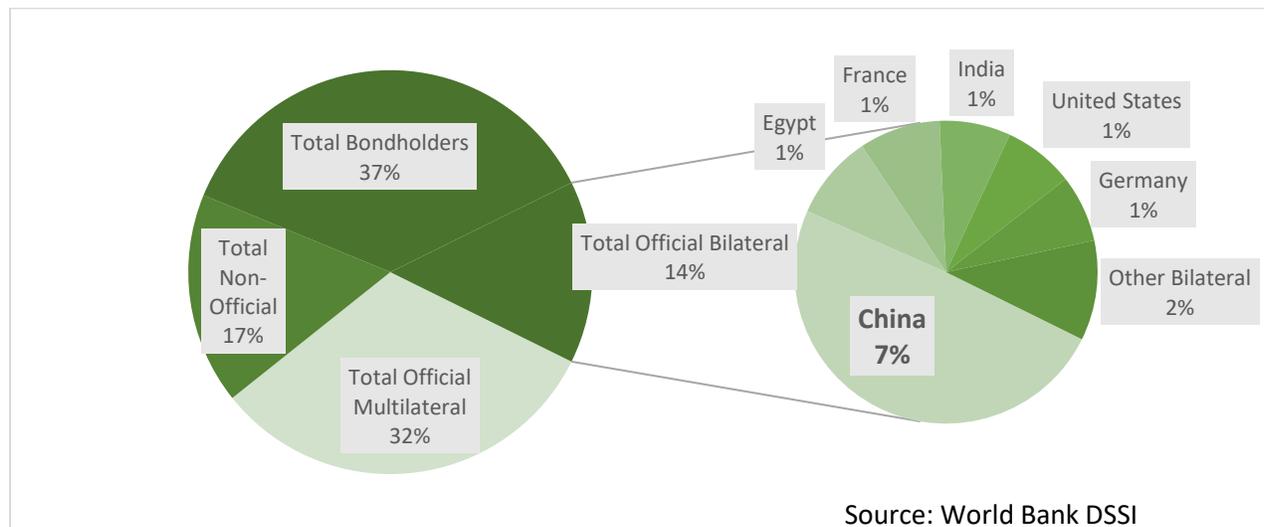


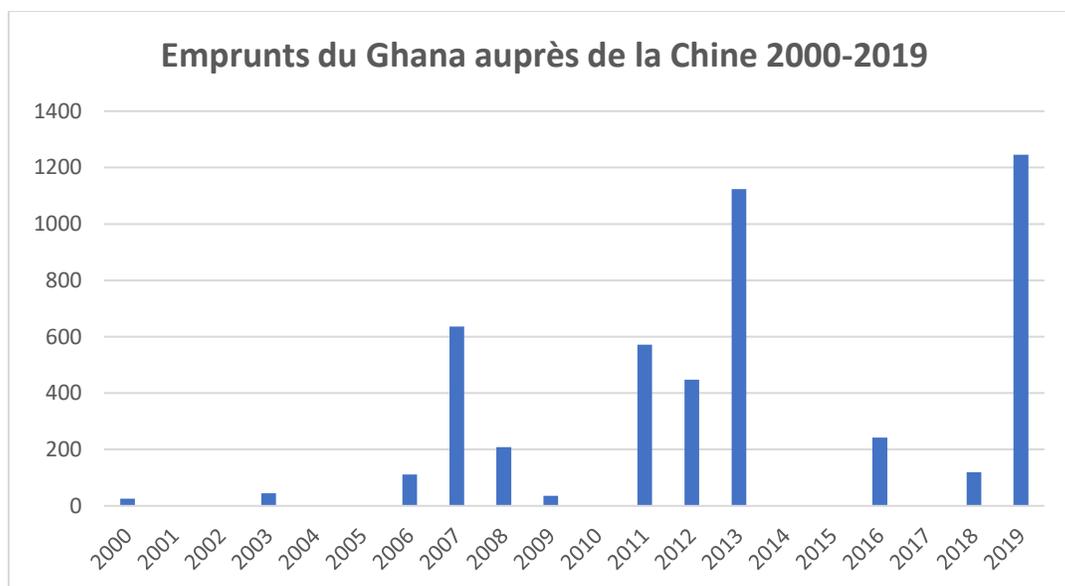
Figure 17 : Répartition de la dette du Ghana Source: World Bank DSSI  
Source : DSSI de la Banque mondiale.

### Partenaires chinois.

Les financements chinois sont une source de capitaux de plus en plus importante pour les projets d'infrastructure en Afrique. Le Ghana était l'un des principaux emprunteurs de fonds chinois en 2019, même s'il ne représente que 8 % du total des prêts chinois à l'Afrique.<sup>177</sup> Cependant, la Chine représente la plus grande proportion des prêts bilatéraux (figure 17). Selon le China-Africa Research Initiative, les plus grands bénéficiaires de prêts chinois en 2019 — Ghana inclus — n'ont pas restructuré leur dette avec la Chine depuis 2000. En 2019, les investissements ont chuté en dessous de 9 milliards de dollars pour la première fois depuis 2010, mais la Chine reste une source importante de financement des infrastructures pour de nombreux pays africains.<sup>178</sup>

<sup>177</sup> hormis l'Angola en raison d'un engagement de prêt élevé en 2016

<sup>178</sup> Acker, K, Brautigam. (2021). *Twenty Years of Data on China's Africa Lending*. Briefing Paper no.4. China-Africa Research Initiative. pp. 6.



*Figure 18: Emprunts du Ghana auprès de la Chine  
Source: DSSI de la Banque mondiale*

Le Ghana est également l'un des principaux pays emprunteurs de fonds chinois en Afrique de l'Ouest. En 2011, le Ghana a obtenu un prêt de 3 milliards de dollars de la Banque de développement de Chine en utilisant partiellement les revenus pétroliers comme garantie. Cette ligne de crédit devait initialement être débloquée en deux blocs et le premier projet financé était un gazoduc off-shore et une usine de traitement d'une valeur de 800 millions de dollars dans le cadre du « Projet de développement des infrastructures gazières du corridor occidental ».<sup>179</sup>

L'une des principales préoccupations concernant ce prêt est que son décaissement a été considérablement plus lent que prévu. Cela était dû à une combinaison de facteurs : la chute des prix du pétrole, des problèmes de mise en œuvre, des préoccupations relatives à la viabilité de la dette, ainsi qu'une baisse de 1,3 milliard de dollars des recettes en devises étrangères due à la chute des prix de l'or et du cacao et un déficit de la balance courante de 12 % du PIB en 2013. Par conséquent, en 2014, le gouvernement ghanéen a renégocié le prêt à la moitié du total initial à 1,5 milliard de dollars.

En 2018, le Ghana a négocié un autre prêt adossé à des ressources avec Sinohydro, une entreprise d'État chinoise spécialisée dans les infrastructures. La ligne de crédit était destinée à financer des projets d'infrastructure au Ghana d'une valeur de 2 milliards de dollars en utilisant les revenus de la bauxite comme garantie.<sup>180</sup>

Les prêts ont jusqu'à présent été spécifiquement affectés au financement de la construction de routes hautement prioritaires, qui a débuté en 2019. Au cas où l'industrie ghanéenne de l'aluminium ne générerait pas suffisamment de revenus pour faire face à ses obligations de prêt, le Ghana a créé une entreprise d'État, la Ghana Integrated Aluminum Development Corporation (GIADEC), pour mettre en œuvre les projets de développement de l'industrie de l'aluminium. À l'instar de la dépendance économique du Nigeria

<sup>179</sup> [http://static1.squarespace.com/static/5652847de4b033f56d2bdc29/t/56d64a9e01dbaef868231233/1456884389759/CARI\\_PolicyBrief\\_10\\_Feb2016.pdf](http://static1.squarespace.com/static/5652847de4b033f56d2bdc29/t/56d64a9e01dbaef868231233/1456884389759/CARI_PolicyBrief_10_Feb2016.pdf)

<sup>180</sup> <https://nicholasinstitute.duke.edu/sites/default/files/publications/The-Environmental-Implications-of-China-Africa-Resource-Financed-Infrastructure-Agreements-Lessons-Learned-from-Ghana%E2%80%99s-Sinohydro-Agreement.pdf>

à l'égard du pétrole, on craint que le fait que le Ghana dépende de ses ressources naturelles — telles que l'exploitation de la bauxite — pour garantir ses emprunts n'entraîne une dégradation de l'environnement mettant en péril la réalisation des ODD.

Une autre préoccupation concernant l'augmentation des emprunts du Ghana est l'augmentation correspondante de la charge du paiement des intérêts. Selon les projections, le pays devrait avoir à s'acquitter de 6,8 % du PIB au titre des intérêts en 2014, et 7,1 % en 2015. Ce serait la deuxième année consécutive depuis 2000 où le total des paiements d'intérêts dépasse les dépenses d'investissement.<sup>181</sup>

### Dettes à court terme.

Le Ghana a fait des efforts pour allonger la maturité des capitaux étrangers par une libéralisation limitée et sélective des comptes de capitaux. Suite au rapport 2012 de la Banque mondiale sur les indicateurs du développement mondial, la part de la dette à court terme du Ghana dans sa dette extérieure totale, et sa part de la dette à court terme dans les réserves internationales totales étaient sujettes aux fluctuations. Par exemple, la dette à court terme du Ghana a augmenté en 2013 pour atteindre 22 % de la dette extérieure totale avant de chuter l'année suivante à 13,1 % en 2016 et de remonter à 17,2 % en 2019.<sup>182</sup> En pourcentage des réserves internationales, cela correspond à une hausse à 65 % en 2013, puis à une baisse à 47 % en 2016 et 2017, avant de remonter en 2019 à 61 % des réserves internationales. La dette à court terme est particulièrement sensible aux changements soudains dus aux chocs externes sur le marché financier international. Par la suite, la dette à court terme du Ghana l'expose à l'inversion des flux de capitaux et aux chocs financiers externes — par exemple, les impacts économiques de la COVID-19.<sup>183</sup> Le principal défi consiste donc à appliquer des mesures visant à réduire la dette à court terme et à allonger la maturité de la dette extérieure.

Il n'existe pas d'études empiriques sur la dette extérieure à court terme dans les pays africains comme le Ghana.<sup>184</sup> Ces informations sont pourtant indispensables si l'on considère qu'entre 2000 et 2011, l'encours de la dette extérieure a représenté environ 66,2 % du total des engagements financiers extérieurs du Ghana, et environ 63,1 % du PIB sur la même période. Les chercheurs ont fait des suggestions de politiques pour gérer la dette extérieure à court terme. Une option consiste à imposer des prélèvements stratégiques sur les emprunts étrangers à court terme des secteurs public et privé afin d'augmenter les coûts de transaction. Toutefois, cela limiterait la capacité du Ghana à attirer des financements à court terme, réduisant ou décourageant ainsi ces transactions.

### Banque africaine de développement

Le Ghana a également obtenu des prêts du Fonds africain de développement (FAD) de la BAD, dont, en 2019, un prêt de 81,67 millions de dollars pour cofinancer des tronçons de la route Eastern Corridor de 695 km, reliant les régions du nord à la capitale ghanéenne, Accra. Pour un montant total de 113,27 millions de dollars, le projet est financé par d'autres bailleurs de fonds, dont le Fonds de l'OPEP pour le développement international, le gouvernement ghanéen et l'Agence japonaise de coopération internationale. Il portera sur 60 km de routes, deux échangeurs, des initiatives de soutien communautaire et un pont sur la rivière Volta.

<sup>181</sup> Staff team. IFS (2015). *Ghana: Public Debt and Debt Sustainability Issues*. Occasional Paper No. 3, pp. 7, Institute for Fiscal Studies (IFS).

<sup>182</sup> <https://data.worldbank.org/indicator/DT.DOD.DSTC.ZS?locations=GH>

<sup>183</sup> William Gabriel Brafu-Insaidoo, Ferdinand Ahiakpor, Fiador Vera Ogeh & Cantah William G. | (2019) Macro-determinants of short-term foreign debt in Ghana, *Cogent Economics & Finance*, 7:1, 1630161, DOI: 10.1080/23322039.2019.1630161

<sup>184</sup> *ibid.*

Le volet « soutien communautaire » du projet comprend la réhabilitation d'écoles et d'établissements de santé, la construction de marchés et d'installations agroalimentaires pour le bétail, le poisson, le manioc, les fruits et les céréales, ainsi que la formation professionnelle. Il contribue donc à financer les besoins en infrastructures du Ghana tout en soutenant la réalisation des ODD, par exemple en ce qui concerne les ODD 4, 3 et 9. En outre, avec la création attendue de 1 500 emplois, le projet soutient le plan de développement national du Ghana.

En 2017, le Ghana avait déjà négocié un prêt concessionnel de 39,01 millions de dollars du FAD pour financer le projet d'amélioration de la productivité agricole dans la zone de Savannah.<sup>185</sup> Le projet a débuté en 2018 et devrait s'achever en 2022. Le prêt est assorti d'un taux d'intérêt de 1 % par an, d'un délai de grâce de cinq ans et d'une période de remboursement de 25 ans, délai de grâce non compris.<sup>186</sup> Comme ci-dessus, il est lié au plan de développement national du Ghana et devrait avoir un impact direct sur 50 000 petits exploitants économiquement actifs vivant dans la zone de Savannah. Il vise à accroître la sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi que les revenus des agriculteurs et contribue à la réalisation des ODD 2, 8 et 9.<sup>187</sup>

### Le Ghana est-il confronté à une « crise de la dette » ?

Ghana ces dernières années, le récit d'un risque élevé de surendettement et de vulnérabilité globale de la dette subsiste. De nombreuses organisations soulignent que le ratio service de la dette aux recettes du Ghana a rapidement augmenté et a dépassé le seuil à long terme fixé par le FMI, le service de la dette absorbant une part importante des recettes nationales. En effet, l'AVD du FMI détermine que le Ghana reste exposé à un risque élevé de surendettement extérieur et général, même si la dette publique a été jugée viable.<sup>188</sup>

Cependant, il est important de ne pas prendre la hausse des niveaux d'endettement pour argent comptant. Il est plutôt essentiel de contextualiser cette information pour évaluer si la dette a été de haute qualité et les résultats qu'elle a produits. Les conditions qui nuisent à la viabilité de la dette d'autres pays sont toujours présentes dans le contexte ghanéen et réduisent la qualité de la dette ghanéenne. Il s'agit notamment de la fragilité des politiques et de la coordination budgétaires, de l'affaiblissement de la monnaie nationale et de la détérioration des conditions d'emprunt à l'intérieur et à l'extérieur du pays.<sup>189</sup>

En 2021, le Ghana a enregistré l'un des niveaux d'endettement les plus élevés de la région ouest-africaine, soit 21,91 milliards de dollars.<sup>190</sup> Cependant, le plus important est que le financement par la dette a produit de nombreux actifs productifs et tangibles qui, parallèlement à d'autres flux de revenus financiers, ont contribué à la réalisation des ODD au Ghana, à ses plans de développement nationaux et à sa forte croissance économique. Un élément de contexte important de la hausse des niveaux d'endettement au Ghana est le rôle du RNB.

Comme le montre la figure 19, la dette du Ghana en pourcentage du RNB a diminué pour atteindre 36,8 %, soit un niveau proche de celui de 1970, ce qui infirme les idées reçues selon lesquelles le Ghana se dirige vers une « crise de la dette ». Au contraire, la prise en compte du RNB montre que l'économie ghanéenne

<sup>185</sup> [http://www.xinhuanet.com/english/2018-03/16/c\\_137042076.htm](http://www.xinhuanet.com/english/2018-03/16/c_137042076.htm)

<sup>186</sup> *ibid.*

<sup>187</sup> <https://sapip.org.gh/>

<sup>188</sup> La dette publique est jugée viable étant donné que les autorités mettent rigoureusement en œuvre des programmes d'ajustement budgétaire à moyen terme tels que le plan de consolidation budgétaire annoncé dans le budget 2021. Pp. 19 Rapport pays du FMI n° 21/165

<sup>189</sup> Staff team. IFS (2015). *Ghana: Public Debt and Debt Sustainability Issues*. Occasional Paper No. 3, Institute for Fiscal Studies (IFS).

<sup>190</sup> <https://www.statista.com/statistics/1242969/total-external-public-debt-in-west-africa-by-country/>

s'est développée parallèlement à l'augmentation du niveau absolu de la dette. Cela montre que la dette peut être une source déterminante de capitaux pour le développement, et pas nécessairement une entrave. Étant donné que la dette en pourcentage du RNB est relativement faible, cela montre également que le Ghana a la possibilité d'accroître sa dette et d'utiliser ce financement pour combler, par exemple, les lacunes en matière de financement des infrastructures et de reprise économique post-COVID-19.

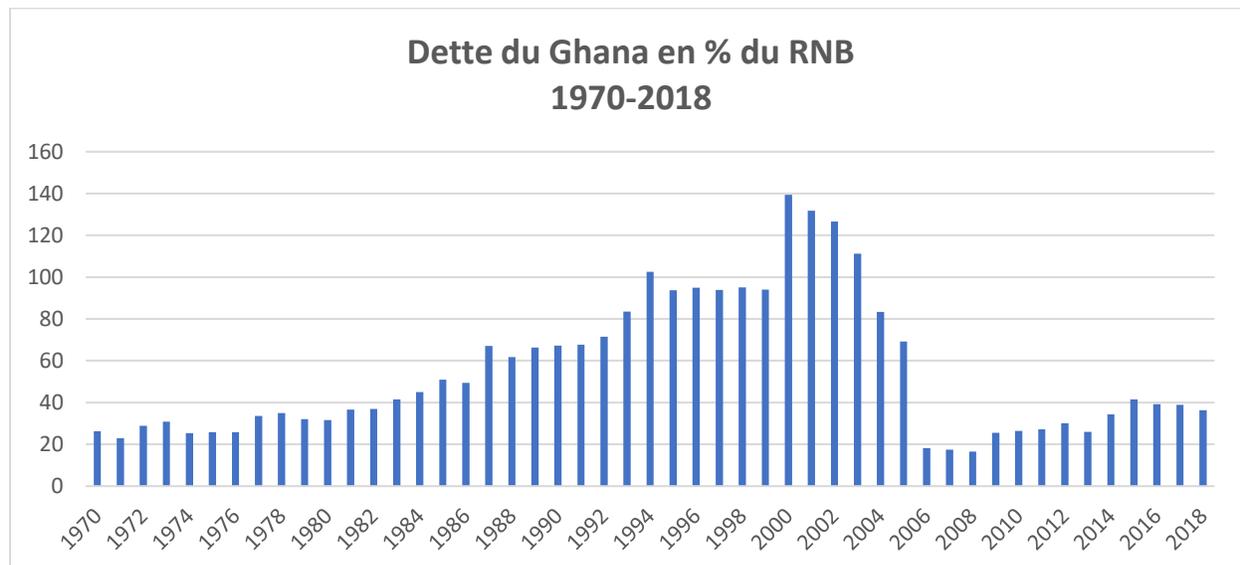


Figure 19: Dette du Ghana en % du RNB  
 Source: Banque mondiale

## Section II: Sources de revenus financiers

### Agriculture



Le secteur agricole ghanéen, autrefois florissant, reste sous-financé et les effets s'en font sentir. Dans les années 1970, la contribution du secteur agricole au PIB était de plus de 40 %, alors qu'en 2016, ce chiffre s'est réduit à 19,7 %. En outre, en 2019, l'agriculture n'emploie que 29,75 % de la population, dont beaucoup sont des petits exploitants traditionnels, y compris des femmes et des filles.<sup>191</sup> Les surfaces cultivées couvrent généralement moins de deux hectares, et les agriculteurs font souvent partie des ruraux pauvres et en situation

d'insécurité alimentaire.<sup>192</sup> La vision agricole nationale du Ghana entend moderniser l'agriculture et transformer structurellement l'économie pour assurer la sécurité alimentaire, créer des emplois et réduire la pauvreté.<sup>193</sup>

### Cacao



En 2019, le Ghana était le deuxième exportateur mondial de fèves de cacao, pour un montant de 1,6 milliard de dollars. La production de cacao est une composante essentielle de l'économie ghanéenne, elle contribue à hauteur de 3 % au PIB et fait vivre environ 4 millions de ménages. En raison de l'expansion des exploitations de cacao dans les années 1980 et 1990, la disponibilité de terres vierges pour la production de cacao est désormais limitée. Par conséquent, de nombreux agriculteurs travaillent sur des sols dont la fertilité a diminué et dont les rendements sont plus faibles. Pour protéger les rendements du cacao, il est nécessaire d'investir dans l'intensification de la production de cacao en investissant dans les semences, les engrais, les insecticides, etc.<sup>194</sup> Il est également probable que l'industrie du cacao soit

<sup>191</sup> <https://data.worldbank.org/indicator/SL.AGR.EMPL.MA.ZS?locations=GH>

<sup>192</sup> <https://www.ifad.org/en/web/operations/w/country/ghana>

<sup>193</sup> <http://mofa.gov.gh/site/>

<sup>194</sup> <https://cdn.odi.org/media/documents/11635.pdf>

fortement touchée par le changement climatique, car les périodes prolongées de baisse des précipitations ont un impact négatif sur les rendements du cacao.

Bien que plus de 70 % de la production mondiale de cacao provienne d'Afrique de l'Ouest, la majeure partie de la transformation a lieu en Occident.<sup>195</sup> De ce fait, la production de cacao du Ghana ne représente qu'une part insignifiante du marché mondial de la consommation, qui s'élève à 87 milliards de dollars. Toutefois, cette situation évolue progressivement. Par exemple, au Ghana, un secteur de production de chocolat destiné aux consommateurs a émergé — bien que lentement. En outre, les mesures de contrôle de la qualité du Ghana et la qualité de ses fèves de cacao ont permis de créer un produit d'exportation de première qualité, dont le prix varie entre 50 et 100 de dollars par tonne métrique.<sup>196</sup> Dans leurs recherches sur ce secteur émergent, Sophie van Huellen et Fuad Mohammed Abubakar affirment que l'infrastructure financière empêche le Ghana de passer d'une capacité de traitement à valeur ajoutée moyenne à une capacité de traitement à valeur ajoutée supérieure.<sup>197</sup>

### Exploitation minière

The Le secteur minier est essentiel à l'économie ghanéenne. Il représente plus de la moitié de tous les flux d'IDE vers le Ghana, génère un tiers de toutes les recettes d'exportation et est le plus grand contributeur fiscal (17,31 %<sup>198</sup> de la collecte totale de l'impôt sur les sociétés de la GRA en 2020).<sup>199</sup> Il apporte également une contribution significative au PIB et crée des emplois indispensables. Un rapport de l'ICMM indique que le succès du secteur minier ghanéen au cours de la dernière décennie est dû aux politiques minières du gouvernement qui se sont concentrées sur la réglementation et la promotion de l'exploitation minière à petite échelle, ainsi que sur la transparence et la gestion des revenus miniers.<sup>200</sup>

L'or est un minéral particulièrement important du secteur minier ghanéen. Il s'agit de la principale exportation du pays et, en 2020, il représentait 97,2 % des recettes minérales brutes. Bien que la COVID-19 ait entraîné une diminution de la demande mondiale d'or et la plus forte baisse de la production en glissement annuel depuis 2004, le ralentissement a été compensé par un prix élevé de l'or, ce qui a entraîné une hausse de 9,1 % des recettes d'exportation.<sup>201</sup>

### Pétrole

Depuis 2011, le pétrole est devenu un contributeur important de l'économie ghanéenne. En 2007, d'importantes réserves de pétrole ont été découvertes. La production, qui a débuté en décembre 2010, a fait grimper la croissance du PIB à 15 % l'année suivante (le taux de croissance hors pétrole était de 9,4 % cette année-là). Cela s'est reproduit en 2013, le pétrole ayant dominé le taux de croissance à hauteur de 5,4 %, le taux hors pétrole étant de 3,9 %.<sup>202</sup> L'année même où la production pétrolière a débuté, le gouvernement ghanéen a mis en œuvre le « Ghana Shared



<sup>195</sup> <https://link.springer.com/content/pdf/10.1057/s41287-020-00351-3.pdf>

<sup>196</sup> [https://www.cabri-](https://www.cabri-sbo.org/uploads/files/Documents/case_study_2014_cabri_cabri_seminar_cabri_10th_annual_seminar_english_session_6.2_ghana_case_study.pdf)

[sbo.org/uploads/files/Documents/case\\_study\\_2014\\_cabri\\_cabri\\_seminar\\_cabri\\_10th\\_annual\\_seminar\\_english\\_session\\_6.2\\_ghana\\_case\\_study.pdf](https://www.cabri-sbo.org/uploads/files/Documents/case_study_2014_cabri_cabri_seminar_cabri_10th_annual_seminar_english_session_6.2_ghana_case_study.pdf)

<sup>197</sup> <https://link.springer.com/content/pdf/10.1057/s41287-020-00351-3.pdf>

<sup>198</sup> <http://ghanachamberofmines.org/wp-content/uploads/2021/09/2020-Mining-Industry-Statistics-and-Data.pdf>

<sup>199</sup> [https://www.icmm.com/website/publications/pdfs/mining-partnerships-for-development/mining-in-ghana\\_what-future-can-we-expect](https://www.icmm.com/website/publications/pdfs/mining-partnerships-for-development/mining-in-ghana_what-future-can-we-expect)

<sup>200</sup> [ibid](#)

<sup>201</sup> <http://ghanachamberofmines.org/wp-content/uploads/2021/09/2020-Mining-Industry-Statistics-and-Data.pdf>

<sup>202</sup> <https://oxford.universitypressscholarship.com/view/10.1093/acprof:oso/9780198753438.001.0001/acprof-9780198753438-chapter-9>

Growth and Development Agenda (GSGDA) », un cadre politique qui identifie les priorités en matière de modernisation agricole, de développement pétrolier et gazier, d'infrastructures et d'éducation.<sup>203</sup>

---

<sup>203</sup> <https://pure.coventry.ac.uk/ws/portalfiles/portal/22206875/Binder2.pdf>

### Section III: Exposition financière

Le gouvernement ghanéen reste déterminé à assurer la viabilité du budget et de la dette. Pour l'avenir, des plans ont été élaborés pour tirer parti de la digitalisation comme moyen d'améliorer la collecte des recettes et l'administration, ainsi que pour faciliter la mise en œuvre de la collecte des droits de propriété. L'état budgétaire national de 2021 a en outre introduit des initiatives fiscales visant à améliorer les recettes intérieures, telles que la taxe d'assainissement et de pollution ainsi que la taxe de relance du secteur de l'énergie.

En outre, le gouvernement ghanéen a introduit un cadre budgétaire à moyen terme pour améliorer le contrôle des dépenses et la gestion de la dette, avec l'intention d'utiliser des stratégies de gestion de la dette qui réduisent les coûts et les risques de financement. La capacité du Ghana à accroître la croissance est actuellement limitée par les responsabilités budgétaires et les risques d'endettement, sachant que 50 % de la dette extérieure en 2019 était commerciale, il est impératif que le gouvernement engage un dialogue avec les créanciers pour explorer et adopter des instruments de financement favorables.

Par ailleurs, en 2015, le Ghana a suspendu son émission d'euro-obligations après que les investisseurs ont montré très peu d'intérêt. La ligne de crédit de 1,5 milliard de dollars américains était un élément clé de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme dans le cadre du programme du FMI pour le Ghana. En outre, la hausse des taux d'intérêt sur les obligations en dollars, combinée à la faible confiance dans l'économie ghanéenne, a fait considérer cette émission comme risquée, et il était clair qu'un tel revers conduirait très probablement à davantage d'austérité.<sup>204</sup>

Des études ont montré que le secteur de l'agroalimentaire était le plus vulnérable aux chocs financiers. Grâce à une observation astucieuse, les chercheurs suggèrent que les entreprises du secteur de la transformation alimentaire doivent identifier et gérer les risques financiers tout en continuant à influencer positivement leurs opérations. Cette perspective implique des interventions politiques comprenant des services de développement des entreprises qui exposent le secteur de la transformation alimentaire à différentes stratégies sur la manière d'identifier, d'évaluer et de gérer ces risques.<sup>205</sup>

Les institutions financières accordent rarement des facilités de crédit aux agriculteurs indigènes sous prétexte que le financement agricole est à haut risque. En conséquence, le manque de facilités de crédit pour les agriculteurs a eu un impact négatif sur la production alimentaire, le professeur Amin Hassan de l'Université des études de développement déclarant que

*Il serait prudent que les institutions financières adoptent des politiques de financement agricole pour le développement et la mécanisation de l'agriculture en accordant aux agriculteurs un taux d'intérêt similaire à celui pratiqué dans les pays développés.*<sup>206</sup>

Selon l'AVD<sup>207</sup> du FMI et de la Banque mondiale, le Ghana est classé « à haut risque de surendettement » en raison de déficits et de niveaux de service de la dette plus élevés que prévu. En outre, les ratios de la dette publique par rapport au PIB dépassent leurs seuils sous le seuil de 55 %. Dans l'AVD 2019 du FMI

<sup>204</sup> Oxford Analytica (2015), "Ghana euro-bond setback may force more austerity", Expert Briefings.  
<https://doi.org/10.1108/OXAN-DB205823>

<sup>205</sup> Agyapong, D. (2021), "Analyzing financial risks in small and medium enterprises: evidence from the food processing firms in selected cities in Ghana", International Journal of Entrepreneurial Behavior & Research, Vol. 27 No. 1, pp. 45-77.  
<https://doi.org/10.1108/IJEBR-05-2020-0269>

<sup>206</sup> <https://www.gardja.org/ghana-needs-innovative-agric-financing-policy/>

<sup>207</sup> <https://documents1.worldbank.org/curated/en/829241580327419447/pdf/Ghana-Joint-World-Bank-IMF-Debt-Sustainability-Analysis-December-2019.pdf>

et de la Banque mondiale, en cas de choc externe sur les produits de base, le ratio dette au PIB du Ghana devrait atteindre entre 53 et 65 %.<sup>208</sup>

De plus, les tensions prolongées avec le FMI et les mauvais résultats budgétaires du Ghana devraient entraîner une baisse de la cote de solvabilité du pays.<sup>209</sup> En septembre 2020, SP Group a révisé la cote de solvabilité du Ghana à B — en citant les défis fiscaux causés par la COVID-19.<sup>210</sup> En juin 2021, Fitch a fait de même et a également révisé la cote de solvabilité du Ghana à un « B » négatif. Cela reflète le niveau élevé de la dette publique du Ghana, la faible base de revenus et l'impact de la COVID-19 sur les finances publiques.<sup>211</sup> Cette dégradation de la cote de solvabilité risque de limiter davantage l'accès du pays au financement.

---

<sup>208</sup> [ibid](#)

<sup>209</sup> Oxford Analytica (2016), "Ghana's IMF bailout to persist despite souring ties", Expert Briefings. <https://doi.org/10.1108/OXAN-DB212925>

<sup>210</sup> <https://www.spglobal.com/marketintelligence/en/news-insights/blog/lockdowns-impact-european-linear-broadcast-performance>

<sup>211</sup> <https://www.fitchratings.com/research/sovereigns/fitch-revises-ghana-outlook-to-negative-affirms-at-b-22-06-2021>

## Section IV: Déficits de financement actuels et futurs

Le Ghana a un bilan satisfaisant du service de sa dette envers le FMI, qui considère toujours la dette publique comme gérable. Les autorités ghanéennes ont également exprimé leur confiance dans leur capacité à honorer leurs obligations en matière de dette, y compris envers le FMI. Les discussions sur les besoins financiers du Ghana tournent souvent autour de la nécessité d'accélérer l'ajustement budgétaire pour réduire les risques de viabilité de la dette tout en protégeant les ménages vulnérables. Les discussions portent également sur les mesures à prendre pour gérer les risques budgétaires des entreprises d'État, notamment dans le secteur de l'énergie.

Le rapport de consultation du FMI pour le Ghana indique que les coûts du secteur énergétique et financier ont atteint 15,5 % du PIB et que les besoins de financement bruts annuels ont dépassé 20 % du PIB en 2020, la dette publique est passée de 64,4 % en 2019 à 78 % du PIB en 2020.<sup>212</sup> Selon la BAD, le Ghana devrait en outre revenir à son seuil de déficit budgétaire de 5 % du PIB en 2024. Il y avait également des risques de taux de change, car, 90 % de la dette intérieure a des échéances à court ou moyen terme, et 70 % de la dette en devises étrangères était libellée en dollars.<sup>213</sup> La BAD va plus loin dans ses perspectives économiques en suggérant que le gouvernement du Ghana devrait activement dialoguer avec ses créanciers pour envisager d'autres options de financement, comme la renégociation de la dette, la restructuration et la suspension du service de la dette.

La situation du Ghana n'est pas unique en son genre, car la Banque africaine de développement, dans son rapport 2021 sur les perspectives économiques en Afrique, indique que la dette africaine a continué à basculer vers les créanciers commerciaux ainsi que des sources extérieures vers les sources intérieures. Entre 2000 et 2019, 18 pays africains dits souverains sont entrés sur les marchés internationaux des capitaux et, au cours de cette même période, 125 instruments euro-obligataires ont été évalués à plus de 155 milliards de dollars, tandis que la dette en monnaie locale représentait près de 40 % de l'encours total de la dette.<sup>214</sup>

### COVID-19 et besoins de financement supplémentaires.

Si en 2020, environ 14 milliards de dollars de besoins de financement avaient été exprimés au titre de la pandémie, le gouvernement ghanéen a été en mesure de lever 9,37 milliards de dollars pour couvrir ses besoins financiers. Les fonds ont été partiellement levés auprès d'institutions multilatérales telles que la BAD, la Banque mondiale et le FMI, comme le prouve la croissance de 13,7 % de la dette publique du Ghana en glissement annuel.

Selon le FMI<sup>215</sup>, la croissance du Ghana a ralenti passant de 6,5 % en 2019 à 0,4 % en 2020 en raison de la baisse des activités minières et de la diminution de l'activité économique. L'inflation a connu un pic en avril 2020 à 10,6 % avant de retomber à 7,5 % en mai 2021, le déficit des comptes courants s'élevant à 3,1 % du PIB en 2020 suite à la réduction des exportations de pétrole et aux perturbations commerciales. Par ailleurs, le cedi ghanéen a perdu 3,9 % par rapport au dollar américain en 2020 en raison de la baisse de la demande de devises étrangères. La hausse attendue des prix du pétrole devrait permettre de ramener le déficit à environ 2,2 % du PIB en 2021.

<sup>212</sup> <https://pfmtaxafrica.com/ghanas-gross-financing-needs-in-2020-exceeded-20-of-gdp-imf/>

<sup>213</sup> <https://www.afdb.org/en/countries/west-africa/ghana/ghana-economic-outlook>

<sup>214</sup> <https://www.afdb.org/en/documents/african-economic-outlook-2021> . pp. 45

<sup>215</sup> <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2021/07/23/Ghana-2021-Article-IV-Consultation-Press-Release-Staff-Report-and-Statement-by-the-462570>

Le Ghana compte 31 072 945 habitants<sup>216</sup>, dont 11 537 744<sup>217</sup> jeunes de moins de 14 ans ne peuvent être vaccinés. Le nombre total de personnes pouvant prétendre à la vaccination (âgées de plus de 14 ans) est de 19,5 millions de personnes. À supposer que le vaccin puisse être acheté à 3 de dollars par dose (le coût plafond maximum fixé par le COVAX<sup>218</sup> pour les pays à revenu faible ou intermédiaire), il faudrait 117,2 millions de dollars pour vacciner la population ghanéenne âgée de plus de 14 ans avec deux doses. Sinon, si chaque dose coûte 19 dollars, soit le montant payé récemment par le Sénégal pour des doses de Sinopharm, il faudrait 742,3 millions de dollars au Ghana pour vacciner sa population âgée de plus de 14 ans.

En février 2021, le Ghana a été le premier pays à recevoir une livraison de vaccins grâce à l'initiative COVAX. Depuis lors, il en a reçu 5 328 501, ce qui ne couvre que 9,25 % de la population. Le gouvernement ghanéen avait pour objectif initial de vacciner 20 millions de personnes d'ici la fin de l'année 2021. Cependant, l'accumulation de vaccins à l'échelle internationale et l'échec d'un accord bilatéral pour l'achat de 3,4 millions de doses du vaccin russe Sputnik-V ont eu un impact négatif sur l'approvisionnement en vaccins du Ghana. Si les taux de vaccination restent faibles, le maintien des mesures de distanciation sociale sera nécessaire pour contenir la propagation du virus, ce qui aura pour effet de freiner davantage l'activité économique.

Le pays a pris des mesures supplémentaires pour accroître la marge de manœuvre budgétaire pendant la période de la COVID-19, par exemple en émettant une euro-obligation en mars 2021 pour combler le déficit budgétaire causé par les impacts de la COVID-19. Dans l'espoir d'un accès continu aux marchés obligataires, contrairement à de nombreux autres pays d'Afrique de l'Ouest, le Ghana n'a pas participé à la DSSI de la Banque mondiale. Cette décision a peut-être fait perdre au pays l'occasion d'économiser 558,1 millions de dollars.<sup>219</sup>

Le FMI et la Banque mondiale ont désigné le Ghana comme présentant un risque élevé de surendettement, mais le gouvernement ghanéen n'a pas réduit sa dette envers la Chine et n'a pas choisi de s'engager dans les initiatives de restructuration de la dette du G20 dans le contexte de la COVID, ce qui pourrait représenter un total de 217 millions de dollars, comme le montre figure 20.<sup>220</sup> Si la marge de manœuvre budgétaire du Ghana reste limitée, le service de la dette et la DSSI des partenaires chinois peuvent potentiellement créer une marge de manœuvre budgétaire grâce aux économies réalisées.

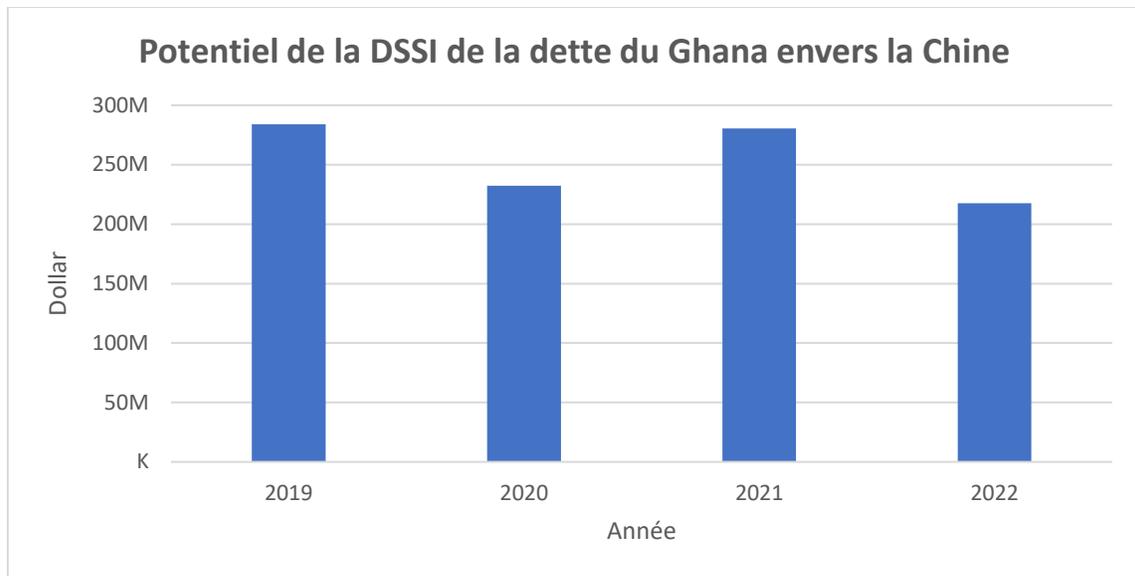
<sup>216</sup> <https://data.worldbank.org/indicator/SP.POP.TOTL?locations=CJ>

<sup>217</sup> <https://data.worldbank.org/indicator/SP.POP.0014.TO?locations=CJ>

<sup>218</sup> <https://www.gavi.org/news/media-room/new-collaboration-makes-further-100-million-doses-covid-19-vaccine-available-low>

<sup>219</sup> <https://www.afronomicslaw.org/category/african-sovereign-debt-justice-network-afsdjn/twentieth-sovereign-debt-news-update-ghanas>

<sup>220</sup> Acker. K, Brautigam. D (2021). *Twenty Years of Data on China's Africa Lending*. Briefing Paper no.4. China-Africa Research Initiative.



*Figure 20: Potentiel de la DSSI de la dette du Ghana envers la Chine.  
Source: DSSI de la Banque mondiale.*

## Section V: Conclusions et perspectives

**Recommandation 1 :** Le Ghana devrait être fortement pénalisé par l'évaluation de son AVD, qui le place dans une situation de risque élevé de surendettement, et par la rétrogradation simultanée de sa note par les agences de notation. Le Ghana doit s'associer à la Côte d'Ivoire, ainsi qu'à d'autres pays africains, pour faire pression en faveur d'une modification de l'AVD. Il s'agit notamment de modifier le récit autour de la dette, en passant d'une vision de la dette comme une entrave pure et simple à une vision de la dette qui la conçoit comme une source essentielle de financement. La rétrogradation du Ghana par les agences de notation peut servir à démontrer que la classification des pays par le FMI et la Banque mondiale comme étant à « haut risque » ou même à risque modéré de surendettement peut avoir un impact important, car cette classification envoie un signal négatif sur l'opportunité d'investir dans le pays. La société civile ghanéenne devrait également chercher à faire évoluer le discours sur le « risque de surendettement » du Ghana en s'appuyant sur les données relatives à la dette du Ghana par rapport au RNB, et en se concentrant sur les implications de l'AVD du FMI et de la Banque mondiale sur l'accès aux opportunités de financement.

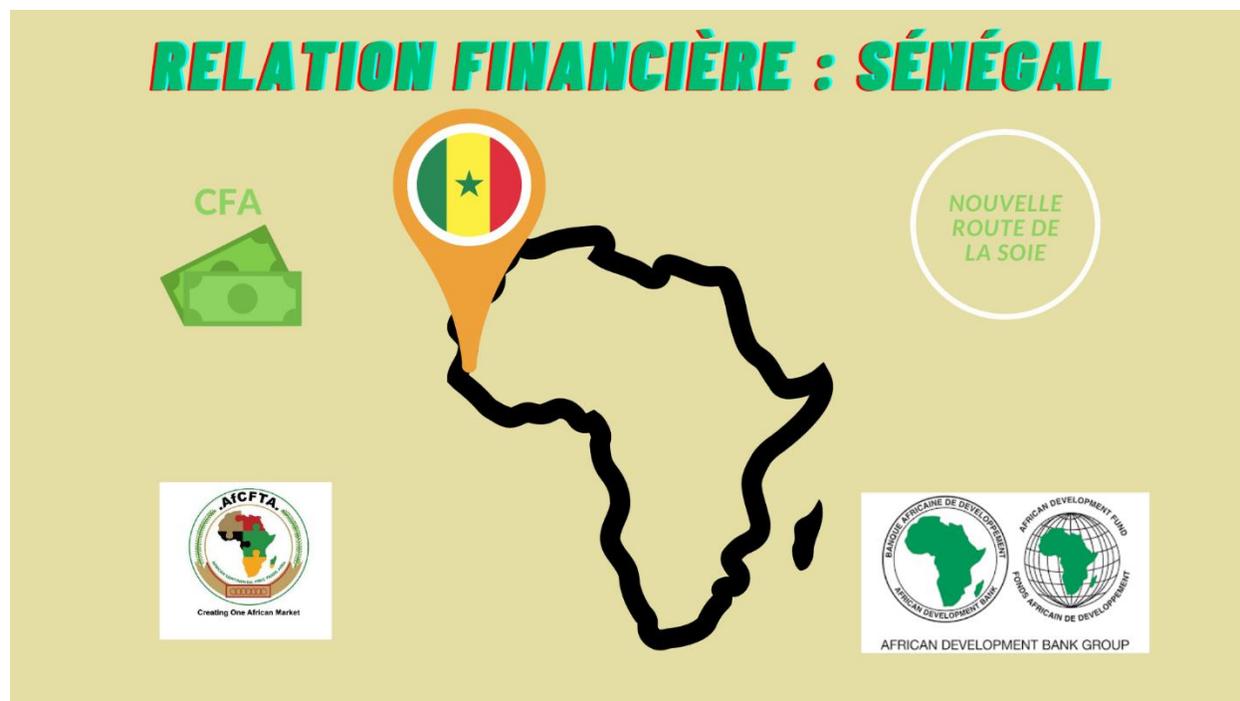
**Recommandation 2 :** Le Ghana doit chercher à développer ses flux de revenus issus du cacao afin de réduire sa vulnérabilité à l'égard des chocs externes. Cela inclut l'investissement dans la transformation à valeur ajoutée du chocolat et l'intensification des rendements du cacao en orientant les investissements en capital vers l'augmentation des rendements — semences de haute qualité, engrais, etc. Cela permettra également de créer davantage d'emplois directs et indirects dans la chaîne d'approvisionnement pour la jeunesse rurale du Ghana. Dans ce contexte, il est fondamental de veiller à ce que les investissements dans des secteurs importants tels que l'agriculture ne soient pas annulés ou reportés en raison de la pandémie ou des craintes liées à la dette. Pour garantir une reprise réussie, solide et à long terme, il faut davantage d'investissements, et non moins.

**Recommandation 3 :** Le Ghana a été le premier à recevoir les vaccins de l'initiative COVAX, mais il a subi les effets négatifs des pénuries de la chaîne d'approvisionnement mondiale dues à la thésaurisation des vaccins. Fort de cette expérience, le Ghana est en mesure de travailler avec ses partenaires régionaux et internationaux pour promouvoir la production locale de vaccins en Afrique de l'Ouest.

**Recommandation 4 :** Notre dernière recommandation est que le gouvernement devrait chercher à collaborer avec les pays voisins dans le financement des infrastructures afin d'améliorer les infrastructures régionales. Le Ghana dispose d'une vaste infrastructure énergétique, de TIC et de transport. L'extension de ces liens de transport et d'infrastructure au-delà des frontières facilitera le commerce et les flux de personnes. La récente création de la ZLECAf viendrait compléter ce dispositif. La négociation de groupe — par exemple en s'associant au Nigeria — permet de partager les risques et les coûts, ce qui peut augmenter le pouvoir de négociation.

## SENEGAL

Le Sénégal est une économie en pleine croissance qui a un grand impact sur le reste de la région ouest-africaine. Sa situation côtière à proximité des marchés européens lui confère un avantage concurrentiel, de même que sa stabilité politique et ses investissements dans le secteur privé. Le Sénégal a été choisi comme cas d'étude pour comprendre comment les préférences et les priorités des pays bénéficiaires correspondent au nouveau paysage de la coopération au développement, en particulier en ce qui concerne les nouveaux instruments, modalités et acteurs de financement.



Selon la BAD, la croissance du PIB du Sénégal est passée de 5,3 % en 2019 à 0,7 % en 2020, en grande partie en raison de la crise sanitaire liée à la COVID-19 et du ralentissement mondial du tourisme, du commerce et des investissements.<sup>221</sup> La croissance devrait remonter à 5,1 % en 2021 sous l'effet de la reprise de la croissance mondiale, des investissements publics et de la croissance du secteur des hydrocarbures au Sénégal. L'intervention constante du gouvernement pour accroître la mobilisation des ressources intérieures devrait maintenir un développement économique fort au Sénégal. Cependant, la pandémie de COVID-19 a accru des pressions budgétaires déjà élevées : le déficit budgétaire global était de 3,7 % du PIB en 2019 et a augmenté à 6 % du PIB en 2020 ; le ratio dette au PIB a augmenté à 68,6 % en 2020 contre 64,1 % l'année précédente.

<sup>221</sup> <https://www.afdb.org/en/countries/west-africa/ghana/ghana-economic-outlook>



Grâce au Plan Sénégal Émergent (PSE), depuis 2014, le Sénégal a aligné ses priorités économiques sur les ODD de l'ONU et les principaux moteurs de la croissance économique — notamment l'agriculture et les investissements du secteur privé. La mise en œuvre de ce plan, ainsi que les dépenses liées à la pandémie de COVID-19, a entraîné une augmentation de la dette publique totale à 68,6 % du PIB en 2020, contre 61,4 % en 2018.<sup>222</sup> Face à la disponibilité accrue de sources nouvelles et diverses de financement du développement, l'expérience du Sénégal offre un aperçu crucial des principales tendances émergentes en matière de financement public externe.

<sup>222</sup> <https://www.afdb.org/en/countries/west-africa/senegal/senegal-economic-outlook> and <https://www.imf.org/external/pubs/ft/dsa/pdf/2020/dsacr2011.pdf>

## Section I: Historique financier et situation actuelle

- EN 1970, LES NIVEAUX D'ENDETTEMENT ÉTAIENT FAIBLES, ÉQUIVALANT À SEULEMENT 145,25 MILLIONS DE DOLLARS.
- SUITE AU DÉCLIN DU SECTEUR INDUSTRIEL ET AUX CHOCS ÉCONOMIQUES INTERNATIONAUX, LA DETTE A AUGMENTÉ RAPIDEMENT POUR ATTEINDRE 4 MILLIARDS DE DOLLARS EN 1999.
- SUITE À LA RESTRUCTURATION ET À L'ANNULATION DE LA DETTE À COMPTER DE L'ANNÉE 1986, LA DETTE EST PASSÉE DE MOINS DE 3,7 MD\$ (2001) À 1,9 MD\$ (2006).
- EN 2018, LA DETTE EXTÉRIEURE DU SÉNÉGAL A ATTEINT UN NIVEAU RECORD – 12 MILLIARDS DE DOLLARS.
- CEPENDANT, LA DETTE EXTÉRIEURE EN POURCENTAGE DU RNB S'ÉLEVAIT À 52% - INFÉRIEUR AU NIVEAU DE DETTE ATTEINT EN 1994 , S'ÉLEVANT À 77,58%

# POINTS CLÉS À RETENIR

### Les années 1970 : Répercussions des chocs macroéconomiques.

Au cours des années 1970, la politique économique du Sénégal était axée sur l'industrialisation et le développement des PME.<sup>223</sup> Deux importantes stratégies ont été développées à cette époque — la Société nationale d'étude pour l'industrie (SONEPI) et la Zone franche industrielle de Dakar (ZFID) — toutes deux visant à renforcer le secteur manufacturier pour l'exportation.<sup>224</sup> Cependant, à la fin des années 1970, la sécheresse, le déclin du secteur industriel et les chocs économiques internationaux ont provoqué une crise macroéconomique au Sénégal.<sup>225</sup> Ces facteurs ont entraîné des paiements de plus en plus élevés au titre du service de la dette et une marge de manœuvre budgétaire réduite.

Pour faire face à cette crise, le Sénégal a participé à l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTe) créée par la Banque mondiale et le FMI. L'Initiative PPTe a imposé des critères de qualification pour que les pays puissent bénéficier d'un allègement de la dette, notamment le respect de programmes de réforme économique et structurelle et de stratégies de réduction de la pauvreté. L'allègement de la dette était conditionné par l'ouverture de l'économie et la réduction du rôle de l'État dans l'économie (par exemple, le démantèlement des monopoles publics).

Le développement économique du Sénégal au cours des années 1990 a donc été fortement tributaire de la privatisation d'entreprises précédemment détenues par l'État, des investissements publics dans les

<sup>223</sup> <https://oxford.universitypressscholarship.com/view/10.1093/acprof:oso/9780198776987.001.0001/acprof-9780198776987-chapter-7>

<sup>224</sup> Ibid.

<sup>225</sup> Ibid.

infrastructures et de l'expansion des biens et services d'exportation.<sup>226</sup> Cela a conduit à une période de croissance soutenue après une dévaluation du franc CFA en 1994.<sup>227</sup>

### Les années 2000 : L'initiative PPTE et la gestion de la dette.

Fin 2005, l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM) a été approuvée et a donné accès à l'allègement de la dette aux pays qui se sont conformés avec succès aux exigences de l'Initiative PPTE. En janvier 2006, vingt pays, dont le Sénégal, étaient éligibles à un allègement immédiat au titre de l'IADM. La participation du Sénégal à l'IADM et à l'initiative PPTE a entraîné une tendance à la baisse de la dette publique, qui est passée de 78 % à 20,9 % entre 2000 et 2006.<sup>228</sup>

Entre 2006 et 2011, la croissance économique du Sénégal a subi l'impact négatif des chocs externes et n'a été que de 3,3 % en moyenne.<sup>229</sup> Cependant, depuis l'introduction du Plan Sénégal Émergent (PSE) — institué par le Président Macky Sall en 2014 — l'économie a connu une croissance de plus de 6 % par an jusqu'en 2018.<sup>230</sup>

### Des années 2010 à nos jours : nouveaux créanciers et opportunités de financement

Le PSE initial de 2014 a conservé les piliers de la précédente stratégie nationale de développement économique et social.<sup>231</sup> Cependant, il était particulièrement axé sur la croissance et la transformation structurelle de l'économie.<sup>232</sup> À travers le PSE, le gouvernement sénégalais a projeté réaliser un taux de croissance annuel du PIB réel de 7,6 % entre 2015 – 2018. La croissance pendant cette période a été inférieure de 1 % (la moyenne annuelle entre 2014 et 2018 était de 6,6 %).

Pendant cette période de croissance, la dette publique extérieure a augmenté rapidement en raison des investissements du gouvernement dans le secteur de l'énergie et dans les infrastructures routières.<sup>233</sup> Ceux-ci ont été financés par des obligations sur le marché international entre 2009 et 2011.<sup>234</sup>

Le PSE 2016 - 2018 a permis d'améliorer plusieurs infrastructures, notamment la construction de l'autoroute Diamniadio-AIBD-Sindia, du Train express régional (TER) entre Dakar-Diamniadio-AIBD et du parc industriel de Diamniadio.<sup>235</sup> Il y a également eu une amélioration significative des infrastructures de pêche et un accent mis sur l'amélioration de l'accès à l'eau, en particulier à Dakar.<sup>236</sup>

Le nouveau PSE 2019 - 2023<sup>237</sup> se concentre sur le renforcement du secteur privé et comporte cinq initiatives nationales :

<sup>226</sup> [https://assets.mcc.gov/content/uploads/2017/05/Senegal\\_II\\_CA\\_withCover.pdf](https://assets.mcc.gov/content/uploads/2017/05/Senegal_II_CA_withCover.pdf)

<sup>227</sup> Ibid.

<sup>228</sup> Ibid.

<sup>229</sup> <https://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2017/cr1702.pdf>

<sup>230</sup> <https://www.worldbank.org/en/country/senegal/overview>

<sup>231</sup> (i) la croissance et la transformation structurelle de l'économie (ii) la promotion du capital humain, la protection sociale et le développement durable (iii) la bonne gouvernance, les institutions, la paix et la sécurité.

<sup>232</sup> World Bank economic update 2014

<https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/21504/942580WP0Box380a1EconomicUpdate0010.pdf?sequence=1&isAllowed=y>

<sup>233</sup> [https://assets.mcc.gov/content/uploads/2017/05/Senegal\\_II\\_CA\\_withCover.pdf](https://assets.mcc.gov/content/uploads/2017/05/Senegal_II_CA_withCover.pdf)

<sup>234</sup> Ibid.

<sup>235</sup> *Plan Sénégal émergent* Présidence de la République du Sénégal, 2021 <https://www.presidence.sn/en/pse/results-and-perspectives>

<sup>236</sup> Ibid.

<sup>237</sup> [https://www.sentresor.org/app/uploads/pap2\\_pse.pdf](https://www.sentresor.org/app/uploads/pap2_pse.pdf)

- Le PSE Jeunesse 2035
- Le PSE Économie sociale et solidaire
- Le PSE Société numérique inclusive
- Le PSE Vert, ou le Plan de Reforestation Durable du Territoire National
- Le PSE Cap Industrialisation

Aligné sur des ODD spécifiques, le PSE est articulé autour de trois axes : transformation structurelle de l'économie et croissance (ODD 8 croissance économique) ; capital humain, protection sociale et développement durable (ODD 11 durabilité) ; gouvernance, institutions, paix et sécurité (ODD 16 paix et justice).

La phase 2 du Plan d'actions prioritaires (PAP 2A) 2019 - 2023, opérationnalise le nouveau PSE et a un coût estimé à 14,7 milliards FCFA.<sup>238</sup> Trois programmes sectoriels du PAP 2A portent sur la construction de 100 000 nouveaux logements subventionnés pour loger 10 000 habitants actuels des bidonvilles, l'amélioration des services de collecte des déchets urbains et l'augmentation du capital culturel des zones urbaines<sup>239</sup>. Il vise à instaurer une transformation structurelle de l'économie et une croissance économique durable à un taux moyen de 8,6 % sur la période 2021 - 2023.<sup>240</sup>

Comme mentionné brièvement ci-dessus, parallèlement à la mise en œuvre du PSE, les niveaux d'endettement du Sénégal ont augmenté. La figure 21 montre une augmentation rapide de la dette extérieure depuis 2006. Par conséquent, le récit d'un possible surendettement s'est construit parmi les partenaires multilatéraux du Sénégal. Par exemple, dans son rapport pays 2017, le FMI a averti que de fortes augmentations des recettes publiques seraient nécessaires pour réduire le risque de surendettement.<sup>241</sup>

---

<sup>238</sup> <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/SN/cadrage-economique>

<sup>239</sup> *Plan Sénégal émergent* Présidence de la République du Sénégal, 2021 <https://www.presidence.sn/en/pse/results-and-perspectives>

<sup>240</sup> <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/SN/cadrage-economique>

<sup>241</sup> <https://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2017/cr1702.pdf>

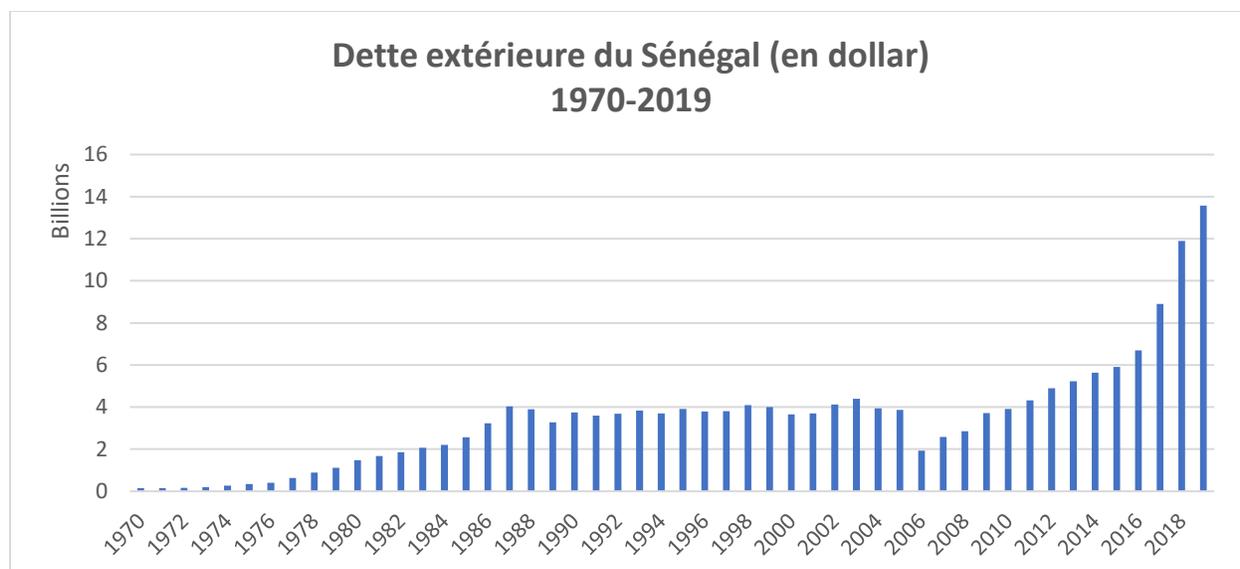
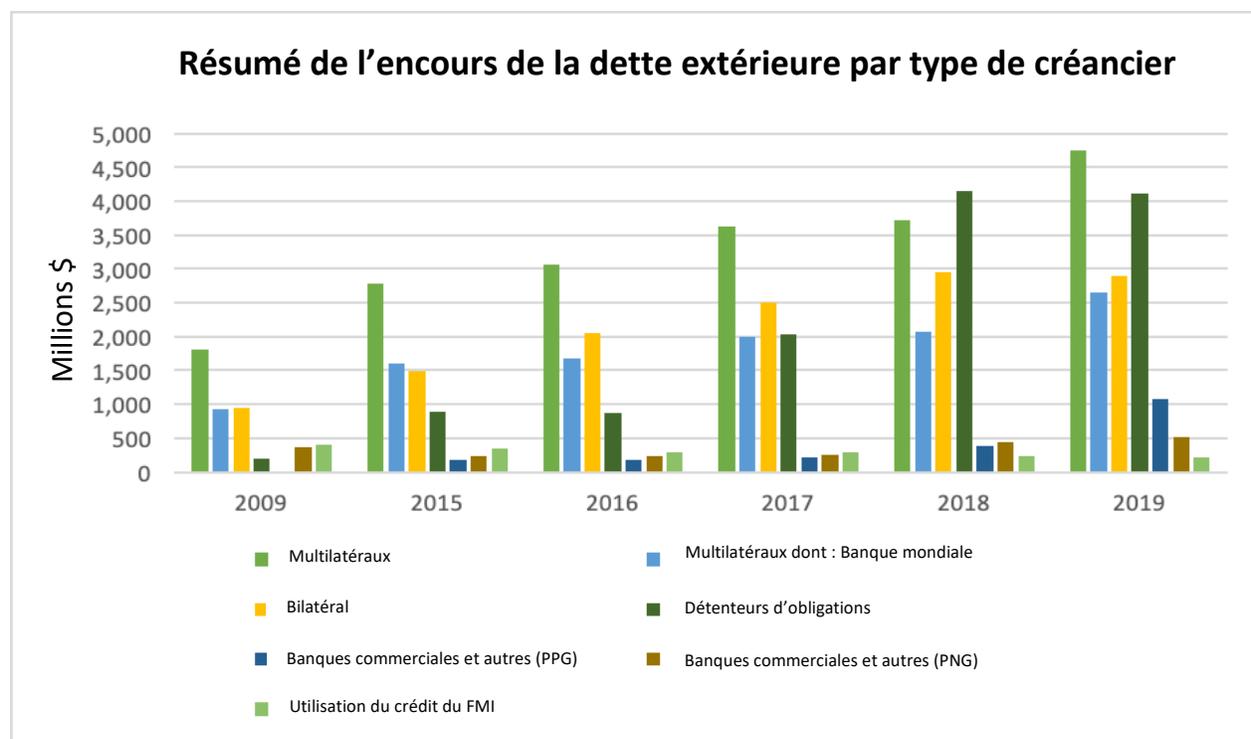


Figure 21: Dette extérieure du Sénégal 1970-2018  
Source : Banque mondiale

Parmi les créanciers bilatéraux du Sénégal, sa relation avec la Chine en matière de financement du développement évolue rapidement. Le dernier « Rapport sur la coopération au développement » du Sénégal indique qu’en 2013, la Chine était déjà le troisième plus grand bailleur de fonds du pays — voir la figure 22 ci-dessous.<sup>242</sup>



<sup>242</sup> Government of Senegal Rapport sur la Coopération au Développement 2013

Figure 22: Encours de la dette extérieure du Sénégal par type de créancier  
Source : Banque mondiale

En 2013, le Sénégal avait obtenu deux prêts de la Chine pour financer des infrastructures routières pour un montant total d'environ 1,2 milliard de dollars.<sup>243</sup> Cela équivaut à une année d'APD totale au Sénégal (moyenne 2013-14), telle qu'enregistrée dans la base de données du Système de notification des pays créanciers de l'OCDE.

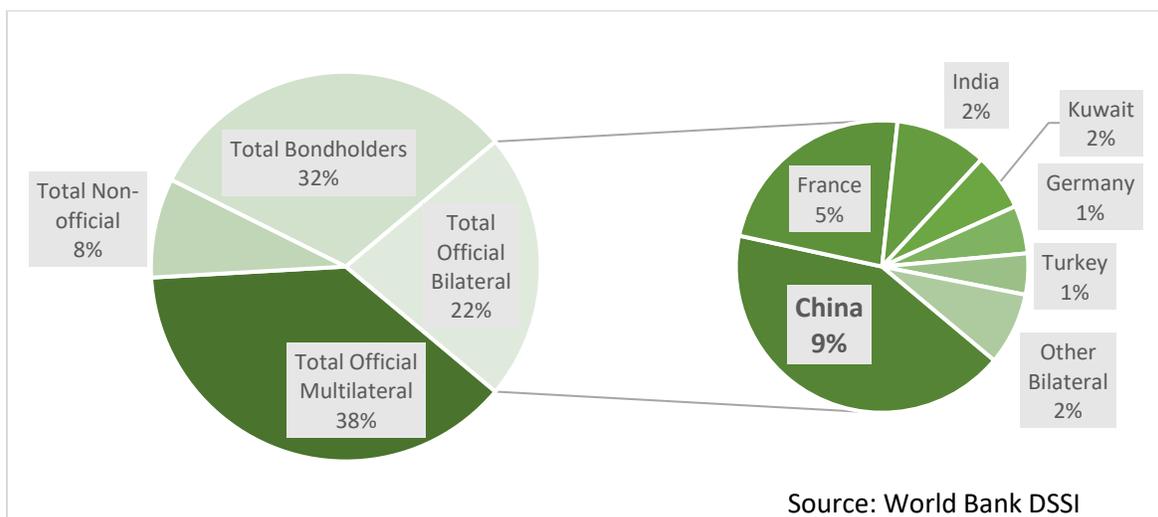


Figure 23: Encours de la dette extérieure du Sénégal  
Source : DSSI de la Banque mondiale

Le service de la dette du Sénégal à l'égard de la Chine a augmenté en 2019 et est depuis resté le quatrième plus élevé de la région CEDEAO après le Nigeria, le Ghana et la Côte d'Ivoire. En 2020, la Chine était le premier prêteur bilatéral officiel du Sénégal (figure 23). La relation de financement du Sénégal avec la Chine implique que le pays pourrait être fortement impacté par les paiements du service de la dette sur les prêts chinois. Cela est particulièrement pertinent pendant la pandémie de COVID-19 où la marge de manœuvre budgétaire est limitée par des dépenses publiques élevées. La participation de la Chine à l'initiative de suspension du service de la dette (DSSI) — voir la figure 24 ci-dessous — pourrait donc avoir un impact important sur l'augmentation de la marge de manœuvre budgétaire du Sénégal, notamment en période de crise, en réduisant les paiements du service de la dette.

<sup>243</sup> Certains de ces prêts sont accordés à un taux d'intérêt de 2 % avec un délai de grâce de 9 ans et une échéance de 20 ans. Le caractère concessionnel d'un prêt du point de vue du CAD de l'OCDE diffère de celui appliqué au Sénégal (pour plus d'informations sur la manière dont le caractère concessionnel est abordé dans les statistiques du CAD, voir les « Directives convergentes pour l'établissement de rapports statistiques pour le SNPC et le questionnaire annuel du CAD »).

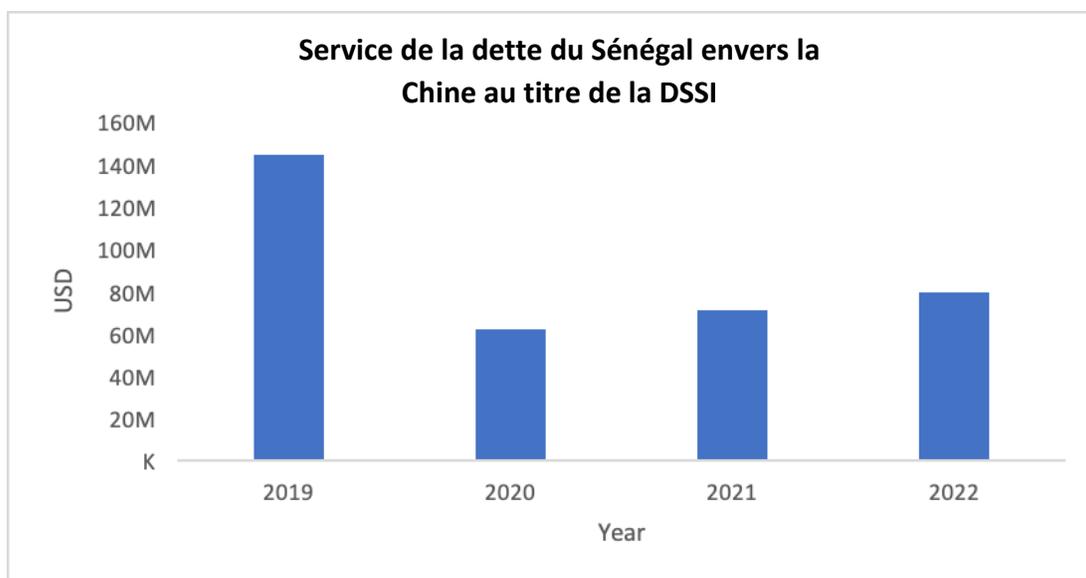


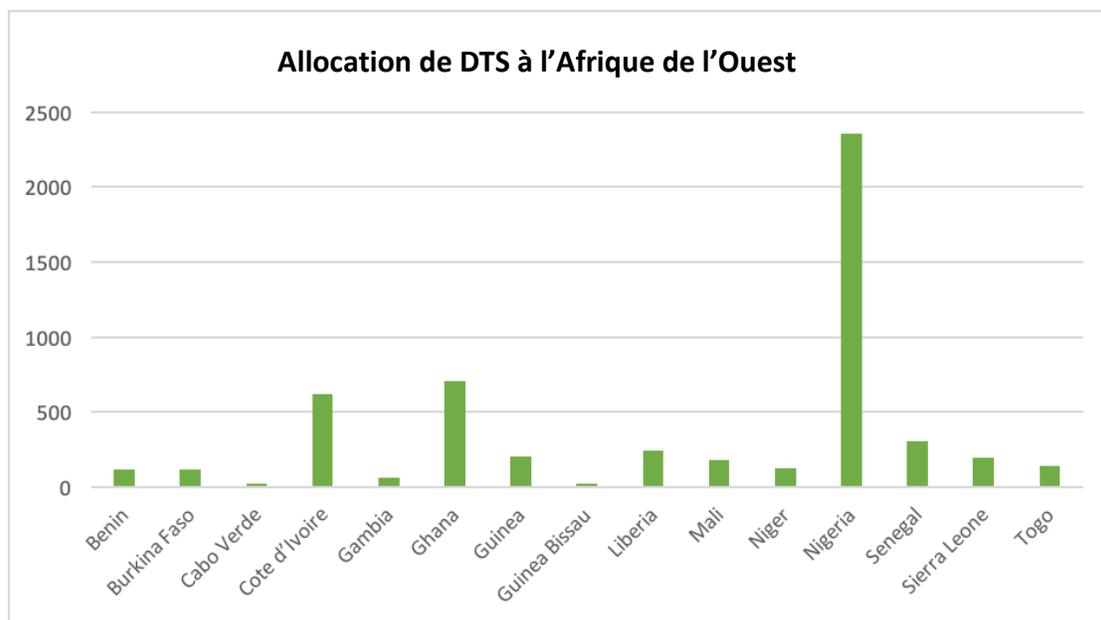
Figure 24: Service de la dette du Sénégal envers la Chine au titre de la DSSI  
Source : DSSI de la Banque mondiale

En 2021, le Sénégal s'est vu attribuer 310,2 millions de droits de tirage spéciaux (DTS) dans le cadre de la réaffectation des DTS pour soutenir la reprise économique post-COVID-19.<sup>244</sup> Bien que cette allocation offre au Sénégal la flexibilité et l'accès aux devises étrangères dont il a tant besoin, elle n'est probablement pas suffisante pour avoir un impact significatif sur l'économie sénégalaise sans réaffectation de prêts par le biais des mécanismes du FMI tels que la Facilité élargie de crédit ou d'autres partenaires multilatéraux.<sup>245</sup> Dans le cas des mécanismes du FMI, ces programmes peuvent être assortis de conditions et se concentrer sur le financement de projets spécifiques.<sup>246</sup>

<sup>244</sup> <https://www.imf.org/en/Topics/special-drawing-right/2021-SDR-Allocation>

<sup>245</sup> <https://www.fitchratings.com/research/sovereigns/on-lending-could-amplify-positive-impact-of-imf-sdr-allocation-02-06-2021>

<sup>246</sup> Ibid.



*Figure 25: : Allocation de DTS à l'Afrique de l'Ouest  
Source : FMI<sup>247</sup>*

### Impact de la COVID-19

Les récits sur la crise de la dette se sont poursuivis, les dépenses ayant encore augmenté pour atténuer les effets de la crise de la COVID-19. La pandémie a eu des répercussions majeures sur l'économie sénégalaise et on estime que la croissance a chuté de 0,7 % en 2020. Le ralentissement des activités dans le secteur du tourisme, des transports et du commerce a entraîné une contraction du PIB réel de 0,3 % en 2020.<sup>248</sup> En outre, la mobilisation des ressources intérieures a diminué, passant de 17,5 % du PIB en 2019 à 16,5 % du PIB en 2020.<sup>249</sup>

Lorsque la crise a surgi, le Sénégal a élargi le PSE actuel pour inclure un quatrième axe : sécuriser l'approvisionnement et la distribution des denrées alimentaires clés, des médicaments et des produits énergétiques et mettre en œuvre le Programme de résilience économique et sociale (PRES).<sup>250</sup> Ce dernier comprend le financement du dépistage, du traitement et de la prévention, de l'aide alimentaire et du soutien économique aux personnes touchées par les restrictions internationales et nationales — par exemple, dans les secteurs du tourisme et des transports.<sup>251</sup> Pour financer ce programme, le Sénégal s'appuie sur des emprunts concessionnels, dont 20 millions de dollars de la Facilité Fast Track COVID-19 de la Banque mondiale.

Bien que cette augmentation des dépenses publiques ait conduit à une augmentation de la dette passant à 68,6 % du PIB en 2020 contre 64,8 % en 2019, le risque de surendettement du Sénégal reste

<sup>247</sup> <https://www.imf.org/en/Topics/special-drawing-right/2021-SDR-Allocation>

<sup>248</sup> Banque africaine de développement, Perspectives économiques en Afrique 2021 de la résolution de la dette à la croissance — une feuille de route pour l'Afrique

<sup>249</sup> Ibid.

<sup>250</sup> <https://www.imf.org/en/Topics/imf-and-covid19/Policy-Responses-to-COVID-19>

<sup>251</sup> Ibid.

modéré.<sup>252</sup> La BAD indique que la croissance devrait rebondir à 5,1 % en 2021.<sup>253</sup> Celle-ci devrait être tirée par la reprise de la consommation privée et de l'investissement.<sup>254</sup>

Par ailleurs, il est important de contextualiser l'augmentation des niveaux d'endettement du Sénégal. La figure 26 ci-dessous, par exemple, montre la dette du Sénégal en pourcentage du RNB plutôt que du PIB de 1970 à 2018. De ce point de vue, les niveaux d'endettement restent inférieurs au niveau d'endettement connu au plus fort de la crise économique du Sénégal dans les années 80 et 90. Par conséquent, bien que les niveaux aient augmenté, il n'est pas évident que le Sénégal soit au bord du surendettement. Cependant, il est important que les dépenses soient allouées d'une manière qui reflète le contexte économique du Sénégal et conduise à une croissance économique durable.

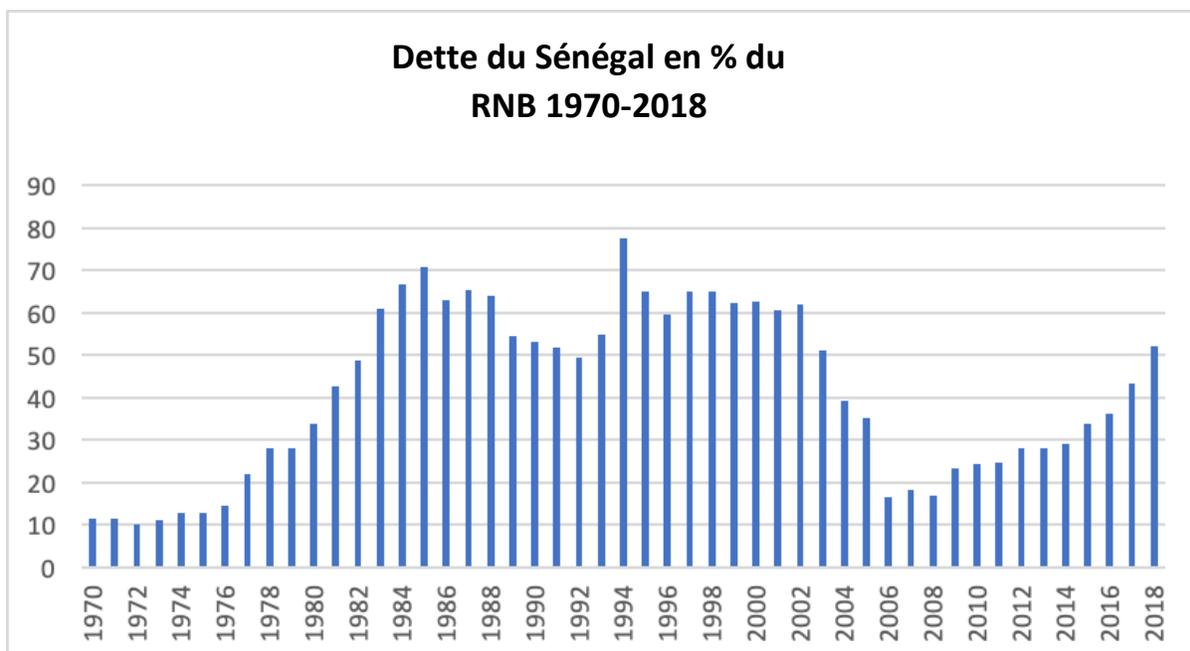


Figure 26: Dette du Sénégal en % du RNB

Source : Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale

<sup>252</sup> <https://www.afdb.org/en/countries/west-africa/senegal/senegal-economic-outlook> and <https://www.imf.org/external/pubs/ft/dsa/pdf/2020/dsacr2011.pdf>

<sup>253</sup> Banque africaine de développement, Perspectives économiques en Afrique 2021 de la résolution de la dette à la croissance — une feuille de route pour l'Afrique

<sup>254</sup> <https://www.worldbank.org/en/country/senegal/overview#1>

## Section II: Sources de revenus financiers

L'économie du Sénégal est fortement tributaire du secteur des services, de l'agriculture et du tourisme. Aussi, bien que les ressources naturelles soient limitées au Sénégal, le pays possède l'un des taux de production de phosphate les plus élevés au monde. De plus, les récentes découvertes off-shore de pétrole et de gaz devraient contribuer à la croissance économique du pays à partir de 2023, mais les ralentissements causés par la COVID-19 pourraient priver le pays de ces revenus jusqu'en 2025.



### Agriculture:

Le PSE 2019 - 2023 a alloué 986,3 milliards de FCFA au secteur agricole stimulant la croissance du secteur de 7,2 % en 2019.<sup>255</sup> L'agriculture représente 30 % de l'ensemble des emplois, soit le deuxième secteur pourvoyeur d'emplois après les services (57 % des emplois).<sup>256</sup> Cependant, la production agricole est fortement impactée par les variations climatiques. Par exemple, les bonnes conditions météorologiques ainsi que l'augmentation des investissements ont conduit à des taux de croissance particulièrement élevés dans le secteur en 2015 (11 %) et 2017 (13 %).<sup>257</sup> Il est donc fondamental d'investir dans la résilience et la diversification de l'agriculture, parallèlement à la croissance des secteurs des services et de l'industrie en tant que sources alternatives de croissance.

### Horticulture:

L'horticulture est un domaine potentiel de croissance agricole au Sénégal en raison de la proximité avec l'Europe et de la chaleur du climat. En outre, les produits horticoles restent une source d'exportation viable pendant les périodes de faible pluviosité où les exportations telles que les arachides seraient négativement affectées.<sup>258</sup> L'horticulture est également l'une des exportations agricoles dont la croissance est la plus rapide au niveau mondial. Par conséquent, les investissements et la planification

<sup>255</sup> <https://documents1.worldbank.org/curated/en/608781583719225540/pdf/Senegal-Country-Partnership-Framework-for-the-Period-FY20-FY24.pdf> page 7

<sup>256</sup> World Development Indicators Data <https://databank.worldbank.org/source/world-development-indicators>

<sup>257</sup> <https://documents1.worldbank.org/curated/en/608781583719225540/pdf/Senegal-Country-Partnership-Framework-for-the-Period-FY20-FY24.pdf>

<sup>258</sup> A Service Economy in Need of an Export Boost E. Philip Oxford University Press 2018

<https://oxford.universitypressscholarship.com/view/10.1093/oso/9780198821885.001.0001/oso-9780198821885-chapter-13>

gouvernementale dans le secteur inciteraient à accroître les IDE dans le pays.<sup>259</sup> Un certain nombre de réformes sont nécessaires pour faire de l'horticulture un investissement viable, notamment une réforme foncière pour améliorer l'accès à la terre et les problèmes de remboursement de la TVA qui affectent les investisseurs.<sup>260</sup>

### Services:

Depuis 2001, le secteur des services est en pleine expansion et, en 2020, le taux de croissance devrait être de 6,7 %.<sup>261</sup> Toutefois, le secteur a subi l'impact négatif de la pandémie de COVID-19 et, en particulier, des mesures de distanciation sociale qui l'ont accompagnée. Par conséquent, en 2020, sa croissance a chuté à -1,7 %.<sup>262</sup> Le principal moteur de la croissance du secteur a été l'investissement dans les téléservices et l'Internet au Sénégal.<sup>263</sup> Ceux-ci devraient se redresser d'ici 2023, lorsque les effets immédiats de la pandémie s'estomperont.

---

<sup>259</sup> *ibid.*

<sup>260</sup> *ibid.*

<sup>261</sup> <https://documents1.worldbank.org/curated/en/608781583719225540/pdf/Senegal-Country-Partnership-Framework-for-the-Period-FY20-FY24.pdf> page 7

<sup>262</sup> World Development Indicators Data <https://databank.worldbank.org/source/world-development-indicators>

<sup>263</sup> <https://santandertrade.com/en/portal/analyse-markets/senegal/economic-outline>

### Section III: Exposition financière

Pour atteindre les objectifs de croissance fixés dans le PSE, des financements étrangers sont nécessaires pour combler les déficits de financement existants au Sénégal. Ce financement doit être ciblé en fonction du contexte économique décrit ci-dessus. La figure x ci-dessous montre qu'à mesure que les niveaux d'endettement du Sénégal ont augmenté, la diversité des créanciers fournissant des financements s'est également accrue. En particulier, le Sénégal a augmenté ses emprunts non concessionnels, ce qui a conduit le FMI à modifier son analyse globale du risque de surendettement, qui est passée de faible à modérée.<sup>264</sup>

---

<sup>264</sup> <https://www.imf.org/external/pubs/ft/dsa/pdf/2020/dsacr2011.pdf>

## Section IV: Défis de financement actuels et futurs

Les besoins financiers potentiels dans trois secteurs principaux :



### COVID-19 et besoins de financement supplémentaires.

En raison des répercussions de la pandémie de COVID-19, les besoins de financement déjà élevés du Sénégal ont encore augmenté. Cela inclut 79,9 milliards de FCFA pour fournir une protection sociale telle que l'aide alimentaire et le paiement des services publics aux personnes vulnérables pendant la pandémie.<sup>265</sup> Le gouvernement a également fourni 500 milliards de FCFA pour stabiliser l'économie par le biais d'un soutien direct aux secteurs du tourisme et du transport, d'un système de garantie partielle du crédit et d'un paiement accéléré des obligations non satisfaites.<sup>266</sup>

Avant la pandémie de COVID-19, les dépenses publiques de santé étaient stables à 4 % du PIB.<sup>267</sup> En 2018, cela équivalait à 1 481 de dollars par habitant. Le système de santé est basé sur la Couverture

<sup>265</sup> IMF policy tracker <https://www.imf.org/en/Topics/imf-and-covid19/Policy-Responses-to-COVID-19>

<sup>266</sup> Ibid.

<sup>267</sup> WHO database <https://apps.who.int/nha/database/ViewData/Indicators/en>

Maladie Universelle dont l'accès est assuré par l'assistance sociale et une Police d'Assurance Maladie Universelle appelée Couverture Maladie Universelle (CMU) avec un budget de 50 milliards de FCFA.<sup>268</sup> En 2018, 49,64 % de la population sénégalaise étaient inscrits à la CMU.<sup>269</sup> Pendant la pandémie entre avril 2020 et avril 2021, le gouvernement a augmenté les dépenses de santé en affectant 97 milliards de FCFA pour améliorer le dépistage, le traitement et la prévention de la COVID-19.<sup>270</sup>

### Dépenses et investissements sociaux

Les besoins de financement non liés à la COVID-19 comprennent l'amélioration des infrastructures pour fournir un meilleur accès à l'électricité et à l'assainissement. Alors que la majorité de la population sénégalaise a accès à l'électricité (70 %), 50 % de la population rurale a besoin de meilleures infrastructures pour accéder à l'électricité.<sup>271</sup> En ce qui concerne l'assainissement, selon les statistiques de l'OMS et de l'UNICEF, seuls 24,1 % de la population totale disposent de services d'assainissement gérés de manière sûre, et 32,7 % ne disposent que de services d'assainissement de base.<sup>272</sup> En outre, 56,6 % de la population n'a pas accès à des installations de lavage des mains.<sup>273</sup>

En 2017, moins de 30 % de la population sénégalaise avait accès à Internet.<sup>274</sup> Si ce chiffre a probablement augmenté au cours des trois dernières années, un accès généralisé à Internet est nécessaire pour offrir des opportunités d'emploi accrues et un meilleur bien-être général. Une étude réalisée par Masaki, Ochoa et Rodríguez-Castelán souligne l'importance de la disponibilité d'un accès sécurisé à l'Internet par le biais de la 3G ou de l'Internet fixe à haut débit pour améliorer le bien-être de la population. On constate notamment une augmentation de la consommation des ménages et une baisse significative du taux de pauvreté dans les ménages ayant un accès 3G.<sup>275</sup>

### Investissement dans les infrastructures

Comme mentionné ci-dessus, le coût total estimé du PAP 2A est de 14,7 milliards FCFA entre 2019-2023.<sup>276</sup> Cela couvre le coût de 27 projets tels que le projet de corridors céréaliers. Ce projet axé sur l'agriculture s'inscrit dans la continuité du précédent PSE et vise à accroître l'autosuffisance alimentaire à long terme en diminuant de 50 % le déficit de la balance commerciale du riz-mil et du maïs.<sup>277</sup> Sous la précédente itération, de 2014 à 2017, le projet a reçu 149 milliards de FCFA d'investissements publics et la production céréalrière a plus que doublé.<sup>278</sup>

Pour soutenir les objectifs du PAP 2A, le Sénégal a réformé le cadre juridique des partenariats public-privé (PPP).<sup>279</sup> Cela est particulièrement important pour assurer un financement adéquat des projets d'infrastructure prévus financés par des PPP, tels que l'aéroport international Blaise Diagne et la centrale

<sup>268</sup> Elisabeth Paul,a,\* Youssoupha Ndiaye,b Farba L. Sall,c Fabienne Fecher,d and Denis Porignone An assessment of the core capacities of the Senegalese health system to deliver Universal Health Coverage Health Policy Open. Dec 2020 and Perspectives, Senegal towards emergence <https://perspectives-cblacp.eu/en/le-senegal-sur-la-voie-de-lemergence/>

<sup>269</sup> <https://www.agencecmu.sn/performances-majeurs-de-la-cmu>

<sup>270</sup> IMF policy tracker <https://www.imf.org/en/Topics/imf-and-covid19/Policy-Responses-to-COVID-19>

<sup>271</sup> World Bank data <https://data.worldbank.org/indicator/EG.ELC.ACCS.RU.ZS?locations=SN>

<sup>272</sup> WASH data <https://washdata.org/data/household#!/table?geo0=country&geo1=SEN>

<sup>273</sup> ibid.

<sup>274</sup> <https://data.worldbank.org/indicator/IT.NET.USER.ZS?locations=SN>

<sup>275</sup> Masaki, Ochoa and Rodríguez-Castelán Broadband internet and household welfare in Senegal <http://ftp.iza.org/dp13658.pdf>

<sup>276</sup> <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/SN/cadrage-economique>

<sup>277</sup> Ministère de l'économie, des Finances et du Plan, *Plan Sénégal Émergent Plan d'actions prioritaires 2019 – 2023* December 2018

<sup>278</sup> Bureau opérationnel pour le suivi du Plan Sénégal émergent, *Développement de trois corridors céréaliers*

<sup>279</sup> IMF Country Report Senegal, July 2020

éolienne de Taiba N'Diaye<sup>280</sup>. Le premier projet a été introduit dans le cadre du précédent PSE et a depuis été étendu pour inclure la rénovation de cinq nouveaux aérodromes.<sup>281</sup>

Le projet de centrale éolienne de Taiba N'Diaye garantira 20 millions de dollars d'investissements dans la communauté locale pendant la durée de vie du parc éolien. La lutte contre la pauvreté énergétique et l'alignement sur la stratégie du gouvernement visant à accroître la production d'énergie propre permettront d'augmenter la production d'énergie au Sénégal de 15 %, et de fournir de l'électricité à 2 millions de personnes.<sup>282</sup> Le coût total du projet est estimé à 330 900 000 dollars. Il s'agit du premier projet éolien à grande échelle au Sénégal qui alimente le réseau national.<sup>283</sup>



---

<sup>280</sup> PPP Knowledge Lab database <https://pppknowledgelab.org/countries/senegal>

<sup>281</sup> *Plan Sénégal Émergent Plan d'actions prioritaires 2019 – 2023*

<sup>282</sup> Lekela, Senegal, *Parc Eolien Taiba N'Diaye* <https://lekela.com/projects/senegal-taiba-ndiaye/>

<sup>283</sup> Information Summary for the Public for Parc Eolien Taiba N'Diaye <https://www.dfc.gov/sites/default/files/2019-08/9000026049.pdf>

## Section V: Conclusions et perspectives

### Propositions de pistes d'action

**Recommandation 1 :** Le Sénégal est en bonne position pour devenir un centre commercial de premier plan en Afrique de l'Ouest, mais il faudra intensifier les efforts pour atteindre la croissance des exportations nécessaire à la réalisation des objectifs du PSE. Le pays dispose de plusieurs avantages compétitifs : stabilité politique, engagement du gouvernement, bons réseaux routiers, un port important et un accord de taux de change compétitif. C'est également l'un des pays les plus industrialisés de la région, avec des notations favorables aux investissements. Cependant, l'expérience d'autres pays suggère que, même si l'accès aux marchés internationaux et un environnement de prix compétitif sont cruciaux, le Sénégal serait mieux à même de tirer parti de ses avantages en apportant des améliorations significatives à sa compétitivité structurelle et à son environnement macroéconomique

**Recommandation 2 :** Le Sénégal faisant partie d'une union monétaire (y compris l'ECO, la monnaie unique du bloc régional ouest-africain, prévue pour 2027) et ayant un taux de change régional globalement conforme aux fondamentaux, la politique budgétaire et les mesures structurelles sont les seuls leviers à disposition pour stimuler la compétitivité. Le changement structurel nécessitera des actions fortes pour augmenter l'épargne nationale nette en réduisant les déficits budgétaires et en stimulant l'épargne des ménages. Des politiques budgétaires saines donneront au gouvernement une plus grande liberté pour mettre en œuvre des politiques visant à stimuler les exportations. Des politiques crédibles dans l'ensemble attireront le type d'investissement nécessaire pour développer un panier d'exportations plus diversifié et amélioré.

**Recommandation 3 :** Le Sénégal a besoin d'investissements ou d'une architecture financière internationale qui soit pleinement en phase avec les priorités de développement du pays tout en reflétant les capacités et les niveaux de développement nationaux. Cette approche renforcerait la marge de manœuvre du Sénégal pour promouvoir une croissance économique soutenue, inclusive et durable, conformément à l'Agenda 2030 pour le développement durable. À cet égard, le pays pourrait adopter une approche progressive, en se concentrant dans un premier temps sur un sous-ensemble d'ODD <sup>284</sup> tel qu'énoncé dans son Plan d'action prioritaire actuel<sup>285</sup>, qui est déjà conforme à l'Agenda 2030.

**Recommandation 4 :** Pour tirer le meilleur parti de son important partenariat avec la Chine et d'autres créanciers, la transparence est une norme importante pour informer les citoyens et lutter contre la désinformation. En outre, on ne sait pas si le Sénégal bénéficierait ou non du fait que la Chine ou d'autres créanciers suivent strictement l'Arrangement de l'OCDE sur les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public, car leurs coûts de financement augmenteraient probablement. Toutefois, pour garantir l'optimisation des ressources, il est essentiel d'insister sur les appels d'offres concurrentiels pour ses besoins en matière de passation de marchés, quelle que soit la concessionnalité du crédit à l'exportation associé. S'il n'est pas possible de lancer un appel d'offres concurrentiel, les fonctionnaires peuvent toujours faire des comparaisons en demandant des devis à des entreprises comparables pour les biens et services offerts dans le cadre d'un financement chinois.

Les prêteurs tels que la China EXIM Bank sont déjà conscients de l'importance d'être perçus comme sensibles à ces questions, néanmoins maintenir une pression continue sur la banque (ainsi que sur les autres agences de crédit à l'exportation) pour qu'elle soit un « partenaire responsable » reste utile. Néanmoins, le gouvernement peut faire plus lui-même. Par exemple, pour améliorer le transfert de

<sup>284</sup> Il s'agit notamment des ODD 2, 3, 4, 5, 6, 7, 9, 15, 16, 17 (Source : PTIP 2016-2018)

<sup>285</sup> « Plan d'Actions prioritaires » — PAP/PSE 2014-2018

technologie et la formation locale, le Sénégal peut exiger que les entreprises chinoises (et autres) s'associent à des entreprises locales lorsqu'elles soumettent des offres. Le Sénégal pourrait aller plus loin en proposant des contrats de sous-traitance aux entreprises locales et en plafonnant les importations de main-d'œuvre expatriée. Le renforcement de la capacité locale de négociation des accords favorables sur les ressources naturelles avec la China EXIM Bank et les entreprises chinoises devrait également être une priorité. La présence internationale d'une entreprise très respectée pourrait apporter une forme de crédibilité qui fait défaut dans certains des accords actuellement sur la table. Il serait utile d'organiser un atelier de haut niveau à huis clos où les fonctionnaires sénégalais ayant l'expérience de la négociation d'accords pourraient se rencontrer pour échanger des expériences et partager des informations.

Le maintien de contacts avec la Chine et d'autres partenaires travaillant dans le domaine de l'aide étrangère et du financement des exportations permettra d'établir des relations et d'accroître les connaissances de part et d'autre. Dans le cadre de la collaboration avec la Chine, les ateliers devraient impliquer des fonctionnaires chinois du ministère du commerce et de la China EXIM Bank, et ceux-ci devraient être axés sur les solutions et motivés par le partage d'expériences plutôt que par une discussion académique. L'invitation de fonctionnaires chinois à participer aux évaluations de projets et de programmes d'autres donateurs et bailleurs de fonds non membres du CAD serait également un moyen utile d'échanger des vues.